Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de la Santé sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1er. Le présent décret règle des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du [date] visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Exposé des motifs

Le 14 juillet 2021, un accord de coopération a été conclu entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique.

Tout d'abord, il vise à étendre le champ d'application du Covid safe ticket. En effet, compte tenu de la situation épidémiologique précaire en Belgique, le présent accord de coopération vise à étendre le champ d'application temporel du Covid Safe Ticket pour les évènements de masse, en le prolongeant du 30 septembre au 31 octobre 2021.

De plus, il sera également possible, si les circonstances épidémiologiques le justifient sur le territoire des entités fédérées de rendre les articles relatifs au Covid Safe Ticket applicable à partir du 1er novembre 2021 si une entité fédérée prévoit cette possibilité par décret, pour ce qui concerne la Région wallonne.

En plus de l'extension de l'applicabilité et de l'utilisation du Covid safe ticket pour les expériences et projet pilotes ainsi que les évènements de masse, les avis du GEMS ont démontré qu'il existe des raisons épidémiologiques suffisantes pour étendre le champ d'application du Covid Safe Ticket à d'autres secteurs que celui des évènements de masse. Cette possibilité d'extension du champ d'application a été prévu dans le présent accord de coopération afin d'ouvrir la possibilité de mettre en place une telle extension dans le cadre des compétences des entités fédérées qui le souhaiteraient.

Toutefois, cela se fait dans le respect du droit à la protection de la vie privée. L'objectif est de ne pas permettre que l'utilisation du COVID Safe Ticket constitue une intrusion trop importante dans la vie privée des personnes. Le Covid safe ticket ne pourra donc pas être appliqué notamment dans la sphère privée, les transports publics, les services publics, les activités éducatives, les magasins ou les centres commerciaux.

De même, en ce qui concerne l'extension du champ d'application du COVID Safe Ticket, notamment en permettant son utilisation dans les secteurs énumérés ci-

dessus, il ne devrait pas être appliqué aux jeunes de moins de 16 ans, sauf lorsque l'extension du champ d'application concerne les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables.

Avant-Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [Date] visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Commentaires des articles

Article 1er

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cette disposition vise à porter assentiment à l'accord de coopération du [Date] visant à la modification d'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

[9 september 2021] Voorontwerp van Samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België	**[9 Septembre 2021] Avant-projet d'Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique**	**[9. September 2021] Vorentwurf eines Zusammenarbeitsabkommens zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF (Passenger Locator Form) und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbstständigen mit Wohnsitz oder Aufenthalt im Ausland, die in Belgien tätig sind.**
ALGEMENE TOELICHTING Op 14 juli 2021 werd een samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België gesloten.	**EXPOSE GENERAL** Le 14 juillet 2021, un accord de coopération a été conclu entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exercant des activités en Belgique.	**ALLGEMEINE ERLÄUTERUNG** Am 14. Juli 2021 wurde ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbstständigen, die im Ausland wohnen oder sich dort aufhalten

		und in Belgien eine Tätigkeit ausüben, geschlossen.
<u>Rechtzetting van de materiële vergissingen</u> In voornoemd samenwerkingsakkoord, was echter sprake van een aantal materiële vergissingen.	**<u>Corrections d'erreurs matérielles</u>** L'accord de coopération susmentionné comportait toutefois un certain nombre d'erreurs matérielles.	**<u>Berichtigung von materiellen Fehlern</u>** Die oben genannte Kooperationsvereinbarung enthielt jedoch eine Reihe wesentlicher Fehler.
Zo wordt in de Nederlandstalige versie van artikel 16, § 2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 verkeerdelijk de term "verwerkingsovereenkomst" gehanteerd, terwijl in §1 van datzelfde artikel de correcte, door de Gegevensbeschermingsautoriteit gehanteerde term "verwerkersovereenkomst" wordt gebruikt. De verkeerdelijk gebruikte term "verwerkingsovereenkomst" moet derhalve veranderd worden in 'verwerkersovereenkomst' in artikel 16, §2 *in fine*. In de Franstalige versie van datzelfde artikel 16 is een foutieve vertaling van de term "accord de sous-traitance" opgenomen. De term "contrat de sous-traitance" moet dan ook worden vervangen door de correcte term, zijnde "accord de sous-traitance, en dit zowel voor artikel 16, §1 als artikel 16, §2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021. In de Duitstalige versie van datzelfde artikel 16 is een foutieve vertaling van de term "Datenverarbeitungsvertrag" opgenomen. De term "Verarbeitungsvertrag" moet dan ook vervangen worden door de correcte term, zijnde "Datenverarbeitungsvertrag", en dit zowel in artikel 16, §1 als artikel 16, §2 van het	Dans la version néerlandaise de l'article 16, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, le terme « verwerkingsovereenkomst » est utilisé de manière erronée, alors qu'au §1 du même article, le terme correct utilisé par l'Autorité de protection des données est « verwerkersovereenkomst ». Par conséquent, le terme « verwerkingsovereenkomst » utilisé à tort doit être remplacé par « verwerkersovereenkomst » à l'article 16 §2 in fine. La version française du même article 16 contient une traduction erronée du terme « accord de sous-traitance ». Le terme « contrat de sous-traitance » doit donc être remplacé par le terme correct, à savoir « accord de sous-traitance », tant à l'article 16, §1 qu'à l'article 16, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021. La version allemande du même article 16 contient une traduction erronée du terme « Datenverarbeitungsvertrag ». Le terme « Verarbeitungsvertrag » doit donc être remplacé par le terme correct, à savoir « Datenverarbeitungsvertrag », tant à l'article 16, §1 qu'à l'article 16, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.	So wird beispielsweise in der niederländischen Fassung von Artikel 16 Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 fälschlicherweise der Begriff „verwerkingsovereenkomst" verwendet, während in Absatz 1 desselben Artikels der von der Datenschutzbehörde verwendete Begriff „verwerkersovereenkomst" korrekt ist. Der fälschlicherweise verwendete Begriff „verwerkersovereenkomst" sollte daher in Artikel 16 § 2 *in* „Verarbeitungsvertrag" abgeändert werden. Die französische Fassung desselben Artikels 16 enthält eine falsche Übersetzung des Begriffs „accord de sous-traitance". Der Begriff „contrat de sous-traitance" muss daher sowohl in Artikel 16 §1 als auch in Artikel 16 §2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 durch den korrekten Begriff „accord de sous-traitance" ersetzt werden. Die deutsche Fassung desselben Artikels 16 enthält eine falsche Übersetzung des Begriffs „Datenverarbeitungsvertrag". Der Begriff „Verarbeitungsvertrag" muss daher durch den korrekten Begriff „Datenverarbeitungsvertrag" ersetzt werden, sowohl in Artikel 16 § 1 als auch in Artikel 16 § 2

samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021.		des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021.
In de artikelsgewijze toelichting van artikel 16 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt foutief melding gemaakt van een protocolakkoord om passende technische en organisatorische maatregelen verder uit te werken. Uiteraard dient de artikelsgewijze toelichting de inhoud van artikel 16 te volgen en moet de term "protocolakkoord" in de Nederlandstalige versie worden vervangen door "verwerkersovereenkomst", moet de term "protocole d'accord" in de Franstalige versie worden vervangen door "accord de sous-traitance" en moet de term "vereinbarungsprotokoll" in de Duitstalige versie worden vervangen door "Datenverarbeitungsvertrag", zoals gestipuleerd in artikel 16.	Le commentaire des articles de l'article 16 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 mentionne à tort un protocole d'accord visant à poursuivre le développement de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Bien entendu, le commentaire des articles doit suivre le contenu de l'article 16 et le terme « protocolakkoord » dans la version néerlandandaise doit être remplacé par « verwerkersovereenkomst », le terme « protocole d'accord » dans la version française doit être remplacé par le terme « accord de sous-traitance » et le term « vereinbarungsprotokoll » dans la version allemande doit être remplacé par le terme « Datenverarbeitungsvertrag », comme le stipule l'article 16.	In der Erläuterung der Artikel von Artikel 16 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird fälschlicherweise auf ein Protokollabkommen zur Weiterentwicklung geeigneter technischer und organisatorischer Maßnahmen verwiesen. Natürlich sollte die Erläuterung der einzelnen Artikel dem Inhalt von Artikel 16 folgen und der Begriff „Protokollvereinbarung" in der niederländischen Fassung durch „verwerkersovereenkomst", der Begriff „protocole d'accord" in der französischen Fassung durch „accord de sous-traitance" und der Begriff „Vereinbarungsprotokoll" in der deutschen Fassung durch „Datenverarbeitungsvertrag" ersetzt werden, wie es in Artikel 16 vorgesehen ist
Daarnaast bevat artikel 33 van voornoemd samenwerkingsakkoord een aantal materiële vergissingen inzake de inwerkingtreding en buitenwerkingtreding van een aantal bepalingen van voornoemd samenwerkingsakkoord.	En outre, l'article 33 de l'accord de coopération susmentionné contient un certain nombre d'erreurs matérielles concernant l'entrée en vigueur et la cessation de certaines dispositions dudit accord de coopération.	Darüber hinaus enthält Artikel 33 des genannten Zusammenarbeitsabkommens eine Reihe von materiellen Fehlern in Bezug auf das Inkrafttreten und das Außerkrafttreten bestimmter Bestimmungen des genannten Zusammenarbeitsabkommens.
Allereerst wordt in artikel 33, §1, 2° bepaald dat artikel 1 in werking treedt op 16 juni 2021. Deze bepaling is correct wat betreft artikel 1, §1, maar wat betreft de definities opgenomen in artikel 1, §2 moet hierbij worden vermeld dat deze definities tevens opgenomen zijn in de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor	Tout d'abord, l'article 33 §1, 2° dispose que l'article 1er entre en vigueur le 16 juin 2021. Cette disposition est correcte en ce qui concerne l'article 1, §1, mais en ce qui concerne les définitions visées dans l'article 1, §2, il convient de mentionner que ces définitions sont également visées dans le règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE et dans le règlement relatif au	Erstens sieht Artikel 33 §1, Punkt 2 vor, dass Artikel 1 am 16. Juni 2021 in Kraft treten soll. Diese Bestimmung ist in Bezug auf Artikel 1 Absatz 1 korrekt, aber in Bezug auf die Begriffsbestimmungen in Artikel 1 Absatz 2 ist anzumerken, dass diese Begriffsbestimmungen auch in der EU-COVID-Verordnung über digitale Zertifikate und der EU-COVID-Verordnung über

onderdanen derde landen, die beiden in werking treden op 1 juli 2021. Teneinde geen inbreuk te maken op het overschrijfverbod, kan deze paragraaf dus enkel uitwerking hebben tot en met 30 juni 2021. Artikel 1, §2 zal dan ook worden opgenomen in de opsomming van artikel 33, §1, 1° van voornoemd samenwerkingsakkoord. Tegelijkertijd zal artikel 33, §1, 2° verduidelijken dat het in dat geval enkel artikel 1, §1 betreft.	certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers, qui entreront tous les deux en vigueur le 1er juillet 2021. Afin de ne pas violer l'interdiction de transcription, ce paragraphe ne peut avoir d'effet que jusqu'au 30 juin 2021. L'article 1 §2 sera donc inclus dans l'énumération de l'article 33, §1, 1° de l'accord de coopération précité. Parallèlement, l'article 33, §1, 2° précisera que dans ce cas, seul l'article 1, §1 est concerné.	digitale Zertifikate für Drittstaatsangehörige enthalten sind, die beide am 1. Juli 2021 in Kraft treten. Um nicht gegen das Überschreibverbot zu verstoßen, kann dieser Absatz daher nur bis zum 30. Juni 2021 gelten. Artikel 1 Absatz 2 wird daher in die Aufzählung des Artikels 33 Absatz 1 Ziffer 1 des genannten Zusammenarbeitsabkommens aufgenommen. Gleichzeitig wird in Artikel 33, § 1, Punkt 2 klargestellt, dass in diesem Fall nur Artikel 1, § 1 betroffen ist.
Tevens wordt in § 2, foutief gesteld dat enkel artikel 33, §1, 1° een uitzondering vormt op de inwerkingtreding van de bepalingen van Titel I tot en met VII op de datum van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste wetgevende handeling tot instemming met het samenwerkingsakkoord. Echter, artikel 33, §2, 2° vormt eveneens een uitzondering op dit principe.	De plus, il est indiqué à tort au §2 que seul le §1, 1° constitue une exception à l'entrée en vigueur des dispositions des titres I à VII inclus à la date de publication au Moniteur belge du dernier acte législatif approuvant l'accord de coopération. Toutefois, l'article 33, §2, 2° constitue également une exception à ce principe.	Außerdem wird in § 2 fälschlicherweise behauptet, dass nur Artikel 33 § 1 Absatz 1 eine Ausnahme vom Inkrafttreten der Bestimmungen der Titel I bis VII am Tag der Veröffentlichung des letzten Rechtsakts, der dem Zusammenarbeitsabkommen zustimmt, im Belgischen Staatsblatt darstellt. Artikel 33, §2, Punkt 2 stellt jedoch ebenfalls eine Ausnahme von diesem Grundsatz dar.
Als gevolg van de materiële vergissing zou men in strijd met voorgaande kunnen stellen dat uit artikel 33, §2, zou kunnen worden afgeleid dat de artikelen genoemd in artikel 33, §1, 2° pas in werking treden op de datum van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste wetgevende handeling tot instemming met het samenwerkingsakkoord. Dat dit geenszins het geval is, blijkt duidelijk uit de tekst van het samenwerkingsakkoord. Immers, in artikel 33, §2, 2° wordt uitdrukkelijk gesteld dat de bepalingen van Titel I tot en met Titel VII van het samenwerkingsakkoord	En raison de l'erreur matérielle, il pourrait être soutenu, contrairement à ce qui précède, qu'il peut être déduit de l'article 33, §2 que les dispositions visées à l'article 33, §1, 2° n'entrent en vigueur qu'à la date de publication au Moniteur belge du dernier acte législatif de consentement à l'accord de coopération. Le texte de l'accord de coopération montre clairement que ce n'est pas du tout le cas. L'article 33, §2, 2° prévoit en effet expressément que les dispositions des titres I à VII inclus de l'accord de coopération prennent effet à partir du 16 juin 2021, en ce qui concerne l'article 1, §1, les articles 2 à 8, l'article 10, §4, l'article 11, l'article 14, §2	Aufgrund des materiellen Fehlers könnte argumentiert werden, dass aus Artikel 33 § 2 abgeleitet werden kann, dass die in Artikel 33 § 1, Punkt 2 genannten Artikel erst an dem Tag in Kraft treten, an dem der letzte Rechtsakt zur Genehmigung der Kooperationsvereinbarung im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird. Dass dies keineswegs der Fall ist, geht aus dem Wortlaut des Zusammenarbeitsabkommens hervor. In Artikel 33 §2, Punkt 2 heißt es nämlich ausdrücklich, dass die Bestimmungen der Titel I bis VII des Zusammenarbeitsabkommens ab dem 16. Juni 2021 in Bezug auf

uitwerking hebben van 16 juni 2021, voor wat betreft artikel 1, §1, artikelen 2 tot en met 8, artikel 10, §4, artikel 11, artikel 14, §2 tot en met §5, artikelen 15 tot en met 17. Hieruit kan duidelijk worden afgeleid dat het de bedoeling was van de opstellers van het samenwerkingsakkoord om de artikelen genoemd in artikel 33, §1, 2° in werking te laten treden vanaf 16 juni 2021. De ratio legis van deze bepaling is dat het de bedoeling is geweest van de opstellers van voornoemd samenwerkingsakkoord om het mogelijk te maken het digitaal EU-COVID-certificaat reeds vanaf 16 juni 2021 ter beschikking te stellen aan Belgische burgers.	à §5, et les articles 15 à 17. Il s'en déduit clairement que l'intention des auteurs de l'accord de coopération était que les articles visés à l'article 33, §1, 2° entrent en vigueur à partir du 16 juin 2021. La ratio legis de cette disposition est que l'intention des auteurs de l'accord de coopération précité était de permettre la mise à disposition des citoyens belges du certificat COVID numérique de l'UE dès le 16 juin 2021.	Artikel 1 §1, Artikel 2 bis 8, Artikel 10 §4, Artikel 11, Artikel 14 §2 bis §5 und Artikel 15 bis 17 wirksam werden. Die ratio legis dieser Bestimmung besteht darin, dass es die Absicht der Verfasser des genannten Zusammenarbeitsabkommens war, das digitale EU-COVID-Zertifikat den belgischen Bürgern ab dem 16. Juni 2021 zugänglich zu machen.
Tegelijkertijd, blijkt duidelijk uit de algemene toelichting van voornoemd samenwerkingsakkoord dat er geen andere bedoeling kan zijn geweest dan de inwerkingtreding van de artikelen genoemd in artikel 33, §1, 2° vanaf 16 juni 2021, vermits het volgende wordt gesteld:	En parallèle, il ressort de l'exposé général de l'accord de coopération précité qu'il ne peut y avoir eu d'autre intention que l'entrée en vigueur des articles mentionnés à l'article 33, §1, 2° à partir du 16 juin 2021 puisqu'il est indiqué comme suit :	Gleichzeitig geht aus der allgemeinen Erläuterung des genannten Zusammenarbeitsabkommens hervor, dass es keine andere Absicht als das Inkrafttreten der in Artikel 33, §1, Punkt 2 erwähnten Artikel zum 16. Juni 2021 gegeben haben kann, da es dort wie folgt heißt:
"Deze verordeningen treden echter pas op 1 juli in werking. Gelet op de urgentie om het vrij verkeer van personen binnen de lidstaten ten volle te faciliteren, heeft België ervoor gekozen om het digitaal EU-COVID-certificaat vanaf 16 juni 2021 reeds beschikbaar te stellen aan haar burgers."	« En effet, ces règlements n'entreront en vigueur que le 1er juillet. Vu l'urgence de pleinement faciliter la libre circulation des personnes au sein des États membres, la Belgique a choisi de mettre le certificat COVID numérique de l'UE à la disposition de ses citoyens à partir du 16 juin 2021. »	„Diese Verordnungen werden jedoch erst am 1. Juli in Kraft treten. Angesichts der Dringlichkeit, den freien Personenverkehr innerhalb der Mitgliedstaaten vollständig zu ermöglichen, hat sich Belgien dafür entschieden, seinen Bürgern die digitale EU-COVID-Bescheinigung bereits ab dem 16. Juni 2021 zur Verfügung zu stellen."
In die zin, werd het volgende eveneens bepaald in de algemene toelichting van voornoemd samenwerkingsakkoord:	De même, l'exposé général de l'accord de coopération susmentionné indique ce qui suit :	In diesem Sinne wurde in der allgemeinen Erläuterung des genannten Zusammenarbeitsabkommens auch Folgendes festgehalten:

"De COVIDSafe-applicatie wordt vanaf 16 juni 2021 ter beschikking gesteld aan de burgers en kan vanaf 1 juli 2021 gebruikt worden voor het reizen binnen de Europese Unie."	« L'application numérique COVIDSafe sera mise à disposition des citoyens à partir du 16 juin 2021 et pourra être utilisée pour les déplacements au sein de l'Union européenne à partir du 1er juillet 2021. »	„Die COVIDSafe-App wird den Bürgern ab dem 16. Juni 2021 zur Verfügung stehen und kann ab dem 1. Juli 2021 für Reisen innerhalb der Europäischen Union genutzt werden."
Ook in artikel 2, §1, 2°, artikel 7, §1, artikel 8, §1, en artikel 9, §4, van voornoemd samenwerkingsakkoord wordt uitdrukkelijk verwezen naar de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat vanaf 16 juni 2021.	De même, à l'article 2, §1, 2°, à l'article 7, §1, à l'article 8, §1, et à l'article 9, §4 de l'accord de coopération susmentioné, il est fait explicitement référence à l'établissement et à la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE à partir du 16 juin 2021.	Auch in Artikel 2, §1, Punkt 2, Artikel 7, §1, Artikel 8, §1 und Artikel 9, §4 des genannten Zusammenarbeitsabkommens wird ausdrücklich auf die Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats ab dem 16. Juni 2021 hingewiesen.
Uit het voorgaande volgt duidelijk dat het de bedoeling was van de opstellers van het samenwerkingsakkoord om de bepalingen inzake het digitaal EU-COVID-certificaat, de onderliggende gegevensstromen en de COVIDSafe en COVIDScan applicaties ter beschikking te stellen vanaf 16 juni 2021 en dus de desbetreffende bepalingen, zoals opgesomd in artikel 33, §1, 1° en 2° van voornoemd samenwerkingsakkoord inwerking te laten treden op 16 juni 2021. Meer in het bijzonder blijkt uit het voorgaande dat het de bedoeling was van de opstellers van voornoemd samenwerkingsakkoord om eveneens voor de artikelen bedoeld in artikel 33, §1, 2° een uitzondering te voorzien op de inwerkingtreding op de datum van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste wetgevende handeling tot instemming met het samenwerkingsakkoord. Omwille van deze reden en teneinde enige mogelijke tegenstrijdigheid weg te nemen, dient de materiële	Il ressort clairement de ce qui précède que l'intention des auteurs de l'accord de coopération était de rendre les dispositions relatives au certificat COVID numérique de l'UE, aux flux de données sous-jacents et aux applications COVIDSafe et COVIDScan, disponibles à partir du 16 juin 2021 et donc de faire en sorte que les dispositions pertinentes, telles qu'énumérées à l'article 33, §1, 1° et 2° de l'accord de coopération précité, entrent en vigueur le 16 juin 2021. Plus précisément, il ressort de ce qui précède que l'intention des auteurs de l'accord de coopération susmentionné était de prévoir une exception à l'entrée en vigueur à la date de publication au Moniteur belge du dernier acte législatif consentant à l'accord de coopération pour les articles visés à l'article 33, § 1er, 2° également. Pour cette raison et afin d'éliminer toute contradiction potentielle, l'erreur matérielle de l'article 33, §2 de l'accord de coopération susmentionné doit être corrigée par le présent accord de coopération.	Aus den vorstehenden Ausführungen geht hervor, dass es die Absicht der Verfasser des Zusammenarbeitsabkommens war, die Bestimmungen über das digitale EU-COVID-Zertifikat, die zugrundeliegenden Datenströme und die Apps COVIDSafe und COVIDScan ab dem 16. Juni 2021 verfügbar zu machen und daher die in Artikel 33 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 des genannten Zusammenarbeitsabkommens aufgeführten einschlägigen Bestimmungen am 16. Juni 2021 in Kraft treten zu lassen. Insbesondere geht aus den vorstehenden Ausführungen hervor, dass es die Absicht der Verfasser des genannten Zusammenarbeitsabkommens war, auch für die in Artikel 33 § 1 Absatz 2 genannten Artikel eine Ausnahme vom Inkrafttreten am Tag der Veröffentlichung des letzten dem Zusammenarbeitsabkommen zustimmenden Gesetzgebungsakts im Belgischen Staatsblatt vorzusehen. Aus diesem Grund und um mögliche Widersprüche

vergissing in artikel 33, §2, van voornoemd samenwerkingsakkoord dan ook middels huidig samenwerkingsakkoord te worden rechtgezet.		zu beseitigen, muss der materielle Fehler in Artikel 33, § 2 des oben genannten Zusammenarbeitsabkommens durch dieses Zusammenarbeitsabkommen korrigiert werden.
Daarnaast is er sprake van een materiële vergissing in artikel 33, §3, van voornoemd samenwerkingsakkoord. In deze bepaling wordt foutief gesteld dat enkel de artikelen bedoeld in artikel 33, §1, 1° een uitzondering vormen op de algemene regel dat de bepalingen van Titel I tot en met VII buitenwerking treden op de datum van buitenwerkingtreding van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen.	En outre, il y a une erreur matérielle dans l'article 33 §3 de l'accord de coopération susmentionné. Cette disposition indique à tort que seuls les articles visés à l'article 33, §1, 1° font exception à la règle générale que les titres I à VII inclus cessent d'être en vigueur au plus tard à la date de fin d'application du règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE et du règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers.	Darüber hinaus enthält Artikel 33 Absatz 3 des genannten Zusammenarbeitsabkommens einen wesentlichen Fehler. Diese Bestimmung besagt fälschlicherweise, dass nur die in Artikel 33 § 1 Absatz 1 genannten Artikel eine Ausnahme von der allgemeinen Regel bilden, dass die Bestimmungen der Titel I bis VII an dem Tag außer Kraft treten, an dem die Verordnung über das digitale Zertifikat EU-COVID und die Verordnung über das digitale Zertifikat EU-COVID für Drittstaatsangehörige außer Kraft getreten sind.
Dit lijkt echter tegenstrijdig met artikel 33, §1, 3°, waarin uitdrukkelijk wordt bepaald dat de artikelen 12 en 13 slechts van toepassing zijn van de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord tot en met 31 september 2021. Artikel 12 en 13 betreffen de uitwerking van het COVID Safe Ticket. De ratio legis van voornoemd samenwerkingsakkoord is dan ook dat de bepalingen inzake het COVID Safe Ticket slechts van toepassing zijn tot en met 31 september 2021 en hierna er geen COVID Safe Ticket meer gegenereerd mag worden. Aldus vormen de artikelen 12 en 13 eveneens een uitzondering op de algemene regel van artikel 33, §3.	Cela semble toutefois être en contradiction avec l'article 33, §1, 3°, qui stipule explicitement que les articles 12 et 13 ne s'appliquent qu'à partir de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération jusqu'au 31 septembre 2021. Les articles 12 et 13 concernent l'élaboration du COVID Safe Ticket. La ratio legis de l'accord susmentionné est donc que les dispositions concernant le COVID Safe Ticket ne s'appliquent que jusqu'au 31 septembre 2021 inclus, après quoi aucun COVID Safe Ticket ne pourra être généré. Ainsi, les articles 12 et 13 constituent également une exception à la règle générale de l'article 33, §3.	Dies scheint jedoch im Widerspruch zu Artikel 33, §1, Punkt 3 zu stehen, in dem es ausdrücklich heißt, dass die Artikel 12 und 13 erst ab dem Inkrafttreten des Zusammenarbeitsabkommens bis zum 30. September 2021 gelten. Die Artikel 12 und 13 betreffen die Ausarbeitung des COVID Safe Ticket. Die ratio legis der genannten Kooperationsvereinbarung ist daher, dass die Bestimmungen über das COVID Safe Ticket nur bis einschließlich 31. September 2021 gelten; danach kann kein COVID Safe Ticket mehr erstellt werden. Somit bilden die Artikel 12 und 13 ebenfalls eine Ausnahme von der allgemeinen Regel des Artikels 33, §3.

Dit blijkt eveneens duidelijk uit artikel 14, §3 van voornoemd samenwerkingsakkoord, dat stelt dat de verwerking, met name de uitlezing, van de persoonsgegevens in functie van het genereren van het COVID Safe Ticket in elk geval maar mag gebeuren tot en met 31 september 2021.	Cela ressort également de l'article 14, §3 de l'accord de coopération susmentionné, qui dispose que le traitement, notamment l'analyse, des données à caractère personnel en rapport avec la génération du COVID Safe Ticket ne peut avoir lieu que jusqu'au 31 octobre 2021 au plus tard.	Dies geht auch aus Artikel 14 Absatz 3 des genannten Zusammenarbeitsabkommens hervor, in dem es heißt, dass die Verarbeitung, insbesondere das Auslesen personenbezogener Daten zum Zweck der Erstellung des COVID Safe Ticket, nur bis zum 31. September 2021 erfolgen darf.
Op basis hiervan is het duidelijk dat er sprake is van een materiële vergissing in artikel 33, §3, en dient dit artikel te worden gewijzigd zodanig dat eveneens voor wat betreft de bepalingen opgesomd in artikel 33, §1, 3° van voornoemd samenwerkingsakkoord een uitzondering wordt voorzien op de algemene regel dat de bepalingen van Titel I tot en met VII van voornoemd samenwerkingsakkoord buitenwerking treden op de datum van buitenwerkingtreding van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen.	Sur cette base, il est clair qu'il y a une erreur matérielle dans l'article 33, §3, et que cet article devrait être modifié de manière à ce que, également en ce qui concerne les dispositions énumérées à l'article 33, §1, 3° de l'Accord de coopération précité, il soit fait exception à la règle générale selon laquelle les dispositions des titres I à VII de l'Accord de coopération précité cessent de produire leurs effets à la date d'entrée en vigueur du règlement relatif au certificat numérique EU-COVID et du règlement relatif au certificat numérique EU-COVID pour les ressortissants de pays tiers.	Auf dieser Grundlage ist klar, dass Artikel 33 Absatz 3 einen materiellen Fehler enthält und dass dieser Artikel dahingehend geändert werden sollte, dass auch in Bezug auf die in Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 3 des genannten Zusammenarbeitsabkommens aufgeführten Bestimmungen eine Ausnahme von der allgemeinen Regel gemacht wird, dass die Bestimmungen der Titel I bis VII des genannten Zusammenarbeitsabkommens am Tag des Inkrafttretens der EU-COVID-Verordnung über digitale Zertifikate und der EU-COVID-Verordnung über digitale Zertifikate für Drittstaatsangehörige außer Kraft treten.
<u>Uitbreiding materieel toepassingsgebied van de artikelen die het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket uiteenzetten en uitbreiding ervan in de tijd</u> In het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 werd het gebruik van het COVID Safe Ticket ingevoerd voor massa-evenementen en proef- en pilootprojecten en werd tevens bepaald dat deze maatregel maar van toepassing was tot en met 30 september 2021. Gezien enerzijds de epidemiologische situatie in België nog altijd precair	**<u>Extension du champ d'application matériel des articles définissant le cadre juridique du COVID Safe Ticket et son extension dans le temps</u>** L'accord de coopération du 14 juillet 2021 a introduit l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les événements de masse et les projets pilotes et a également stipulé que cette mesure ne s'appliquait que jusqu'au 30 septembre 2021. Compte tenu du fait que, d'une part, la situation épidémiologique en Belgique reste précaire et que,	**<u>Ausweitung des sachlichen Geltungsbereichs der Artikel, die den Rechtsrahmen für das COVID Safe Ticket bilden, und dessen zeitliche Verlängerung</u>** Mit der Kooperationsvereinbarung vom 14. Juli 2021 wurde die Verwendung des COVID Safe Ticket für Massenveranstaltungen und Pilotprojekte eingeführt und außerdem festgelegt, dass diese Maßnahme nur bis zum 30. September 2021 gilt. In Anbetracht der Tatsache, dass die epidemiologische Situation in

blijft en de besmettingen met het coronavirus COVID-19 in sommige delen van het land opnieuw in stijgende lijn zijn en gezien anderzijds het feit dat een heropflakkering van het virus nooit uit te sluiten valt, kan het COVID Safe Ticket op dat ogenblik een nuttig instrument zijn om te vermijden dat een hele reeks activiteiten opnieuw moet worden beperkt. Daarom wordt het noodzakelijk geacht om voor een periode langer dan 30 september 2021 het gebruik van het COVID Safe Ticket toe te staan. In die zin wordt de toepasselijkheid van de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten verlengd van 30 september 2021 tot en met 31 oktober 2021.	dans certaines parties du pays, les infections par le coronavirus COVID-19 sont à nouveau en hausse, et, d'autre part, qu'une résurgence du virus ne peut jamais être exclue, le COVID Safe Ticket pourrait à ce moment-là être un instrument utile pour éviter que toute une série d'activités doivent être à nouveau restreintes. Il est donc jugé nécessaire d'autoriser l'utilisation du COVID Safe Ticket pour une période allant au-delà du 30 septembre 2021. En ce sens, l'applicabilité des articles liés au cadre juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique est prolongée du 30 septembre 2021 au 31 octobre 2021.	Belgien nach wie vor prekär ist und die Infektion mit dem Coronavirus COVID-19 in einigen Teilen des Landes wieder zunimmt, und andererseits in Anbetracht der Tatsache, dass ein Wiederauftreten des Virus nie ausgeschlossen werden kann, kann das COVID Safe Ticket in dieser Zeit ein nützliches Instrument sein, um zu vermeiden, dass eine ganze Reihe von Aktivitäten erneut eingeschränkt werden muss. Daher wird es als notwendig erachtet, die Verwendung des COVID Safe Ticket über den 30. September 2021 hinaus zuzulassen. In diesem Sinne wird die Anwendbarkeit der Artikel, die den rechtlichen Rahmen für das COVID Safe Ticket behandeln oder erläutern, vom 30. September 2021 auf den 31. Oktober 2021 verlängert.
Tijdens de zomer en in september 2021 werd in Brussel een zorgwekkende stijging gezien van het aantal besmettingen en ziekenhuisopnames. Hierbij viel tevens op dat een groot aantal personen hiervan niet gevaccineerd zijn. In die zin en met tevens het zicht op het einde van de federale fase, zijn de gefedereerde entiteiten vragende partij om het COVID Safe Ticket ook te gebruiken in of op plaatsen waar de transmissie en/of superverspreiding het meest waarschijnlijk is, zoals aangeduid in de rapporten van de GEMS van 18 en 31 augustus 2021. Dit omvat plaatsen waar de basisregels (optimale ventilatie, afstand, maskers, beperkte contacten) niet volledig kunnen of zullen worden nageleefd door de aard van de omgeving/activiteit: nachtleven, massa-evenementen, proef-en	Durant l'été et en septembre 2021, une augmentation inquiétante du nombre d'infections et d'admissions à l'hôpital a été observée à Bruxelles. Il a également été noté qu'un grand nombre de personnes n'avaient pas été vaccinées. Dans ce sens, et avec la fin de la phase fédérale en vue, les entités fédérées demandent que le COVID Safe Ticket soit utilisé dans les ou aux endroits où la transmission et/ou la super propagation sont les plus probables, comme indiqué dans les rapports GEMS des 18 et 31 août 2021. Il s'agit de lieux où les règles de base (ventilation optimale, distance, masques, contacts limités) ne peuvent ou ne pourront pas être pleinement respectées en raison de la nature de l'environnement/activité : vie nocturne, événements de masse, projets pilotes, Horeca, centres de	Während des Sommers und im September 2021 wurde in Brüssel ein besorgniserregender Anstieg der Zahl der Infektionen und Krankenhausaufenthalte festgestellt. Außerdem wurde festgestellt, dass eine große Zahl von Menschen nicht geimpft worden war. In diesem Sinne und in Anbetracht des bevorstehenden Endes der föderalen Phase fordern die föderierten Teilgebieten, dass das COVID Safe Ticket an oder in Orten verwendet wird, an denen eine Übertragung und/oder Superverbreitung am wahrscheinlichsten ist, wie in den GEMS-Berichten vom 18. und 31. August 2021 angegeben. Dazu gehören Orte, an denen die Grundregeln (optimale Belüftung, Abstand, Masken, begrenzte Kontakte) aufgrund der Art des Umfelds/der Tätigkeit nicht vollständig eingehalten werden

pilootprojecten, horeca, sport- en fitnesscentra), maar ook voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector. Op vraag van de gefedereerde entiteiten wordt het dan ook tevens mogelijk gemaakt om – indien epidemiologische omstandigheden het rechtvaardigen binnen het grondgebied van de respectieve gefedereerde entiteiten - de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten, toepasselijk te maken vanaf 1 november 2021 voor zover een gefedereerde entiteit deze mogelijkheid inschrijft in een decreet of een ordonnantie voor een bepaalde tijd, waarbij het ten sterkste aanbevolen is deze te beperken tot maximaal 3 maanden.	sport et de fitness, mais aussi les établissements relevant des secteurs culturel, festif et récréatif. A la demande des entités fédérées, il sera donc également possible - si les circonstances épidémiologiques le justifient sur le territoire des entités fédérées respectives - de rendre les articles relatifs au cadre juridique du COVID Safe Ticket ou fixant ce cadre juridique applicables à partir du 1er novembre 2021 si une entité fédérée prévoit cette possibilité dans un décret ou une ordonnance pour une période limitée, étant fortement recommandé de la limiter à un maximum de 3 mois.	können oder werden: Nachtleben, Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekte, Gastgewerbe, Sport- und Fitnesszentren), aber auch Einrichtungen, die zum Kultur-, Fest- und Freizeitbereich gehören. Auf Antrag der föderierten Teilgebieten ist es daher auch möglich - wenn es die epidemiologischen Umstände auf dem Gebiet der jeweiligen föderierten Teilgebieten rechtfertigen - die Artikel, die den Rechtsrahmen für das COVID Safe Ticket betreffen oder diesen Rechtsrahmen festlegen, ab dem 1. November 2021 anwendbar zu machen, sofern eine föderierte Teilgebiet diese Möglichkeit in einem Dekret oder einer Verordnung für einen bestimmten Zeitraum festschreibt, wobei es dringend empfohlen wird, diesen Zeitraum auf maximal 3 Monate zu begrenzen.
Zoals hierboven aangehaald kan een opflakkering van het virus nooit worden uitgesloten, derhalve is het wenselijk om de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten toepasselijk te maken van zodra een epidemische noodsituatie overeenkomstig de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie wordt afgekondigd. In die zin wordt dan ook bevestigd dat de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten inwerking blijven tot en met 30 juni 2022 en dit in lijn met de artikelen die de opmaak en afgifte	Comme mentionné plus haut, une résurgence du virus ne peut jamais être exclue, raison pour laquelle il est souhaitable de rendre applicable les articles relatifs au cadre juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique dès qu'une urgence épidémique est déclarée conformément à la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une urgence épidémique. En ce sens, il est également confirmé que les articles relatifs au cadre juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique restent en vigueur jusqu'au 30 juin 2022 et ce, en accord avec les articles qui réglementent la présentation et la délivrance du certificat numérique EU-COVID. Les articles relatifs au COVID	Wie bereits erwähnt, kann ein Wiederauftreten des Virus nie ausgeschlossen werden. Daher ist es wünschenswert, die Artikel, die sich auf den rechtlichen Rahmen des COVID Safe Ticket beziehen oder diesen rechtlichen Rahmen erläutern, anzuwenden, sobald ein epidemischer Notfall gemäß dem Gesetz vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen während eines epidemischen Notfalls erklärt wird. In diesem Sinne wird auch bestätigt, dass die Artikel, die sich auf den Rechtsrahmen des COVID Safe Ticket beziehen oder diesen Rechtsrahmen erläutern, bis zum 30. Juni 2022 in Kraft bleiben, und zwar im Einklang mit den Artikeln, die die Gestaltung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats regeln. Die

van het digitaal EU-COVID-certificaat regelen. De artikelen die betrekking hebben op het COVID Safe Ticket werden in die zin dan ook aangepast om die verlenging toepassing te laten vinden.	Safe Ticket ont donc été ajustés pour tenir compte de cette extension.	Artikel zum COVID Safe Ticket wurden daher angepasst, um diese Erweiterung zu ermöglichen.
Materieel toepassingsgebied Naast de verlenging van de toepasselijkheid en het gebruik van het COVID Safe Ticket voor proef- en pilootprojecten en massa-evenementen, is er uit de recente adviezen van de GEMS van 18 augustus en 31 augustus 2021 (hetgeen op vraag van het COVIDcommissariaat werd gevraagd), gebleken dat er voldoende epidemiologische redenen voorhanden zijn om het toepassingsgebied van het gebruik van het COVID Safe Ticket uit te breiden tot andere sectoren dan enkel de massa-evenementen en proef- en pilootprojecten. Uitsluitend op verzoek van de gefedereerde entiteiten die de epidemiologische omstandigheden moeten rechtvaardigen, en met inachtneming en rechtvaardiging van het proportional-iteitsbeginsel, werd een dergelijke uitbreiding van het toepassingsgebied overeenkomstig de sectoren (die in de adviezen van de GEMS als aangewezen worden aangeduid voor het gebruik van het COVID Safe Ticket) dan ook ingeschreven in het samenwerkingsakkoord, om de mogelijkheid te bieden om over te gaan tot een dergelijke uitbreiding binnen de bevoegdheden van de gefedereerde entiteiten die zulks wensen.	**Champ d'application matériel** En plus de l'extension de l'applicabilité et de l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les expériences et projets pilotes et les événements de masse, les récents avis du GEMS du 18 août et du 31 août 2021 (demandés par le commissariat COVID) ont montré qu'il existe des raisons épidémiologiques suffisantes pour étendre le champ d'application de l'utilisation du COVID Safe Ticket à d'autres secteurs que celui des événements de masse et des expériences et projets pilotes. A la demande exclusive des entités fédérées qui doivent justifier de circonstances épidémiologiques, en respectant et justifiant le principe de proportionnalité,une telle extension du champ d'application en fonction des secteurs (indiqués dans l'avis GEMS comme appropriés pour l'utilisation du COVID Safe Ticket) a donc été incluse dans l'accord de coopération, afin d'ouvrir la posibilité d'exécuter une telle extension dans le cadre des compétences des entités fédérées qui le souhaitent.	**Materieller Geltungsbereich** Neben der Ausweitung der Anwendbarkeit und Verwendung des COVID Safe Tickets für Test- und Pilotprojekte sowie Massenveranstaltungen haben die jüngsten Stellungnahmen der GEMS vom 18. August und 31. August 2021 (die vom COVID-Beauftragten angefordert wurden) gezeigt, dass es genügend epidemiologische Gründe gibt, um den Anwendungsbereich des COVID Safe Tickets auf andere Bereiche als den Veranstaltungssektor auszuweiten. Auf ausschließliches Ersuchen der föderierten Teilgebieten, die die epidemiologischen Umstände begründen müssen, und unter Wahrung und Rechtfertigung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit, wurde daher eine solche Ausweitung des Geltungsbereichs in Übereinstimmung mit den Sektoren (die im GEMS-Gutachten als hohes Risiko für die Verwendung des COVID Safe Ticket angegeben sind) in die Kooperationsvereinbarung aufgenommen, damit soll die Möglichkeit eröffnet werden, eine solche Ausweitung im Rahmen der Zuständigkeiten der föderalen Einheiten, die dies wünschen, durchzuführen.

Dit gebeurt echter met eerbiediging voor het recht op bescherming van het privéleven. Het is niet de bedoeling om het gebruik van het COVID Safe Ticket een te substantiële inmenging in het privéleven van personen te laten uitmaken. Zo kan het COVID Safe Ticket nog altijd niet worden toegepast in de privésfeer en worden (onder andere) essentiële diensten zoals o.m. openbaar vervoer, overheidsdiensten, onderwijsactiviteiten (zoals kleuter, lagere - en - middelbare scholen, universiteiten en hogescholen, kunstacademies, balletscholen,…) en winkels en winkelcentra niet opgenomen in de lijst van sectoren waar een dergelijke uitbreiding wordt voorzien.	Toutefois, cela se fait dans le respect du droit à la protection de la vie privée. L'objectif est de ne pas permettre que l'utilisation du COVID Safe Ticket constitue une intrusion trop importante dans la vie privée des personnes. Le COVID Safe Ticket ne peut toujours pas être appliqué dans la sphère privée et (entre autres) les services essentiels tels que, notamment, les transports publics, les services publics, les activités éducatives (telles que les écoles maternelles, primaires et secondaires, les universités et écoles supérieures, les académies d'art, les écoles de ballet,...) et les magasins et centres commerciaux qui ne sont pas repris dans la liste des secteurs où une telle extension est prévue.	Allerdings unter Wahrung des Rechts auf den Schutz des Privatlebens. Ziel ist es, dass die Verwendung des COVID Safe Tickets nicht zu sehr in die Privatsphäre der Menschen eingreift. So kann das COVID Safe Ticket kann nach wie vor nicht im privaten Bereich verwendet werden, und werden (unter anderem) wesentliche Dienstleistungen wie öffentliche Verkehrsmittel, staatliche Dienstleistungen, Bildungsaktivitäten (wie Kindergärten, Grund- und Sekundarschulen, Universitäten und Hochschulen, Kunstakademien, Ballettschulen usw.) sowie Geschäfte und Einkaufszentren nicht auf der Liste der Sektoren stehen, für die eine solche Erweiterung vorgesehen ist.
Voorts wordt deze uitbreiding van het materieel toepassingsgebied naar bijkomende, limitatief opgesomde sectoren (zie hieronder), waar de kans op een verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 het grootst is niet de facto ingevoerd. Het concrete gebruik van het COVID Safe Ticket kan in deze sectoren pas mogelijk of verplicht worden gemaakt wanneer een gefedereerde entiteit hiertoe een decreet of ordonnantie uitvaardigt, voor zover er epidemiologische omstandigheden zijn die dergelijk gebruik rechtvaardigen na evaluatie van de RAG en voor zover dit gebruik beperkt is in de tijd (waarbij het ten sterkste aanbevolen is deze te beperken tot maximaal 3 maanden).	Par ailleurs, cette extension du champ matériel à des secteurs supplémentaires, limitativement énumérés (voir ci-dessous), où le risque de propagation du coronavirus COVID-19 est le plus important, n'est pas introduite de facto. L'utilisation concrète du COVID Safe Ticket dans ces secteurs ne peut être rendue possible ou obligatoire que lorsqu'une entité fédérée émet un décret ou une ordonnance à cet effet, dans la mesure où il existe des circonstances épidémiologiques qui justifient cette utilisation après évaluation du RAG, et dans la mesure où cette utilisation est limitée dans le temps (il est fortement recommandé de la limiter à un maximum de 3 mois).	Außerdem wird diese Ausweitung des sachlichen Geltungsbereichs auf zusätzliche, erschöpfend aufgeführte Sektoren (siehe unten), in denen das Risiko einer weiteren Verbreitung des Coronavirus COVID-19 am größten ist, de facto nicht eingeführt. Die konkrete Anwendung des COVID Safe Ticket in diesen Sektoren kann jedoch nur ermöglicht werden, wenn eine föderierte Teilgebiet eine entsprechende Verordnung erlässt, sofern epidemiologische Umstände vorliegen, die eine solche Anwendung nach Bewertung der RAG rechtfertigen, und sofern diese Anwendung zeitlich begrenzt ist (wobei dringend empfohlen wird, sie auf maximal 3 Monate zu begrenzen).
Het betreft volgende sectoren, die zijn geïnventariseerd door een of	Les secteurs suivants, qui ont été inventoriés par une ou plusieurs	Die folgenden Sektoren, die von einem oder mehreren föderierten

meer gefedereerde entiteit(en): de horeca, de dancings en discotheken, de sport- en fitnessclubs, de handelsbeurzen en congressen, de voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector en de voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen. Op basis van de analyse van de gefedereerde entiteiten (of de GEMS) werden deze sectoren geïdentificeerd omdat deze sectoren te maken krijgen enerzijds een verhoogde kans hebben op de verspreiding van het COVID-19 coronavirus en een hoger risico op superverspreiding, en anderzijds met personen die het meest kwetsbaar zijn voor het coronavirus COVID-19. Voor gefedereerde entiteiten die het COVID Safe Ticket wensen uit te breiden, nopen deze risicofactoren dan ook tot een bijkomende zekerheid in de vorm van het inzetten en gebruik van het COVID Safe Ticket wanneer uitsluitend de gefedereerde entiteiten dit nodig achten in het licht van de epidemiologische omstandigheden op hun grondgebied, en dit met respect voor en justificatie van het principe van de proportionaliteit. Het COVID Safe Ticket kan dan ook worden gebruikt om bezoekers in veel veiligere omstandigheden en met veel minder risico toegang te verlenen tot de voorzieningen en aangelegenheden binnen deze sectoren alwaar het volgen van de normale COVID-maatregelen niet altijd mogelijk blijkt en/of controleerbaar en afdwingbaar.	entités fédérées, sont concernés : l'Horeca, les dancings et les discothèques, les clubs de sport et de fitness, les foires commerciales et les congrès, les structures appartenant au secteur culturel, festif et récréatif et les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables. Sur la base de l'analyse des entités fédérées (ou de la GEMS), ces secteurs ont été identifiés car ils sont confrontés, d'une part, à une possibilité accrue de propagation du coronavirus COVID-19 et à un risque plus élevé de super propagation et, d'autre part, aux personnes les plus vulnérables au coronavirus COVID-19. Pour les entités fédérées désireuses d'étendre le COVID Safe Ticket, ces facteurs de risque appellent donc une garantie supplémentaire sous la forme du déploiement et de l'utilisation du COVID Safe Ticket lorsque exclusivement les entités fédérées le jugent nécessaire au regard des circonstances épidémiologiques sur leur territoire, tout en respectant et justifiant le principe de proportionnalité. Le COVID Safe Ticket peut donc être utilisé pour permettre aux visiteurs d'accéder, dans des conditions beaucoup plus sûres et à moindre risque, aux établissements et aux facilités de ces secteurs où le respect des mesures COVID normales ne semble pas toujours possible et/ou vérifiable et applicable.	Teilgebieten inventarisiert wurden, sind betroffen: das Hotel- und Gaststättengewerbe, Tanzsäle und Diskotheken, Sport- und Fitnessclubs, Messen und Kongresse, Einrichtungen des Kultur-, Fest- und Freizeitsektors sowie Pflegeeinrichtungen für hilfsbedürftige Personen. Auf der Grundlage der Analyse der föderierten Teilgebieten (oder GEMS) wurde festgestellt, dass in diesen Gebieten einerseits eine erhöhte Wahrscheinlichkeit der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 und ein höheres Risiko der Superausbreitung besteht und andererseits die Menschen für das Coronavirus COVID-19 besonders anfällig sind. Für föderierte Einrichtungen, die den CST erweitern möchten, erfordern diese Risikofaktoren daher eine zusätzliche Sicherheit in Form des Einsatzes und der Nutzung des COVID Safe Tickets, wenn nur die föderierten Einrichtungen dies in Anbetracht der epidemiologischen Umstände für erforderlich halten, und dies unter Beachtung und Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit. Das COVID Safe Ticket kann daher verwendet werden, um Besuchern unter viel sichereren Bedingungen und mit viel geringerem Risiko Zugang zu den Einrichtungen und Angelegenheiten in diesen Sektoren zu gewähren, in denen die Einhaltung der normalen COVID-Maßnahmen nicht immer möglich und/oder überprüfbar und durchsetzbar erscheint.

In de horecasector, meer bepaald de café's en restaurants, zijn enkele duidelijke risicofactoren aanwezig die het gebruik van het COVID Safe Ticket verantwoorden volgens de rapporten van de GEMS van 18 en 31 augustus 2021, zoals de langere aanwezigheid van personen in dezelfde ruimte, waarbij vaak geen voldoende ventalitie voorhanden is. Bijkomend zijn sommige restaurants en café's eerder dicht gelieerd aan het nachtleven, waardoor daar eveneens aanzienlijke risico's voor verspreiding van het coronavirus COVID-19 aanwezig zijn. In de sector van het nachtleven, zijnde de discotheken en dancings, waren er immers de voorbije maanden verschillende voorbeelden uit andere Europese landen waaruit bleek dat deze sector de oorzaak kan zijn van wijdverspreide besmettingen met het coronavirus COVID-19. Bij aangelegenheden in de culturele, recreatieve en feestelijke sfeer, bevinden zich eveneens dergelijke risicofactoren. Bij sport- en fitnessclubs zijn er sinds de uitbraak van de COVID-19 pandemie vaak clusters van besmettingen vastgesteld veroorzaakt door het dichte contact van personen met elkaar en het vele verplaatsen in eenzelfde ruimte. Hotels en slaapgelegenheden worden hier niet onder begrepen daar voornoemd risico veel minder aanwezig is en mits inachtname van andere maatregelen van bestuurlijke politie, kan worden verminderd. Voor wat betreft horeca-activiteiten in hotel-en slaapgelegenheden: deze vallen onder het toepassingsgebied van de uitbreiding naar deze sector.	Dans le secteur de l'Horeca, plus particulièrement dans les bars et les restaurants, certains facteurs de risque clairs sont présents et justifient l'utilisation du COVID Safe Ticket selon les rapports GEMS des 18 et 31 août 2021, comme la présence prolongée de personnes dans la même pièce, souvent sans ventilation suffisante. En outre, certains restaurants et cafés sont plus étroitement associés au secteur de la vie nocturne, qui présente également des risques importants pour la propagation du coronavirus COVID-19. Dans le secteur de la vie nocturne, à savoir les discothèques et les dancings, plusieurs exemples ont été donnés ces derniers mois dans d'autres pays européens, montrant que ce secteur peut être à l'origine d'infections généralisées par le coronavirus COVID-19. Les événements culturels, récréatifs et festifs présentent également des facteurs de risque similaires. Dans les clubs de sport et de fitness, des clusters d'infections ont souvent été observés depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, en raison du contact étroit des personnes entre elles et des déplacements fréquents dans la même pièce. Les hôtels et les lieux d'hébergement n'en font pas partie, car le risque susmentionné est beaucoup moins présent et peut être réduit si d'autres mesures de police administrative sont prises. En ce qui concerne les activités horeca dans les hôtels et les dortoirs : celles-ci entrent dans le champ d'application de l'extension à ce secteur	Im Gaststättengewerbe, insbesondere in Bars und Restaurants, gibt es einige eindeutige Risikofaktoren, die laut den GEMS-Berichten vom 18. und 31. August 2021 die Verwendung des COVID Safe Ticket rechtfertigen, wie z. B. die längere Anwesenheit von Personen im selben Raum, oft ohne ausreichende Lüftung. Darüber hinaus sind einige Restaurants und Cafés enger mit dem Nachtleben verbunden, was ebenfalls ein erhebliches Risiko für die Verbreitung des Coronavirus COVID-19 darstellt. Im Bereich des Nachtlebens, d. h. in Diskotheken und Tanzlokalen, gab es in den letzten Monaten mehrere Beispiele aus anderen europäischen Ländern, die zeigen, dass dieser Bereich die Ursache für weit verbreitete Infektionen mit dem Coronavirus COVID-19 sein kann. Auch bei Kultur-, Freizeit- und Festveranstaltungen gibt es ähnliche Risikofaktoren. In Sport- und Fitnessclubs wurden seit dem Ausbruch der COVID-19-Pandemie häufig Infektionscluster beobachtet, was auf den engen Kontakt der Personen untereinander und die häufige Bewegung im selben Raum zurückzuführen ist. Hotels und Wohnheime sind hiervon ausgenommen, da das oben genannte Risiko viel geringer ist und durch andere verwaltungspolizeiliche Maßnahmen verringert werden kann. Die Verpflegungsdienstleistungen in Hotels und Wohnheimen fallen unter die Erweiterung auf diesen Sektor.

Ook in de sector van de beurzen en congressen, zijn er bijkomende risico's. Zo hebben zij meestal een grote concentratie van bezoekers die zich vaak voortbewegen doorheen de ruimtes en is er geen sprake van zogenaamde contactbubbels, die de kans op superverspreiding zouden beperken.	Dans le secteur des foires commerciales et des congrès, il existe également des risques supplémentaires. Car il y a généralement une forte concentration de visiteurs qui se déplacent fréquemment dans les salles et il n'y a pas de bulles dites de contact, qui limiteraient les chances de super propagation.	Auch im Bereich von Messen und Kongressen bestehen zusätzliche Risiken, da hier in der Regel eine hohe Konzentration von Besuchern herrscht, die sich häufig in den Räumen bewegen, und es keine so genannten Kontaktblasen gibt, die die Gefahr einer Superverbreitung begrenzen würden.
Het invoeren van het COVID Safe Ticket voor de bezoekers van voorzieningen die residentieel kwetsbare personen opvangen, is dan weer ingegeven vanuit de vaststelling dat, zelfs wanneer zij volledig gevaccineerd zijn, deze personen nog altijd een grotere kans hebben om door een coronavirus COVID-19-besmetting zwaar ziek te worden of te overlijden. Hierdoor zijn extra voorzorgsmaatregelen ten aanzien van deze groepen noodzakelijk.	L'introduction du ticket COVID Safe pour les visiteurs des établissements recevant des personnes vulnérables est basée sur le constat que, même complètement vaccinées, ces personnes ont toujours un risque plus élevé de tomber gravement malade ou de mourir d'une infection par le Coronavirus COVID-19. Par conséquent, des mesures de précaution supplémentaires sont nécessaires pour ces groupes.	Die Einführung des COVID Safe Tickets für Besucher von Einrichtungen, die gefährdete Personen aufnehmen, beruht auf der Feststellung, dass diese Personen selbst bei vollständiger Impfung ein höheres Risiko haben, an einer Infektion mit dem Coronavirus COVID-19 schwer zu erkranken oder zu sterben. Daher sind zusätzliche Vorsichtsmaßnahmen für diese Gruppen erforderlich.
Tevens, zal het gebruik van het COVID Safe Ticket voor wat betreft de uitbreiding van het toepassingsgebied, met name door het gebruik ervan mogelijk te maken in voorzieningen van horeca-activiteiten, dancings en discotheken, sport- en fitnesscentra, handelsbeurzen en congressen en voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector, niet mogen worden toegepast voor jongeren onder de 16 jaar. Het toepassen van het COVID Safe Ticket voor jongeren onder de 16, wordt binnen deze sectoren niet noodzakelijk en proportioneel geacht. Jongeren onder de 16 jaar oud kunnen immers zelf niet de eindkeuze maken om al dan niet gevaccineerd te worden. Het	De même, en ce qui concerne l'extension du champ d'application du COVID Safe Ticket, notamment en permettant son utilisation dans les établissements de l'Horeca, les dancings et discothèques, les centres de sport et de fitness, les foires commerciales et congrès et les établissements de soins résidentiels, il ne devrait pas être appliqué aux jeunes de moins de 16 ans. L'application du COVID Safe Ticket pour les jeunes de moins de 16 ans n'est pas considérée comme nécessaire et proportionnelle dans les secteurs susmentionnés. Après tout, les jeunes de moins de 16 ans ne peuvent pas faire le choix final de se faire vacciner ou non. Exiger un certificat de test ou de	Was die Ausweitung des Geltungsbereichs des COVID Safe Tickets anbelangt, insbesondere die Zulassung seiner Verwendung in den oben genannten Bereichen, so darf es nicht für Jugendliche unter 16 Jahren verwendet werden, es sei denn, die Ausweitung des Geltungsbereichs betrifft stationäre Pflegeeinrichtungen für schutzbedürftige Personen. Die Anwendung des COVID Safe Tickets für Jugendliche unter 16 Jahren wird in den oben genannten Sektoren nicht als notwendig und verhältnismäßig angesehen (mit Ausnahme von Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen). Schließlich können junge Menschen unter 16 Jahren nicht

vereisen van een test- of herstelcertificaat voor niet-gevaccineerde jongeren alvorens dat zij kunnen deelnemen aan activiteiten die waardevol zijn voor hun ontplooiing, zou kunnen leiden tot uitsluiting zonder dat dit berust op een eigen keuze. Dit bij een leeftijdsgroep die al zwaar is getroffen door de gevolgen van de crisis en zich niet optimaal heeft kunnen ontplooien op verscheidene vlakken. Omwille van deze reden kan het vereisen van een COVID Safe Ticket voor jongeren onder de 16 jaar in deze context dan ook niet worden gerechtvaardigd.	rétablissement pour les jeunes non vaccinés avant qu'ils ne puissent participer à des activités utiles à leur développement pourrait conduire à une exclusion sans qu'elle soit fondée sur leur propre choix. Cela concerne une tranche d'âge qui a déjà été durement touchée par les conséquences de la crise et qui n'a pas pu se développer de manière optimale dans différents domaines. Pour cette raison, l'exigence d'un COVID Safe Ticket pour les jeunes de moins de 16 ans n'est pas justifiée dans ce contexte.	selbst entscheiden, ob sie geimpft werden wollen oder nicht. Die Forderung nach einem Test oder einer Genesungsbescheinigung für nicht geimpfte Jugendliche, bevor sie an entwicklungsrelevanten Aktivitäten teilnehmen können, könnte zum Ausschluss führen, ohne dass dies auf ihrer eigenen Entscheidung beruht. Dabei handelt es sich um eine Altersgruppe, die bereits stark von den Folgen der Krise betroffen ist und sich in verschiedenen Bereichen nicht optimal entwickeln konnte. Aus diesem Grund ist die Forderung nach einem COVID Safe Ticket für Jugendliche unter 16 Jahren in diesem Zusammenhang nicht gerechtfertigt.
Dit is echter niet het geval met betrekking tot voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen. In deze context primeert immers het beschermen van de gezondheid van kwetsbare personen op het recht op zelfontplooing voor jongeren. Omwille van deze reden kan bij uitbreiding van het toepassingsgebied naar voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen, het COVID Safe Ticket wel worden gevraagd aan kinderen vanaf 12 jaar.	Toutefois, ce n'est pas le cas en ce qui concerne les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables . Dans ce contexte, il y a plus de chances que la protection de la santé des personnes vulnérables prenne le pas sur le droit à l'épanouissement des jeunes. Pour cette raison, lors de l'extension du champ d'application aux établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables , le COVID Safe Ticket n'est pas appliqué aux enfants à partir de 12 ans.	Dies gilt jedoch nicht für Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen. In diesem Zusammenhang hat der Schutz der Gesundheit von schutzbedürftigen Personen eher Vorrang vor dem Recht auf Entwicklung junger Menschen. Aus diesem Grund wird das COVID Safe Ticket bei der Ausweitung des Geltungsbereichs auf Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen nicht auf Kinder ab 12 Jahren angewendet.
Bij massa-evenementen en proef- en pilootprojecten kan conform de geldende bepalingen het COVID Safe Ticket eveneens worden toegepast voor kinderen vanaf 12 jaar.	Pour les événements de masse et aux expériences et projets pilotes, le COVID Safe Ticket peut également être appliqué pour les enfants à partir de 12 ans, conformément aux dispositions applicables.	Bei Massenveranstaltungen und Test- und Pilotprojekte kann das COVID Safe Ticket gemäß den geltenden Bestimmungen auch für Kinder ab 12 Jahren verwendet werden.
Met dit nieuwe mechanisme van het toepasbaar maken van het COVID Safe Ticket op initiatief	Ainsi, par ce nouveau mécanisme de mise en application du COVID Safe Ticket à l’initiative d’une ou	Mit diesem neuen Mechanismus zur Umsetzung der COVID Safe Ticket auf Initiative der

van één of meer gefedereerde entiteit(en), beoogt men op deze manier een evenwicht te vinden tussen het faciliteren van het verder beheersen van het epidemiologisch verloop van de coronavirus COVID-19 crisis en de bescherming van de grondrechten van personen.	plusieurs entités fédérées, un équilibre est recherché entre la facilitation de la poursuite du contrôle de l'évolution épidémiologique de la crise du coronavirus COVID-19 et la protection des droits fondamentaux des individus.	föderierten Teilgebieten wird also ein Gleichgewicht angestrebt zwischen der Erleichterung eines günstigen epidemiologischen Verlaufs der Krise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 und dem Schutz der Grundrechte des Einzelnen angestrebt.
Voor wat betreft het personeel dat in deze sectoren kan worden ingezet bij de toegang van de in de limitatieve lijst opgenomen aangelegenheden en voorzieningen, dient duidelijk te worden voorzien dat dit enkel maar kan ten aanzien van een beperkt aantal personeelsleden of medewerkers (zoals bijv. een zaalverantwoordelijke) en dat de uitbater, directie of organisator steeds verplicht zal zijn een lijst van alle personen die het COVID Safe Ticket kunnen controleren bij te houden.	En ce qui concerne le personnel qui peut être déployé dans ces secteurs pour contrôler l'accès aux matières et installations incluses dans la liste limitative, il convient de stipuler clairement que cela n'est possible qu'à l'égard d'un nombre limité de membres du personnel ou de collaborateurs (comme, par exemple, un responsable de salle) et que le gestionnaire, la direction ou l'organisateur sera toujours tenu de tenir une liste de toutes les personnes qui peuvent contrôler le COVID Safe Ticket.	Hinsichtlich des Personals, das in diesen Bereichen für den Zugang zu den in der begrenzten Liste aufgeführten Gegenständen und Einrichtungen eingesetzt werden kann, sollte klar festgelegt werden, dass dies nur für eine begrenzte Anzahl von Mitarbeitern oder Angestellten möglich ist (wie z. B. einen Saalverantwortlichen) und dass der Geschäftsführer, die Leitung oder der Veranstalter stets verpflichtet ist, eine Liste aller Personen zu führen, die das COVID Safe Ticket kontrollieren dürfen.
Het personeel dat in het kader van de controle op het COVID Safe Ticket ingezet wordt, dient zich te beperken tot de loutere controle en verificatie van het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde COVID Safe Ticket alsook het identiteitsbewijs tot nazicht. Het betreft hier dus geen toegangscontrole in de zin van de Wet Private Veiligheid. Daar waar de COVID Safe Ticket-controle gecombineerd wordt met bijkomend toezicht en controle op de aanwezigen kunnen enkel personen ingezet worden dewelke bepaald zijn in de Wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.	Le personnel déployé dans le cadre du contrôle du COVID Safe Ticket doit se limiter à contrôler et vérifier le certificat COVID numérique de l'UE ou le COVID Safe Ticket généré par le titulaire, ainsi que la preuve d'identité à des fins de vérification. Il ne s'agit donc pas d'un contrôle d'accès au sens de la loi sur la sécurité privée. Lorsque le contrôle du COVID Safe Ticket est combiné avec une surveillance et un contrôle supplémentaires des participants, seules les personnes stipulées dans la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière peuvent être utilisées.	Das Personal, das im Rahmen der Kontrolle des COVID Safe Tickets eingesetzt wird, muss sich auf die reine Kontrolle und Überprüfung des digitalen EU-COVID-Zertifikats oder des vom Inhaber generierten COVID Safe Tickets sowie des Ausweisdokuments zur Überprüfung beschränken. Es handelt sich also nicht um eine Zugangskontrolle im Sinne des Gesetzes über die private Sicherheit. In Fällen, in denen die COVID Safe Ticket-Kontrolle mit einer zusätzlichen Überwachung und Kontrolle der Anwesenden kombiniert wird, können nur Personen eingesetzt werden, die im Gesetz vom 2. Oktober 2017 zur Regelung der privaten und

		besonderen Sicherheit vorgesehen sind.
Het mag duidelijk zijn dat deze aanpassing betreffende het gebruik van het COVID Safe Ticket kadert in een bredere aanpak op het vlak van preventieve geneeskunde en gezondheidspreventie: men vermindert door middel van het COVID Safe Ticket het risico op virusoverdracht tussen personen wanneer zij zich in omstandigheden bevinden die een verhoogd risico inhouden voor de mogelijke overdracht van het coronavirus COVID-19, zoals een hoog niveau van viruscirculatie of een ontoereikend niveau van vaccinatie in deze regio of gemeenschap, het plaatsvinden van samenkomsten van gevaccineerde met niet-gevaccineerde personen of de aanwezigheid van andere risicofactoren die het risico op virusverspreiding zoals door aerosolen, verhogen. Aangezien de gefedereerde entiteiten bevoegd zijn voor deze preventieve gezondheidszorg, zijn zij de bevoegde overheid die over de opportuniteit van deze maatregelen kunnen beslissen. Het gebruik van het COVID Safe Ticket voor bezoekers van de voorzieningen en aangelegenheden bepaald in dit samenwerkingsakkoord, kadert in de bevoegdheid van de preventieve gezondheidszorg, aangezien dit enkel een regelgeving betreft omtrent de bezoekers van deze voorzieningen en aangelegenheden en derhalve niet de inrichting en organisatie van deze voorzieningen en aangelegenheden zelf wenst te regelen, gelet op de adviezen van	Il est clair que cet ajustement concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket s'inscrit dans une démarche plus large dans le domaine de la médecine préventive et de la prévention de la santé : Le COVID Safe Ticket réduit le risque de transmission du virus entre les personnes non vaccinées et les personnes vaccinées lorsqu'elles se trouvent dans des circonstances qui présentent un risque élevé de transmission possible du coronavirus COVID-19, comme un niveau élevé de circulation du virus ou un niveau insuffisant de vaccination dans cette région ou communauté, le déroulement de rassemblements de personnes vaccinées avec des personnes non vaccinées ou la présence d'autres facteurs de risque comme les aérosols. Les entités fédérées étant l'autorité compétente de cette prévention sanitaire, ce sont elles qui peuvent décider de l'opportunité de ces mesures. L'utilisation du COVID Safe Ticket pour les visiteurs des établissements et facilités des secteurs déterminés dans cet accord de coopération, relève de la compétence de la prévention sanitaire, étant donné qu'il s'agit uniquement d'une réglementation concernant les visiteurs de ces installations et activités et qu'elle ne vise donc pas à réglementer l'établissement et l'organisation de ces installations et activités elles-mêmes, compte tenu des avis du GEMS des 18 et 31 août, dans lesquels il est indiqué que l'utilisation du COVID Safe Ticket dans ces installations et facilités est recommandée pour	Es sei deutlich, dass diese Anpassung in Bezug auf die Verwendung des COVID Safe Ticket Teil eines umfassenderen Ansatzes im Bereich der Präventivmedizin und der Gesundheitsprävention ist: Das COVID Safe Ticket verringert das Risiko einer Virusübertragung zwischen Personen, wenn sie sich in einer Situation befinden, die ein erhöhtes Risiko einer möglichen Übertragung des Coronavirus COVID-19 birgt, wie z. B. eine hohe Viruszirkulation oder eine unzureichende Impfquote in dieser Region oder Gemeinschaft, das Zusammentreffen von geimpften und ungeimpften Personen oder das Vorhandensein anderer Risikofaktoren, die das Risiko einer Virusverbreitung, z. B. durch Aerosole, erhöhen. Da die föderierten Teilgebiete für diese Gesundheitsvorsorge zuständig sind, sind sie die zuständigen Behörden, die über die Angemessenheit dieser Maßnahmen entscheiden können.. Die Verwendung des COVID Safe Tickets für Besucher der in dieser Kooperationsvereinbarung vorgesehenen Einrichtungen fällt in den Zuständigkeitsbereich der Gesundheitsvorsorge, da diese Vereinbarung nur die Regelung der Besucher dieser Einrichtungen betrifft und somit nicht darauf abzielt, die Organisation dieser Einrichtungen selbst zu regeln, und zwar in Anbetracht der GEMS-Stellungnahmen vom 18. und 31. August, in denen es heißt, dass die Verwendung des COVID Safe Tickets in diesen Einrichtungen zur Bekämpfung

18 en 31 augustus van de GEMS, waarin aangegeven staat dat het gebruik van het COVID Safe Ticket in deze voorzieningen en aangelegenheden aanbevolen wordt om de coronavirus COVID-19 pandemie onder controle te krijgen.	contrôler la pandémie de coronavirus COVID-19.	der Coronavirus-Pandemie COVID-19 empfohlen wird.
De noodzaak en proportionaliteit van diversifiëring van het gebruik van het COVID Safe Ticket Ook kan worden vastgesteld dat er sinds de vaccinatiecampagne lopende is, sprake is van verschillende lokale epidemiologische omstandigheden tussen de verschillende gefedereerde entiteiten. Bijvoorbeeld een lagere vaccinatiegraad of relatief hoger aantal ziekenhuisopnames binnen een bepaalde deelstaat. Deze epidemiologische verschillen kunnen vereisen of toelaten dat er zich voor een bepaalde gemeenschap of regio een uitbreiding van het inzetten en het gebruik van het COVID Safe Ticket opdringt, daar waar voor andere gemeenschappen en regio's een dergelijke noodzaak niet bestaat of niet kan worden gerechtvaardigd aan de hand van epidemiologische omstandigheden. In het eerste geval dient het voor een gefedereerde entiteit, in het kader van haar autonomie dan ook mogelijk te zijn om voor wat betreft diens grondgebied een uitbreiding van de maatregelen te kunnen activeren en vervolgens toepassen, voor zover epidemiologische omstandigheden dit rechtvaardigen en na evaluatie van	**La nécessité et la proportionnalité de la diversification de l'utilisation du COVID Safe Ticket** On peut également observer que, la campagne de vaccination étant en cours, les conditions épidémiologiques locales divergent entre les différentes entités fédérées. Par exemple, une couverture vaccinale plus faible ou un nombre relativement plus élevé d'admissions à l'hôpital dans une entité fédérée. Ces différences épidémiologiques peuvent nécessiter ou permettre une extension du déploiement et de l'utilisation du COVID Safe Ticket pour une communauté ou une région donnée, alors que pour d'autres communautés et régions, un tel besoin n'existe pas ou ne peut être justifié par des circonstances épidémiologiques. Dans le premier cas, il doit donc être possible pour une entité fédérée, dans le cadre de son autonomie, d'activer puis d'appliquer une extension des mesures sur son territoire, dans la mesure où les circonstances épidémiologiques le justifient et après une évaluation de ces circonstances par le RAG.	**Die Notwendigkeit und Verhältnismäßigkeit der Diversifizierung der Nutzung des COVID Safe Tickets** Außerdem ist festzustellen, dass die Impfkampagne noch nicht abgeschlossen ist, so dass die lokalen epidemiologischen Bedingungen in den verschiedenen föderierten Teilgebieten unterschiedlich sind. Zum Beispiel eine geringere Durchimpfungsrate oder eine relativ höhere Zahl von Krankenhauseinweisungen in einem bestimmten Teiltaat. Diese epidemiologischen Unterschiede können eine Ausweitung des Einsatzes und der Verwendung des COVID Safe Tickets für eine bestimmte Gemeinschaft oder Region erforderlich machen oder ermöglichen, während für andere Gemeinschaften und Regionen eine solche Notwendigkeit nicht besteht oder durch die epidemiologischen Umstände nicht zu rechtfertigen ist. Im ersten Fall muss es also möglich sein, dass eine föderierte Teilgebiet im Rahmen ihrer Autonomie eine Ausdehnung der Maßnahmen auf ihrem Gebiet aktiviert und dann anwendet, sofern die epidemiologischen Umstände dies rechtfertigen und nach einer Bewertung dieser Umstände durch die RAG.

de RAG van deze omstandigheden.		
Deze gediversifieerde toepassing van het COVID Safe Ticket zorgt eveneens voor een proportionele toepassing van dit instrument. Enkel wanneer de epidemiologische toestand het rechtvaardigt en na evaluatie van de RAG van deze omstandigheden, kan een regio of gemeenschap dan immers deze maatregelen in werking stellen. Na 31 oktober 2021 geldt als het uitgangspunt zelfs dat het COVID Safe Ticket niet meer toepasbaar/toepasselijk is en dus niet meer zal kunnen worden gebruikt, tenzij er een dergelijk verontrustende epidemiologische toestand aanwezig is in een bepaalde regio of gemeenschap en de RAG dit mee onderschrijft. Zo blijft het gebruik beperkt tot waar en wanneer het absoluut noodzakelijk is.	Cette application diversifiée du COVID Safe Ticket assure également une application proportionnelle de cet instrument. Ce n'est que lorsque la situation épidémiologique le justifie et après une évaluation c de ces circonstances par le RAG qu'une région ou une communauté peut activer ces mesures. Après le 31 octobre 2021, le principe de base sera même que le COVID Safe Ticket n'est plus applicable/en vigueur et ne peut donc pas être utilisé, à moins qu'une situation épidémiologique alarmante soit présente dans une certaine région ou communauté et que le RAG y souscrive. De cette façon, l'utilisation est limitée à l'endroit et au moment où elle est absolument nécessaire.	Diese breit gefächerte Anwendung des COVID Safe Ticket gewährleistet auch eine verhältnismäßige Anwendung dieses Instruments. Nur wenn die epidemiologische Situation es rechtfertigt und nach einer Bewertung dieser Umstände durch die RAG kann eine Region oder Gemeinschaft diese Maßnahmen aktivieren. Nach dem 31. Oktober 2021 gilt sogar der Grundsatz, dass das COVID Safe Ticket nicht mehr anwendbar ist und daher nicht verwendet werden kann, es sei denn, in einer bestimmten Region oder Gemeinde liegt eine solche alarmierende epidemiologische Situation vor und die RAG befürwortet dies. Auf diese Weise wird der Einsatz auf das absolut Notwendige beschränkt.
Zo wordt een diversifiëring op basis van objectieve wetenschappelijke parameters mogelijk, door bijvoorbeeld de vaccinatiegraad, het aantal ziekenhuisopnames en/of het reproductiegetal te analyseren per regio of gemeenschap. Een regio of gemeenschap zal dan zelf op basis van de epidemiologische toestand, met respect voor en justificatie van het principe van de proportionaliteit, kunnen beslissen of het gebruik van het COVID Safe Ticket verplicht is of niet en wat het toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket zal zijn binnen het kader dat in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt bepaald.	Cela permettra une diversification basée sur des paramètres scientifiques objectifs, par exemple en analysant la couverture vaccinale, le nombre d'admissions à l'hôpital et/ou le taux de reproduction par région ou communauté. Une région ou une collectivité pourra alors décider elle-même, en fonction de sa situation épidémiologique, tout en respectant ou justifiant le principe de proportionnalité, si l'utilisation du COVID Safe Ticket est obligatoire ou non et quel sera le champ d'application du COVID Safe Ticket dans le cadre déterminé par l'accord de coopération du 14 juillet 2021.	Dies ermöglicht eine Diversifizierung auf der Grundlage objektiver wissenschaftlicher Parameter, z. B. durch Analyse der Durchimpfungsrate, der Zahl der Krankenhauseinweisungen und/oder der Reproduktionsrate pro Region oder Gemeinde. Eine Region oder Gemeinschaft kann dann auf der Grundlage ihrer epidemiologischen Situation selbst entscheiden, unter Wahrung und Rechtfertigung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit, ob die Verwendung des COVID Safe Tickets obligatorisch ist oder nicht und welchen Anwendungsbereich das COVID Safe Ticket innerhalb des in der Kooperationsvereinbarung vom

		14. Juli 2021 festgelegten Rahmens haben wird.
In diezelfde zin, op verzoek van de gefedereerde entiteit(en) en op hun initiatief, dient aan de bevoegde gouverneurs en burgemeester de mogelijkheid te worden geboden om – enkel - voor de massa-evenementen en de proef-en pilootprojecten strengere maatregelen te nemen met name voor wat betreft (i) het aantal bezoekers of (ii) het verplicht maken voor een welbepaald massa-evenement of proef-en pilootproject binnen de aan hen toegekende bevoegdheid indien er epidemiologische omstandigheden op het grondgebied van de provincie of de gemeente zijn die dergelijke maatregelen rechtvaardigen en na evaluatie van deze omstandigheden door de RAG. In geen geval kan een burgemeester of gouverneur zomaar het gebruik van het COVID Safe Ticket mogelijk maken of verplichten of enige verstrengde maatregelen nemen met betrekking tot het gebruik van het COVID Safe Ticket in de bijkomende, hierboven opgelijste sectoren. Bovendien dienen deze maatregelen te worden beperkt in de tijd, waarbij het ten sterkste wordt aanbevolen deze niet langer dan 30 dagen te laten duren.	Dans le même ordre d'idées, à la demande des entités fédérées et à l'initiative de celles-ci, les gouverneurs et les bourgmestres compétents devraient avoir la possibilité de prendre – uniquement - des mesures plus strictes pour les événements de masse et expériences et projets pilotes en ce qui concerne (i) le nombre de visiteurs ou (ii) le fait de le rendre obligatoire pour un événement de masse ou une expérience et un projet pilote spécifiques relevant de leur compétence si des circonstances épidémiologiques sur le territoire de la province ou de la municipalité justifient de telles mesures et après une évaluation de ces circonstances par le RAG. En aucun cas, un bourgmestre ou un gouverneur ne peut simplement permettre ou imposer l'utilisation du COVID Safe Ticket ou prendre des mesures plus strictes concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket dans les secteurs supplémentaires énumérés ci-dessus. De plus, ces mesures doivent être limitées dans le temps, il est fortement recommandé de ne pas dépasser 30 jours.	Ebenso sollte, auf Antrag und auf Initiative der föderierten Teilgebieten, den zuständigen Gouverneuren und Bürgermeistern die Möglichkeit eingeräumt werden, für Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekte strengere Maßnahmen in Bezug auf (i) die Besucherzahl oder (ii) die obligatorische Durchführung einer bestimmten Massenveranstaltung oder eines Test- oder Pilotprojekts in ihrem Zuständigkeitsbereich zu ergreifen, wenn epidemiologische Umstände vorliegen, die solche Maßnahmen rechtfertigen, und nach einer Bewertung dieser Umstände durch die RAG. Keinesfalls kann ein Bürgermeister oder ein Gouverneur die Verwendung des COVID Safe Tickets einfach ermöglichen oder vorschreiben oder strengere Maßnahmen in Bezug auf die Verwendung des COVID Safe Tickets in den oben genannten zusätzlichen Bereichen ergreifen. Außerdem sollten diese Maßnahmen zeitlich begrenzt sein, wobei dringend empfohlen wird, 30 Tage nicht zu überschreiten.
Wat meer is: - indien de burgemeesters en gouverneurs de hierboven beschreven mogelijkheid willen uitoefenen om bepaalde verstrengende maatregelen te nemen voor het gebruik van het COVID Safe Ticket in het kader van massa-evenement of proef-of	Qui plus est : - si les bourgmestres et gouverneurs souhaitent exercer la possibilité décrite ci-dessus de prendre certaines mesures plus strictes pour l'utilisation du COVID Safe Ticket dans le cadre d'un événement de masse ou d'une expérience ou un projet pilote	Und noch etwas: - Wenn die Bürgermeister und Gouverneure von der oben beschriebenen Möglichkeit Gebrauch machen wollen, bestimmte strengere Maßnahmen für die Verwendung des COVID Safe Ticket im Rahmen einer Massenveranstaltung oder

pilootproject voor het grondgebied waarvoor zij bevoegd zijn, zullen zij dit tot en met 31 oktober 2021 enkel kunnen voor zover: o er epidemiologische omstandigheden zijn die dergelijke maatregelen rechtvaardigen en na evaluatie door de RAG van deze omstandigheden; o zij dergelijke maatregelen hebben afgestemd met de bevoegde ministers op het federale niveau en hiervoor instemming hebben verkregen.	pour le territoire dont ils sont responsables, ils ne pourront le faire que jusqu'au 31 octobre 2021 dans la mesure où : o il existe des circonstances épidémiologiques qui justifient de telles mesures et après évaluation de ces circonstances par le RAG ; o ils ont coordonné ces mesures avec les ministres compétents au niveau fédéral et obtenu leur accord.	eines Pilotprojekts für das Gebiet, für das sie zuständig sind, zu ergreifen, können sie dies nur bis zum 31. Oktober 2021 tun, sofern: o epidemiologische Umstände vorliegen, die solche Maßnahmen rechtfertigen, und nach Bewertung dieser Umstände durch die RAG; o sie diese Maßnahmen mit den zuständigen Ministern auf Bundesebene abgestimmt und deren Zustimmung eingeholt haben.
- Indien de burgemeesters en gouverneurs vanaf 1 november 2021 dergelijke maatregelen willen nemen, zullen zij dit enkel kunnen voor zover: o Er epidemiologische omstandigheden op hun grondgebied zijn die dergelijke maatregelen rechtvaardigen en na evaluatie door de RAG van deze omstandigheden; o De gefedereerde entiteit binnen het grondgebied waarvoor de desbetreffende burgemeester of gouverneur bevoegd is, het gebruik van het COVID Safe Ticket van toepassing heeft gemaakt en heeft ingeschreven in een decreet of ordonnantie; o Zij dergelijke maatregelen hebben afgestemd met de bevoegde ministers van	- Si les bourgmestres et gouverneurs souhaitent prendre de telles mesures à partir du 1er novembre 2021, ils ne pourront le faire que dans la mesure où : o Il existe des circonstances épidémiologiques sur leur territoire qui justifient de telles mesures et après évaluation de ces circonstances par le RAG ; o L'entité fédérée sur le territoire de laquelle le bourgmestre ou le gouverneur est compétent a rendu applicable l'utilisation du COVID Safe Ticket et l'a prévue dans un décret ou une ordonnance ; o Ils ont coordonné ces mesures avec les ministres compétents de l'entité fédérée à laquelle ils appartiennent ; et o Ils ont obtenu l'approbation pour cela des ministres compétents de cette entité fédérée.	- Wenn die Bürgermeister und Gouverneure nach dem 1. November 2021 derartige Maßnahmen ergreifen wollen, können sie dies nur insoweit tun, sofern: o epidemiologische Umstände vorliegen in ihrem Hoheitsgebiet, die solche Maßnahmen rechtfertigen, und nach Bewertung dieser Umstände durch die RAG; o Die föderierte Teilgebiete in dem Gebiet, für das der jeweilige Bürgermeister oder Gouverneur zuständig ist, die Verwendung des COVID Safe Ticket für anwendbar erklärt und in einem Dekret oder einer Verordnung registriert hat; o diese Maßnahmen mit den zuständigen Ministern des Staates, dem sie angehören, abgestimmt wurden; und

de gefedereerde entiteit waaronder zij vallen; en ○ zij hiervoor instemming hebben verkregen van de bevoegde ministers van die gefedereerde entiteit.		○ Sie haben dafür eine Genehmigung von den zuständigen Minister dieser föderierten Teilgebiet erhalten haben.
Deze uitbreiding van het toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket geeft aan de gefedereerde entiteiten en de burgemeesters of gouverneurs de mogelijkheid het COVID Safe Ticket in te zetten in bepaalde omstandigheden en voor een bepaalde duur, in overeenstemming met hun respectievelijke bevoegdheden. Doch hierbij mag men niet uit het oog verliezen dat op basis van hun respectievelijke bevoegdheden deze uitbreiding van het toepassingsgebied echter beperkt is. • De gefedereerde entiteiten kunnen het al dan niet verplichte karakter voor het gebruik van het COVID Safe Ticket voor evenementen die onder de definitie van massa-evenement vallen vaststellen en dit voor de regio of gemeenschap waarvoor zij bevoegd zijn. Concreet kunnen zij bijvoorbeeld de aantallen bezoekers verlagen voor massa-evenementen en proef- en pilootprojecten. • In het kader van het uitgebreide toepassingsgebied van het gebruik van het COVID Safe Ticket, hebben zij de mogelijkheid, voor zover de epidemiologische omstandigheden dit toelaten, om te beslissen dat het COVID Safe Ticket eveneens gebruikt kan worden voor één of	Cette extension du champ d'application du COVID Safe Ticket donne aux entités fédérées, aux bourgmestres et aux gouverneurs la possibilité de déployer le COVID Safe Ticket dans certaines circonstances et pour une certaine durée, en fonction de leurs compétences respectives. Toutefois, sur la base de leurs compétences respectives, il ne faut pas perdre de vue que cette extension du champ d'application est toutefois limitée. • Les entités fédérées peuvent déterminer si l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les événements relevant de la définition des événements de masse est obligatoire ou non pour le région ou communauté pour lesquels elles sont compétentes. Concrètement, elles peuvent, par exemple, réduire le nombre de visiteurs pour les événements de masse et les expériences et projets pilotes. • Dans le cadre de l'extension du champ d'utilisation du COVID Safe Ticket, elles ont la possibilité de décider, dans la mesure où les conditions épidémiologiques le permettent, que le COVID Safe Ticket peut également être utilisé pour un ou plusieurs des secteurs qui sont	Diese Erweiterung des Geltungsbereichs des COVID Safe Tickets bietet den föderierten Teilgebieten, den Bürgermeistern oder den Gouverneuren die Möglichkeit, das COVID Safe Ticket unter bestimmten Umständen und für eine bestimmte Dauer im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten zu nutzen. Man darf jedoch nicht aus den Augen verlieren, dass diese Ausweitung des Anwendungsbereichs aufgrund der jeweiligen Zuständigkeiten begrenzt ist. • Die föderierten Teilgebieten können festlegen, ob die Verwendung des COVID Safe Tickets für Veranstaltungen, die unter die Definition von Massenveranstaltungen fallen, für die Region oder Gemeinschaft, für die sie zuständig sind, obligatorisch ist oder nicht. Konkret können sie z. B. die Zahl der Besucher bei Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten verringern. • Im Rahmen des erweiterten Anwendungsbereichs des COVID Safe Tickets haben sie die Möglichkeit, soweit es die epidemiologischen Umstände zulassen, zu entscheiden, dass das COVID Safe Ticket auch für die in dieser Kooperationsvereinbarung

meerdere van de sectoren die limitatief aangemerkt werden in dit samenwerkingsakkoord en • kunnen zij het gebruik van het COVID Safe Ticket voor één of meerdere van de voornoemde sectoren verplicht maken, indien dit op grond van de epidemiologische omstandigheden kan worden verantwoord. • Verder voorziet het samenwerkingsakkoord in de mogelijkheid om de uitvoeringsmodaliteiten in het geldende ministerieel besluit van 28 oktober 2020 door de burgemeesters en gouverneurs te laten verstrengen voor wat betreft de uitvoeringsmodaliteiten van massa-evenementen of proef- of pilootprojecten zijnde met betrekking tot o i) het minimum aantal bezoekers waaruit het massa-evenement kan bestaan en o ii) het al dan niet verplichte karakter van het gebruik van het COVID Safe Ticket voor een bepaald of specifiek type van evenement die onder de definitie van massa-evenement of proef-of pilootproject valt.	mentionnés limitativement dans cet accord de coopération et • ils peuvent rendre l'utilisation du COVID Safe Ticket obligatoire pour un ou plusieurs des secteurs susmentionnés si cela peut être justifié sur la base des circonstances épidémiologiques. • Par ailleurs, l'accord de coopération prévoit la possibilité pour les bourgmestres et gouverneurs de durcir les modalités d'application du décret ministériel du 28 octobre 2020 en vigueur pour la mise en œuvre d'événements de masse ou d'expériences ou projets pilotes, c'est-à-dire en ce qui concerne : o (i) le nombre minimal de visiteurs que l'événement de masse peut comporter et o (ii) l'utilisation obligatoire ou non du COVID Safe Ticket pour un type d'événement particulier ou spécifique relevant de la définition d'événement de masse ou d'expérience et projet pilote.	begrenzt angegebenen Sektoren verwendet werden kann, • und sie können die Verwendung des COVID Safe Tickets für einen oder mehrere der vorgenannten Sektoren verbindlich vorschreiben, wenn dies aufgrund der epidemiologischen Umstände gerechtfertigt werden kann. • Darüber hinaus sieht das Zusammenarbeitsabkommen die Möglichkeit vor, dass die Bürgermeister und Gouverneure die Umsetzungsmodalitäten des Ministerialerlasses vom 28. Oktober 2020, der für die Durchführung von Massenveranstaltungen oder Test- und Pilotprojekten gilt, verschärfen können, d.h. in Bezug auf o i) die Mindest- und Höchstzahl der Besucher, die die Massenveranstaltung umfassen kann, und o ii) die obligatorische oder nicht obligatorische Verwendung des COVID Safe Ticket für eine bestimmte oder spezifische Art von Veranstaltung, die unter die Definition von Massenveranstaltungen bzw. Test- und Pilotprojekten fällt.
De uitbreiding van het toepassingsgebied om – op vraag van de gefedereerde entiteiten - maatregelen te nemen voor de gefedereerde entiteiten en burgemeesters of gouverneurs, wordt voorzien in dit	A la demande des entités fédérées, l'extension du pouvoir de prendre des mesures pour les entités fédérées et les bourgmestres ou gouverneurs, est prévue dans cet accord de coopération. En effet, les conditions de génération d'un	Die Erweiterung des Geltungsbereichs, um - auf Ersuchen der föderierten Teilgebieten - Maßnahmen für föderierte Teilgebieten und Bürgermeister oder Gouverneure zu ergreifen, ist in diesem

samenwerkingsakkoord. De voorwaarden om een geldig COVID Safe Ticket te genereren dat de toegang verschaft tot massa-evenementen of proef- en pilootprojecten, wordt echter nog steeds bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord. Wanneer een gefedereerde entiteit, een burgemeester of een gouverneur beslist, conform diens bevoegdheden, om een specifiekere toepassing van het COVID Safe Ticket in te voeren, gebeurt dit op exclusief initatief van de gefedereerde entiteit, en via de eigen regelgeving van deze gefedereerde entiteit, burgemeester of gouverneur, doch in lijn met de principes van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat, de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen en dit Samenwerkingsakkoord.	COVID Safe Ticket valide donnant accès à des événements de masse ou à des expériences et projets pilote seront toujours déterminées dans un accord de coopération d'exécution. Lorsqu'une entité fédérée, un bourgmestre ou un gouverneur décide, conformément à ses compétences, d'introduire une application plus spécifique du COVID Safe Ticket, cela se fait à l'initiative exclusive de l'entité fédérée, et par le biais d'une réglementation propre à cette entité fédérée, ce bourgmestre ou ce gouverneur, mais conformément aux principes du Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE, du Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers et du présent accord de coopération.	Zusammenarbeitsabkommen vorgesehen. Die Bedingungen für die Ausstellung eines gültigen COVID Safe Tickets, das Zugang zu Massenveranstaltungen oder Test- und Pilotprojekten gewährt, werden jedoch weiterhin in einer ausführenden Kooperationsvereinbarung festgelegt. Wenn eine föderierte Teilgebiet, ein Bürgermeister oder ein Gouverneur im Rahmen ihrer/seiner Zuständigkeiten beschließt, eine spezifischere Anwendung des COVID Safe Tickets einzuführen, erfolgt dies auf die alleinige Initiative der föderierten Teilgebiet hin, und durch die eigenen Vorschriften dieser föderalen Teilgebiet, des Bürgermeisters oder des Gouverneurs, jedoch im Einklang mit den Grundsätzen der Verordnung über das digitale COVID-Zertifikat der EU, der Verordnung über digitale COVID-Zertifikat der EU für Drittstaatsangehörige und dieser Kooperationsvereinbarung.
<u>De uitbreiding in de tijd</u> **A. Periode van 1 oktober 2021 tot en met 31 oktober 2021** De mogelijkheid tot uitbreiding van het toepassingsgebied van het gebruik van het COVID Safe Ticket en tot mogelijke verstrenging van de modaliteiten van het COVID Safe Ticket, zoals het verlagen van de aantallen bezoekers voor massa-evenementen en proef- en pilootprojecten of het gebruik van het COVID Safe Ticket verplicht maken voor bepaalde evenementen en sectoren, is mogelijk vanaf 1 oktober tot en	**<u>L'extension dans le temps</u>** **A. Période du 1 octobre 2021 au 31 octobre 2021** La possibilité d'étendre le champ d'application du COVID Safe Ticket et d'en resserrer potentiellement les modalités, par exemple en réduisant le nombre de visiteurs pour les événements de masse et les expériences et projets pilotes ou en rendant l'utilisation du COVID Safe Ticket obligatoire pour certains événements et secteurs, est possible du 1er octobre au 31 octobre 2021 pour les entités fédérées, dans la mesure où les circonstances épédimologiques le justifient, tout	**<u>Die zeitliche Ausdehnung</u>** **C. Zeitraum vom 1. Oktober 2021 bis zum 31. Oktober 2021 einschließlich** Die Möglichkeit, den Anwendungsbereich des COVID Safe Tickets zu erweitern und die Modalitäten des COVID Safe Tickets möglicherweise zu verschärfen, wie z. B. die Verringerung der Besucherzahl bei Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten oder die obligatorische Verwendung des COVID Safe Tickets für bestimmte Veranstaltungen und Sektoren, ist vom 1. Oktober bis

met 31 oktober 2021 voor zover de epidimiologische omstandigheden dit rechtvaardigen, met respect voor en justificatie van het principe van de proportionaliteit en na evaluatie van deze omstandigheden door de RAG. Het gebruik van het COVID Safe Ticket voor dit uitgebreid toepassingsgebied bestaat niet de facto maar zal steeds dienen te worden voorzien in een decreet of ordonnantie van deze gefedereerde entiteit op basis van diens bevoegdheid inzake gezondheidspreventie.	en respectant et justifiant le principe de proportionnalité et après évaluation de ces conditions par le RAG. L'utilisation du COVID Safe Ticket dans le cadre de cette extension du champ d'application, n'existe pas de facto mais devra toujours être prévue par un décret ou une ordonnance de cette entité fédérée basée sur sa compétence en matière de prévention sanitaire.	einschließlich 31. Oktober 2021 möglich, sofern die epidemiologischen Umstände dies rechtfertigen, unter Wahrung und Rechtfertigung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit, und nach einer positiven Bewertung dieser Umstände durch die RAG. Die Verwendung des COVID Safe Tickets für diesen erweiterten Geltungsbereich existiert de facto nicht, sondern muss immer in einem Dekret oder einer Verordnung dieser föderierten Teilgebiet auf der Grundlage ihrer Zuständigkeit für die Gesundheitsvorsorge vorgesehen werden.
B. Periode na 31 oktober 2021	**B. Période après le 31 octobre 2021**	**D. Zeitraum nach dem 31. Oktober 2021**
Mogelijkheid 1: gebruik van het COVID Safe Ticket door gefedereerde entiteit	*Possibilité 1 : utilisation du COVID Safe Ticket par une entité fédérée*	*Option 1: Verwendung des sicheren COVID Safe Tickets durch die föderierte Einrichtung*
In de periode na 31 oktober 2021, zal het COVID Safe Ticket niet langer geldig kunnen worden gebruikt en is het dus niet langer van toepassing, niettegenstaande het feit dat de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten in dit samenwerkingsakkoord nog altijd in werking blijven tot 30 juni 2022 (zijnde de einddatum van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen) conform hetgeen bepaald voor het digitaal EU-COVID certificaat. Dit teneinde in te gaan op de vraag van de gefedereerde entiteiten en deze entiteiten de mogelijkheid te bieden om het COVID Safe Ticket na 31 oktober 2021 te gebruiken	Dans la période après le 31 octobre 2021, le COVID Safe Ticket ne sera plus valablement utilisé et donc plus applicable, nonobstant le fait que les articles relatifs au cadre légal du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre légal dans cet accord de coopération restent encore en vigueur jusqu'au 30 juin 2022 (à savoir la date d'expiration du règlement sur les certificats COVID numériques de l'UE et du règlement sur les certificats numériques de l'UE-COVID pour les ressortissants de pays tiers), conformément aux dispositions relatives au certificat COVID numérique de l'UE. Ceci afin de répondre à la demande des entités fédérées et de leur donner la possibilité d'utiliser (voire d'imposer) le COVID Safe Ticket après le 31 octobre 2021 pour des	Nach dem 31. Oktober 2021 kann das COVID Safe Ticket nicht mehr gültig verwendet werden und ist daher nicht mehr anwendbar, ungeachtet der Tatsache, dass die Artikel, die sich auf den rechtlichen Rahmen des COVID Safe Tickets beziehen oder diesen rechtlichen Rahmen in dieser Kooperationsvereinbarung erläutern, noch bis zum 30. Juni 2022 in Kraft bleiben (dies ist das Enddatum der Verordnung über das digitale EU-COVID-Zertifikat und der Verordnung über das digitale EU-COVID-Zertifikat für Drittstaatsangehörige), wie es für das digitale EU-COVID-Zertifikat vorgesehen ist. Damit soll auf die Nachfrage der föderierten Teilgebieten reagiert und diesen die Möglichkeit geboten werden, das COVID Safe Ticket nach dem 31. Oktober 2021 für

(of zelfs te verplichten) voor massa-evenementen en proef-en pilootprojecten en voor de bijkomende limitatieve lijst van sectoren (zoals hierboven opgelijst) wanneer zij geconfronteerd worden met ongunstige epidemiologische omstandigheden binnen hun regio of gemeenschap en na een evaluatie daarvan door de RAG. Waar nodig krachtens of in het licht van de sector waar het COVID Safe Ticket zal worden gebruikt, moet de gefedereerde entiteit de bevoegdheidsverdeling nagaan en hiervoor de nodige wetgevende intitiatieven nemen. Het is geenszins de bedoeling om de bevoegdheidsverdeling tussen de gefedereerde entiteiten zoals bepaald in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te bepalen in dit samenwerkingsakkoord. Deze uitbreiding kan zowel materieel als territoriaal zijn en bestaan uit het gebruik en het al dan niet verplicht maken van het COVID Safe Ticket binnen een welbepaald toepassingsgebied, zijnde enerzijds de massa-evenementen en de proef- en pilootprojecten, en anderzijds de sectoren die limitatief opgesomd worden in dit samenwerkingsakkoord. Ook is het verplicht maken van het gebruik van het COVID Safe Ticket op het grondgebied van de gefedereerde entiteit mogelijk. Wel zal dit verder gebruik van het COVID Safe Ticket vanaf 1 november 2021 dienen te worden beperkt in de tijd, waarbij het ten sterkste wordt aanbevolen deze maatregelen nooit langer dan 3 maanden in te voeren.	événements de masse et des expériences et projets pilotes et pour la liste limitative supplémentaire de secteurs (tels que listés ci-dessus) lorsqu'ils sont confrontés à des circonstances épidémiologiques défavorables dans leur région ou communauté et après une évaluation de celle-ci par le RAG. Si cela s'avère nécessaire en vertu ou à la lumière du secteur dans lequel le COVID Safe Ticket sera utilisé, l'entité fédérée doit vérifier une répartition des compétences et prendre les initiatives législatives nécessaires à cette fin. Le présent accord de coopération n'a nullement pour objet de déterminer la répartition des compétences entre les entités fédérées telle que prévue par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.Cette expansion peut être aussi bien matérielle que territoriale et peut consister en l'utilisation et l'imposition ou non du COVID Safe Ticket dans un domaine d'application bien défini, c'est-à-dire les événements de masse et les projets pilotes d'une part et les secteurs qui sont énumérés de manière exhaustive dans cet accord de coopération d'autre part. Il est également possible de rendre obligatoire l'utilisation du COVID Safe Ticket sur le territoire de l'entité fédérée. Toutefois, la poursuite de l'utilisation du COVID Safe Ticket à partir du 1er novembre 2021 devra être limitée dans le temps, et il est fortement recommandé de ne pas introduire ces mesures pendant plus de 3 mois.	Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekte sowie für die zusätzliche restriktive Liste von Sektoren (wie oben aufgeführt) zu verwenden (oder sogar zu verlangen), wenn sie mit ungünstigen epidemiologischen Umständen in ihrer Region oder Gemeinde konfrontiert sind und nach einer Bewertung durch die RAG. Soweit dies im Rahmen oder im Hinblick auf den Sektor, in dem das COVID Safe Ticket verwendet werden soll, erforderlich ist, muss die föderierte Einheit die Aufteilung der Zuständigkeiten prüfen und die diesbezüglich erforderlichen Gesetzesinitiativen ergreifen. Es ist keineswegs die Absicht dieses Zusammenarbeitsabkommens, die Aufteilung der Zuständigkeiten zwischen den föderalen Einheiten festzulegen, wie sie im Sondergesetz vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen vorgesehen ist. Diese Ausweitung kann sowohl materiell als auch territorial sein und aus der Nutzung und der Verpflichtung zur Nutzung des COVID Safe Ticket innerhalb eines genau definierten Anwendungsbereichs bestehen, d.h. einerseits die Massenveranstaltungen und die Pilotprojekte und andererseits die in dieser Kooperationsvereinbarung erschöpfend aufgeführten Bereiche. Es ist auch möglich, die Verwendung des COVID Safe Ticket auf dem Gebiet der föderierten Einheit verbindlich vorzuschreiben. Diese weitere Nutzung des COVID Safe Ticket muss jedoch ab dem 1. November 2021 zeitlich begrenzt werden, wobei dringend empfohlen wird, diese Maßnahmen nicht länger als 3 Monate einzuführen.

Mogelijkheid 2: Beëindiging federale fase, zonder dat de epidemische noodsituatie op grond van de wet van 14 augustus 2021 wordt afgekondigd.	*Possibilité 2 : Fin de la phase fédérale, sans déclaration d'une situation d'urgence épidémique au titre de la loi du 14 août 2021.*	*Möglichkeit 2: Ende der föderalen Phase, ohne Ausrufung des epidemischen Notstands gemäß dem Gesetz vom 14. August 2021.*
In het geval dat de federale fase van het nationaal plan overeenkomstig het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19 volledig wordt beëindigd en voorwaarden van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie niet zijn vervuld en er dus geen toepassing wordt gemaakt van deze wet van 14 augustus 2021, dient een gefedereerde entiteit voor zover deze middels een decreet of ordonnantie het gebruik van het COVID Safe Ticket heeft voorzien , na te gaan (en desgevallend te voorzien) of op grond van voornoemd decreet of ordonnantie de bevoegde gouverneur of bevoegde burgemeester de nodige uitvoeringsmodaliteiten inzake handhaving kan nemen teneinde het gebruik van het COVID Safe Ticket te kunnen handhaven. Deze maatregelen van bestuurlijke politie gelden enkel met betrekking tot het COVID Safe Ticket en kunnen van kracht zijn tot de duurtijd die voorzien is door de bevoegde gefedereerde entiteit in het respectievelijke decreet of ordonnantie met betrekking tot de het voorzien van het gebruik van het COVID Safe Ticket door deze gefedereerde entiteit en voor zover de voorwaarden van de wet	Dans l'hypothèse où la phase fédérale du plan national, en application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19, serait totalement interrompue et que la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique ne serait pas encore entrée en vigueur, dans la mesure où une entité fédérée a prévu l'utilisation du COVID Safe Ticket par le biais d'un décret ou d'une ordonnance, elle doit vérifier (et, si nécessaire, prévoir) si, sur la base dudit décret ou de ladite ordonnance, le gouverneur ou le bourgmestre compétent peut prendre les mesures d'exécution nécessaires afin de maintenir l'utilisation du COVID Safe Ticket. Ces mesures de police administrative ne s'appliquent qu'à l'égard du COVID Safe Ticket et peuvent être en vigueur jusqu'à la durée prévue par l'entité fédérée compétente dans le décret ou l'ordonnance respectif concernant la mise à disposition de l'utilisation du COVID Safe Ticket par cette entité fédérée et tant que les conditions de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative en cas d'urgence épidémique ne sont pas remplies et que, par conséquent, cette loi n'est pas appliquée.	Für den Fall, dass die föderale Phase des nationalen Plans gemäß dem Ministerialerlass vom 13. März 2020 über die Ausrufung der föderalen Phase zur Koordinierung und Bewältigung der COVID-19-Krise vollständig beendet wird und die Bedingungen des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen während eines epidemischen Notfalls nicht erfüllt sind und dieses Gesetz vom 14. August 2021 folglich nicht angewendet wird, muss eine föderierte Teilgebiet, sofern diese durch ein Dekret oder eine Verordnung die Verwendung des COVID Safe Tickets vorgesehen hat, überprüfen (und erforderlichenfalls vorsehen), ob der zuständige Gouverneur oder Bürgermeister auf der Grundlage des besagten Dekrets oder der besagten Verordnung die erforderlichen Durchsetzungsmaßnahmen ergreifen kann, um die Verwendung des COVID Safe Tickets aufrechtzuerhalten. Diese verwaltungspolizeilichen Maßnahmen gelten nur in Bezug auf das COVID Safe Ticket und können bis zu dem Zeitraum in Kraft sein, der von der zuständigen föderierten Teilgebiet in dem jeweiligen Dekret oder der jeweiligen Verordnung über die Bereitstellung der Verwendung des COVID Safe Tickets durch diese föderierte Teilgebiet festgelegt wurde, und sofern die Bedingungen des Gesetzes vom

van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie niet zijn vervuld en dus geen toepassing wordt gemaakt van deze wet.		14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen während eines epidemischen Notstands nicht erfüllt sind und dieses Gesetz folglich nicht angewendet wird.
De aantallen bezoekers voor massa-evenementen zal in dergelijke situatie worden bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord.	Dans pareille situation, le nombre de visiteurs pour les événements de masse est déterminé dans un accord de coopération d'exécution.	Die Anzahl der Besucher von Massenveranstaltungen wird in einer solchen Situation durch eine ausführende Kooperationsvereinbarung festgelegt.
Mogelijkheid 3: De epidemische noodsituatie op grond van de wet van 14 augustus 2021 wordt conform deze wet afgekondigd	*Possibilité 3 : l'urgence épidémique prévue par la loi du 14 août 2021 est déclarée conformément à cette loi*	*Möglichkeit 3: Der epidemische Notstand nach dem Gesetz vom 14. August 2021 wird gemäß diesem Gesetz ausgerufen*
Indien de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie wordt toegepast, kunnen de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten, tevens worden toegepast. Voor zover nodig dient hierbij wel te worden gepreciseerd dat dit maar kan voor een periode die loopt tot 30 juni 2022. Teneinde een aanpak te kunnen voorzien die aangepast is aan de epidemiologische situatie van dat ogenblik, zal worden geëvalueerd of het gebruik van het COVID Safe Ticket op federaal niveau zal moeten worden toegepast of dat een gebruik van het COVID Safe Ticket in bepaalde regio's of gemeenschappen nog steeds wenselijk is. Wanneer besloten wordt dat de epidemiologische situatie een aanpak van de gezondheidscrisis op federaal niveau vereist, zullen de gefedereerde entiteiten niet of niet langer via een decreet of ordonnantie tot een ander gebruik	Si la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique est activée, les articles relatifs au cadre juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique peuvent également être appliqués. Pour autant que de besoin, il convient de préciser que cela n'est possible que pour une période allant jusqu'au 30 juin 2022. Afin de pouvoir fournir une approche adaptée à la situation épidémiologique du moment, il sera évalué si l'utilisation du COVID Safe Ticket devra être appliquée au niveau fédéral ou si une utilisation du COVID Safe Ticket dans certaines régions ou communautés est encore souhaitable. S'il est décidé que la situation épidémiologique nécessite une approche de la crise sanitaire au niveau fédéral, les entités fédérées ne pourront plus décider par décret ou ordonnance d'une utilisation différente du COVID Safe Ticket.	Wenn das Gesetz vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während eines epidemischen Notfalls angewendet wird, können auch die Artikel, die sich auf den Rechtsrahmen des COVID Safe Tickets beziehen oder diesen Rechtsrahmen erläutern, angewendet werden. Nötigenfalls sollte präzisiert werden, dass dies nur bis zum 30. Juni 2022 möglich ist. Um einen an die aktuelle epidemiologische Situation angepassten Ansatz bieten zu können, wird geprüft, ob die Anwendung des COVID Safe Tickets auf föderaler Ebene erfolgen muss oder ob die Anwendung des COVID Safe Tickets in bestimmten Regionen oder Gemeinschaften weiterhin wünschenswert ist. Wenn entschieden wird, dass die epidemiologische Situation ein Vorgehen gegen die Gesundheitskrise auf föderaler Ebene erfordert, werden die föderierten Teilgebieten nicht oder nicht mehr in der Lage sein, per Dekret oder Verordnung über eine

van het COVID Safe Ticket kunnen beslissen. Het toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket zal uiteengezet worden in een uitvoerend samenwerkingsakkoord of in een decreet of ordonnantie van de gefedereerde entiteiten, afhankelijk van de hierboven genoemde evaluatie bij toepassing van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie.	Le champ d'application du COVID Safe Ticket sera fixé dans un accord de coopération d'exécution ou dans un décret ou une ordonnance des entités fédérées, en fonction de l'évaluation mentionnée ci-dessus lors de l'activation de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.	andere Verwendung des COVID Safe Tickets zu entscheiden. Der Anwendungsbereich des COVID Safe Tickets wird in einer ausführenden Kooperationsvereinbarung oder in einem Dekret oder einer Verordnung der föderierten Entitäten festgelegt, abhängig von der oben erwähnten Bewertung in Anwendung des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während eines epidemischen Notfalls.
ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING	**COMMENTAIRE DES ARTICLES**	**ERLÄUTERUNG DER EINZELNEN ARTIKEL**
Artikel 1. Artikel 1 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan de Nederlandstalige versie, de Franstalige versie en de Duitstalige versie van de artikelsgewijze toelichting van artikel 16 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 (paragraaf 1), aan de Nederlandstalige versie van artikel 16, §2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 (paragraaf 2), aan de Franstalige versie van artikel 16 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 (paragrafen 3 en 4) en aan de Duitstalige versie van artikel 16 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 (paragrafen 5 en 6).	**Article 1.** L'article 1er contient les modifications à apporter à la version néerlandaise, la version française et la version allemande du commentaire des articles de l'article 16 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 (paragraphe 1), à la version néerlandaise de l'article 16, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 (paragraphe 2) à la version française de l'article 16 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 (paragraphes 3 et 4) et à la version allemande de l'article 16 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 (paragraphes 5 et 6).	**Artikel 1.** Artikel 1 enthält die Änderungen, die an der niederländischen, französischen und deutschen Sprachfassung der Erläuterungen zu den Artikeln von Artikel 16 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 (Absatz 1), an der niederländischen Sprachfassung von Artikel 16 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 (Absatz 2), an der französischen Sprachfassung von Artikel 16 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 (Absätze 3 und 4) und an der deutschen Sprachfassung von Artikel 16 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 (Absätze 5 und 6) vorzunehmen sind.
Artikel 2. Artikel 2 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 1, §1, 4° en 11° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021.	**Article 2.** L'article 2 contient les modifications à apporter à l'article 1, §1, 4° et 11° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.	**Artikel 2** enthält die Änderungen, die an Artikel 1, §1, Punkte 4 und 11 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 vorzunehmen sind.
Artikel 3. Artikel 3 bevat de leden die dienen te worden toegevoegd	**Article 3.** L'article 3 contient les paragraphes à ajouter à l'article 1	**Artikel 3:** Artikel 3 enthält die Absätze, die dem Artikel 1 Absatz

aan artikel 1, §1 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot de uitbreiding van het toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket.	§1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concernant l'extension du champ d'application du COVID Safe Ticket.	1 der Kooperationsvereinbarung vom 14. Juli 2021 über die Erweiterung des Anwendungsbereichs des COVID Safe Tickets hinzuzufügen sind.
Artikel 4. Artikel 4 bevat het artikel 2bis dat dient te worden ingevoegd in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot het temporeel toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket.	**Article 4.** L'article 4 contient l'article 2bis à insérer dans l'accord de coopération du 14 juillet 2021 en ce qui concerne la portée temporelle du COVID Safe Ticket.	**Artikel 4:** Artikel 4 enthält den in die Kooperationsvereinbarung vom 14. Juli 2021 einzufügenden Artikel 2a über den zeitlichen Geltungsbereich des COVID Safe Ticket.
Artikel 5. Artikel 5 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 12 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot het gebruik van het COVID Safe Ticket.	**Article 5.** L'article 5 contient les modifications à apporter à l'article 12 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket.	**Artikel 5:** Artikel 5 enthält die an Artikel 12 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 vorzunehmenden Änderungen bezüglich der Verwendung des COVID Safe Tickets.
Artikel 6. Artikel 6 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 13 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot het gebruik van het COVID Safe Ticket.	**Article 6.** L'article 6 contient les modifications à apporter à l'article 13 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concernant l'utilisation du COVID Safe Ticket.	**Artikel 6:** Artikel 6 enthält die an Artikel 13 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 vorzunehmenden Änderungen in Bezug auf die Verwendung des COVID Safe Ticket.
Artikel 7. Artikel 7 bevat het artikel 13bis dat dient te worden ingevoegd in Titel IV. COVID Safe Ticket van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot het toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket.	**Article 7.** L'article 7 contient l'article 13bis à insérer dans le titre IV. COVID Safe Ticket de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 en ce qui concerne le champ d'application du COVID Safe Ticket.	**Artikel 7:** Artikel 7 enthält den in Titel IV einzufügenden Artikel 13a. COVID Safe Ticket der Kooperationsvereinbarung vom 14. Juli 2021 über den Anwendungsbereich des COVID Safe Ticket.
Artikel 8. Artikel 8 bevat het artikel 13ter dat dient te worden ingevoegd in Titel IV. COVID Safe Ticket van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot de mogelijkheid tot activatie van het COVID Safe Ticket.	**Article 8.** L'article 8 contient l'article 13ter à insérer dans le titre IV. COVID Safe Ticket de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concernant la possibilité d'activer le COVID Safe Ticket.	**Artikel 8:** Artikel 8 enthält den in Titel IV einzufügenden Artikel 13ter COVID Safe Ticket der Kooperationsvereinbarung vom 14. Juli 2021 über die Möglichkeit, das COVID Safe Ticket zu aktivieren.
Artikel 9. Artikel 9 voegt artikel 13quater in Titel IV. COVID Safe	**Article 9.** L'article 9 ajoute l'article 13quater au titre IV.	**Artikel 9.** Mit Artikel 9 wird Artikel 13quater in Titel IV

Ticket van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot de situatie wanneer de federale fase wordt beëindigd en de epidemische noodsituatie zoals bepaald in en overeenkomstig de wet van 14 augustus 2021 nog niet werd of zou zijn afgekondigd.	COVID Safe Ticket de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concernant la situation où la phase fédérale est terminée et où l'urgence épidémique telle que définie dans et conformément à la loi du 14 août 2021 n'a pas encore été déclarée ou n'aurait pas été déclarée.	eingefügt. COVID Safe Ticket der Kooperationsvereinbarung vom 14. Juli 2021 für den Fall, dass die föderale Phase beendet ist und der epidemische Notstand im Sinne des Gesetzes vom 14. August 2021 noch nicht ausgerufen wurde oder nicht ausgerufen worden wäre.
Artikel 10. Artikel 10 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 14, §3 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot de uitwerking van het COVID Safe Ticket.	**Article 10.** L'article 10 contient les modifications à apporter à l'article 14, §3 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 en ce qui concerne le développement du COVID Safe Ticket.	**Artikel 10.** Artikel 10 enthält die Änderungen, die an Artikel 14, §3 der Kooperationsvereinbarung vom 14. Juli 2021 bezüglich der Ausarbeitung des COVID Safe Ticket vorzunehmen sind.
Artikel 11. Artikel 11 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 33, §1 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot het temporele toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket.	**Article 11.** L'article 11 contient les modifications à apporter à l'article 33, §1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 en ce qui concerne la portée temporelle du COVID Safe Ticket.	**Artikel 11.** Artikel 11 enthält die Änderungen, die an Artikel 33 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 hinsichtlich des zeitlichen Geltungsbereichs des COVID Safe Ticket vorzunehmen sind.
Artikel 12. Artikel 12 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 33, §2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot het temporele toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket.	**Article 12.** L'article 12 contient les modifications à apporter à l'article 33, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 en ce qui concerne la portée temporelle du COVID Safe Ticket.	**Artikel 12.** Artikel 12 enthält die Änderungen, die an Artikel 33 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 hinsichtlich des zeitlichen Geltungsbereichs des COVID Safe Ticket vorzunehmen sind.
Artikel 13. Artikel 13 bevat de wijzigingen die dienen te worden gemaakt aan artikel 33, §3 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot het temporele toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket.	**Article 13.** L'article 13 contient les modifications à apporter à l'article 33, §3 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 en ce qui concerne la portée temporelle du COVID Safe Ticket.	**Artikel 13.** Artikel 13 enthält die Änderungen, die an Artikel 33 § 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 hinsichtlich des zeitlichen Geltungsbereichs des COVID Safe Ticket vorzunehmen sind.
Artikel 14. Artikel 14 voegt een artikel 33bis in Titel X. Slotbepalingen van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 met betrekking tot de activatie of heractivatie van het COVID Safe Ticket.	**Article 14.** L'article 14 ajoute un article 33bis au titre X. Dispositions finales de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concernant l'activation ou la réactivation du COVID Safe Ticket.	**Artikel 14.** Artikel 14 fügt einen Artikel 33bis in Titel X ein. Schlussbestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 über die Aktivierung oder Reaktivierung des COVID Safe Ticket.
Artikel 15. Artikel 15 voegt artikel 33ter in Titel X. Slotbepalingen van het samenwerkingsakkoord van 14	**Article 15.** L'article 15 ajoute un article 33ter au titre X. Dispositions finales de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 en	**Artikel 15.** Artikel 15 fügt Artikel 33b in Titel X ein. Schlussbestimmungen der Kooperationsvereinbarung vom

juli 2021 met betrekking tot het temporele toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket.	ce qui concerne la portée temporelle du COVID Safe Ticket.	14. Juli 2021 über den zeitlichen Geltungsbereich des COVID Safe Ticket.
Artikel 16. Artikel 16 bepaalt de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.	**Article 16.** L'article 16 détermine l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.	**Artikel 16.** Artikel 16 bestimmt das Inkrafttreten dieses Zusammenarbeitsabkommens.

Voorontwerp van Samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België	**Avant-projet d'Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération de 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique**	**Vorentwurf eines Zusammenarbeitsabkommens zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF (Passenger Locator Form) und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbständigen, die im Ausland wohnen oder sich dort aufhalten und in Belgien tätig sind**
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I, 87, §1, en 92bis;	Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 5, §1, I, 87, §1, et 92bis;	Unter Berücksichtigung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5, §1, I, 87, §1, und 92bis;
Gelet op het samenwerkingsakkoord van 14.07.2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF, de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en	Vu l'accord de coopération du 14.07.2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique ;	Unter Berücksichtigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14.07.2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF, der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und

zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;		Selbstständigen, die im Ausland wohnen oder sich dort aufhalten und in Belgien eine Tätigkeit ausüben;
TUSSEN	**ENTRE**	**ZWISCHEN**
De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, Frank Vandenbroucke, Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Sophie Wilmès, Vice-eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen, Annelies Verlinden, Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, Sammy Mahdi, Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Mathieu Michel, Staatssecretaris voor Digitalisering;	L'État fédéral, représenté par le gouvernement fédéral, en la personne d'Alexander De Croo, Premier ministre, et Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, et Sammy Mahdi, Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, et Mathieu Michel, Secrétaire d'État à la Digitalisation;	Dem föderalen Staat, vertreten durch die föderale Regierung, in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, Frank Vandenbroucke, stellvertretender Premierminister und Minister für soziale Angelegenheiten und Volksgesundheit, Sophie Wilmès, stellvertretende Premierministerin und Ministerin für auswärtige Angelegenheiten, europäische Angelegenheiten und Außenhandel sowie für die föderalen Kulturinstitutionen, Annelies Verlinden, Ministerin für Inneres, institutionelle Reformen und demokratische Erneuerung, Sammy Mahdi, Staatssekretär für Asyl und Migration und Mathieu Michel, Staatssekretär für Digitalisierung;
De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;	La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la politique extérieure, de la Culture, la Digitalisation et les Services généraux, et Wouter Beke, Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;	Der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung, in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Facility Management, und Wouter Beke, Flämischer Minister für Wohlfahrt, Volksgesundheit, Familie und Armutsbekämpfung;
De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-President en Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Valérie	La Communauté française, représentée par son gouvernement, en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président et Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits	Der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, in Person von Pierre-Yves Jeholet, Premierminister, und Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinder, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, sowie Valérie

Glatigny, minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;	des Femmes, et Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;	Glatigny, Ministerin für Hochschulwesen, Bildung zur sozialen Förderung, wissenschaftliche Forschung, Universitätskliniken, Jugend, Sport und Förderung von Brüssel;
Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;	La Région wallonne, représentée par son gouvernement, en la personne d'Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;	Der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung, in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Christie Morreale, Vizeministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte;
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne d'Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;	Der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für lokale Verwaltung und Finanzen, und Antonios Antoniadis, stellvertretender Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungsbau;
De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;	La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van Den Brandt, membres chargés de la Santé et du Bien-Être ;	Der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van Den Brandt, die für Gesundheit und Wohlfahrt zuständigen Mitglieder;
De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-President belast	La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la	Der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin für

met de promotie van de gezondheid en Alain Maron Minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid;	Santé et Alain Maron Ministre chargé du Bien-être social et de la Santé ;	Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister für Soziales und Gesundheit;
WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:	EST CONVENU CE QUI SUIT :	WIRD FOLGENDES VEREINBART:
Artikel 1. §1. In de artikelsgewijze bespreking van artikel 16 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 dient in de Nederlandstalige versie elke verwijzing naar "protocolakkoord" te worden vervangen door de term "verwerkersovereenkomst", in de Franstalige versie elke verwijzing naar "protocole d'accord" te worden vervangen door "accord de sous-traitance" en moet in de Duitstalige versie elke verwijzing naar "Vereinbarungsprotokoll" te worden vervangen door "Datenverarbeitungsvertrag".	**Article 1.** §1. Dans le commentaire des articles de l'article 16 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, toute référence dans la version néerlandaise au « protocolakkoord » doit être remplacée par le terme « verwerkersovereenkomst », tout référence dans la version française au « protocole d'accord » doit être remplacée par le terme « accord de sous-traitance » et toute référence dans la version germanophone au « Vereinbarungsprotokoll » doit être remplacée par le terme « Datenverarbeitungsvertrag ».	**Artikel 1.** §1. Bei der Erörterung von Artikel 16 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 sollte in der niederländischen Fassung der Begriff „protocolakkoord" durch den Begriff „verwerkersovereenkomst", in der französischen Fassung der Begriff „protocole d'accord" durch „accord de sous-traitance" und in der deutschen Fassung der Begriff „Vereinbarungsprotokoll" durch den Begriff „Datenverarbeitungsvertrag" ersetzt werden.
§2. De Nederlandstalige versie van artikel 16, §2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§2. La version néerlandaise de l'article 16, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifiée comme suit :	§2. Die niederländische Fassung von Artikel 16 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
"§2. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano zullen, wat betreft het COVID Safe Ticket, voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen overeenkomstig artikel 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Deze principes zullen nader worden uitgewerkt	"§2. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano zullen, wat betreft het COVID Safe Ticket, voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen overeenkomstig artikel 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Deze principes zullen nader worden uitgewerkt	"§2. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen en Sciensano zullen, wat betreft het COVID Safe Ticket, voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen overeenkomstig artikel 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Deze principes zullen nader worden uitgewerkt

door middel van een verwerkersovereenkomst. ”	door middel van een verwerkersovereenkomst. ”	door middel van een verwerkersovereenkomst. ”
§3. De Franstalige versie van artikel 16, §1 van het samenwerkingsakkoord van 14 juni 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§3. La version française de l’article 16, §1 de l’accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifiée comme suit :	§3. Die französische Fassung von Artikel 16 Absatz 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juni 2021 wird wie folgt abgeändert:
“§1. En ce qui concerne l'établissement et la délivrance des certificats visés à l'article 9, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano prennent les mesures techniques et opérationnelles adéquates conformément à l’article 32 du règlement général sur la protection des données afin de garantir un niveau de protection adapté aux risques. Ces mesures sont définies plus avant au moyen d’un accord de sous-traitance. »	« §1. En ce qui concerne l’établissement et la délivrance des certificats visés à l’article 9, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano prennent les mesures techniques et opérationnelles adéquates conformément à l’article 32 du règlement général sur la protection des données afin de garantir un niveau de protection adapté aux risques. Ces mesures sont définies plus avant au moyen d’un accord de sous-traitance. »	“§1. En ce qui concerne l'établissement et la délivrance des certificats visés à l'article 9, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano prennent les mesures techniques et opérationnelles adéquates conformément à l’article 32 du règlement général sur la protection des données afin de garantir un niveau de protection adapté aux risques. Ces mesures sont définies plus avant au moyen d’un accord de sous-traitance. »
§4. De Franstalige versie van artikel 16, §2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juni 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§4. La version française de l’article 16, §2 de l’accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifiée comme suit :	§4. Die französische Fassung von Artikel 16 Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juni 2021 wird wie folgt geändert:
« §2. En ce qui concerne le COVID Safe Ticket, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano respectent les principes de protection de données dès la conception et par défaut conformément à l’article 25 du règlement général sur la protection des données. Ces principes	« §2. En ce qui concerne le COVID Safe Ticket, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano respectent les principes de protection de données dès la conception et par défaut conformément à l’article 25 du règlement général sur la protection des données. Ces principes	« §2. En ce qui concerne le COVID Safe Ticket, les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et Sciensano respectent les principes de protection de données dès la conception et par défaut conformément à l’article 25 du règlement général sur la protection des données. Ces principes

seront élaborés plus avant au moyen d'un accord de sous-traitance. »	seront élaborés plus avant au moyen d'un accord de sous-traitance. »	seront élaborés plus avant au moyen d'un accord de sous-traitance. »
§5. De Duitstalige versie van artikel 16, §1 van het samenwerkingsakkoord van 14 juni 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§5. La version allemande de l'article 16, §1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifiée comme suit :	§5. Die deutsche Fassung von Artikel 16 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juni 2021 wird wie folgt geändert:
„§ 1 - Was die Erstellung und Ausstellung der in Artikel 9 erwähnten Zertifikate betrifft, treffen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano geeignete technische und organisatorische Maßnahmen gemäß Artikel 32 der Datenschutz-Grundverordnung, um ein den Risiken angemessenes Schutzniveau zu gewährleisten. Diese Maßnahmen werden durch einen Datenverarbeitungsvertrag genau festgelegt.“	„§ 1 - Was die Erstellung und Ausstellung der in Artikel 9 erwähnten Zertifikate betrifft, treffen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano geeignete technische und organisatorische Maßnahmen gemäß Artikel 32 der Datenschutz-Grundverordnung, um ein den Risiken angemessenes Schutzniveau zu gewährleisten. Diese Maßnahmen werden durch einen Datenverarbeitungsvertrag genau festgelegt.“	„§ 1 - Was die Erstellung und Ausstellung der in Artikel 9 erwähnten Zertifikate betrifft, treffen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano geeignete technische und organisatorische Maßnahmen gemäß Artikel 32 der Datenschutz-Grundverordnung, um ein den Risiken angemessenes Schutzniveau zu gewährleisten. Diese Maßnahmen werden durch einen Datenverarbeitungsvertrag genau festgelegt.“
§6. De Duitstalige versie van artikel 16, §2 van het samenwerkingsakkoord van 14 juni 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§6. La version allemande de l'article 16, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifiée comme suit :	§6. Die deutsche Fassung von Artikel 16 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juni 2021 wird wie folgt geändert:
„§ 2 - Was das COVID Safe Ticket betrifft, erfüllen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano Datenschutzgrundsätze durch Technikgestaltung und durch Voreinstellungen gemäß	„§ 2 - Was das COVID Safe Ticket betrifft, erfüllen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano Datenschutzgrundsätze durch Technikgestaltung und durch Voreinstellungen gemäß	„§ 2 - Was das COVID Safe Ticket betrifft, erfüllen die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen Teilgebieten bestimmten Agenturen und Sciensano Datenschutzgrundsätze durch Technikgestaltung und durch Voreinstellungen gemäß

Artikel 25 der Datenschutz-Grundverordnung. Diese Grundsätze werden in einem Datenverarbeitungsvertrag weiter ausgearbeitet.”	Artikel 25 der Datenschutz-Grundverordnung. Diese Grundsätze werden in einem Datenverarbeitungsvertrag weiter ausgearbeitet.“	Artikel 25 der Datenschutz-Grundverordnung. Diese Grundsätze werden in einem Datenverarbeitungsvertrag weiter ausgearbeitet.“
Artikel 2. §1. Artikel 1, §1, 4° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	**Article 2.** §1. L’Article 1, §1, 4° de l’accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	**Artikel 2**, §1. Artikel 1, §1, Punkt 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
“4° COVID Safe Ticket: het resultaat van de lezing van het digitaal EU-COVID certificaat middels de applicatie bedoeld in artikel 17 teneinde de toegang tot een proef- en pilootproject, massa-evenement of aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet in de context van de coronavirus COVID-19-pandemie te regelen;”	« 4° COVID Safe Ticket : le résultat de la lecture du certificat COVID numérique de l’UE au moyen de l’application visée à l’article 17 afin de réguler l’accès à une expérience et un projet pilote, à un événement de masse ou aux établissements et facilités pour lesquels l’utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée dans le cadre de la pandémie coronavirus COVID-19 ; »	„4° COVID Safe Ticket: das Ergebnis des Lesens der digitalen EU-COVID-Bescheinigung mittels der in Artikel 17 genannten Anwendung, um den Zugang zu einem Pilotprojekt, einer Massenveranstaltung oder zu Angelegenheiten und Einrichtungen zu regeln, für die die Möglichkeit vorgesehen ist, das COVID Safe Ticket im Zusammenhang mit der Coronavirus-Pandemie COVID-19 zu verwenden; „
§2. Artikel 1, §1, 11° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§2. L’article 1, §1, 11° de l’accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	§2. Artikel 1, §1, Punkt 11 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
“11° massa-evenement: een evenement van een zekere omvang dat plaatsvindt overeenkomstig de bijzondere modaliteiten betreffende hun organisatie en de te nemen veiligheidsmaatregelen zoals desgevallend bepaald in (i) het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende de maatregelen van bestuurlijke politie om de	« 11° événement de masse : un événement d’une certaine ampleur se déroulant selon les modalités particulières relatives à leur organisation et aux mesures de sécurité à prendre, telles que prévues dans (i) l’arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ; (ii) le cas échéant, dans	„11. Massenveranstaltung: eine Veranstaltung von gewissem Ausmaß, die gemäß den besonderen Vorkehrungen für ihre Organisation und die zu treffenden Sicherheitsmaßnahmen stattfindet, die gegebenenfalls folgendermaßen festgelegt sind: i) im Ministererlass vom 28. Oktober 2020 über die verwaltungspolizeilichen

verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken; (ii) desgevallend een daaropvolgend ministerieel besluit, (iii) een besluit overeenkomstig artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie of (iv) een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, §1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of overeenkomstig artikel 13bis, §2, en waarbij de toegang zal worden geregeld op grond van een COVID Safe Ticket of op grond van bijkomende maatregelen;"	un arrêté ministériel ultérieur, ou, (iii) un arrêté conformément à l'article 4, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, ou, (iv) un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, §1, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ou conformément à l'article 13 bis, §2 et où l'accès sera contrôlé par un COVID Safe Ticket ou par des mesures supplémentaires ; »	Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19; (ii) nötigenfalls einem späteren Ministererlass, (iii) einer Entscheidung gemäß Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während einer epidemischen Notlage oder (iv) Einer ausführenden Kooperationsvereinbarung im Sinne von Artikel 92bis §1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen oder gemäß Artikel 13bis §2, wobei der Zugang auf der Grundlage eines COVID Safe Tickets oder auf der Grundlage zusätzlicher Maßnahmen geregelt wird;"
Artikel 3. § 1. In artikel 1, §1 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt het volgende lid ingevoegd: "21° aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet: dit betreft een limitatieve opsomming van aangelegenheden en voorzieningen waarbij het mogelijk is om gebruik te maken van het COVID Safe Ticket om de toegang tot deze aangelegenheid of voorzieningen te regelen. Deze aangelegenheden of	**Article 3.** § 1. A l'article 1 §1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, le paragraphe suivant est inséré : « 21° les établissements et facilités pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée : il s'agit d'une énumération exhaustive des événements et établissements où il est possible de faire usage du COVID Safe Ticket pour y réglementer l'accès. Ces événéménts ou établissements sont les suivants : 1° Établissements de l'Horeca : tout lieu ou local	**Artikel 3.** § 1. In Artikel 1 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird der folgende Absatz eingefügt: „21° Angelegenheiten und Einrichtungen, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann: Es handelt sich um eine abschließende Aufzählung von Angelegenheiten und Einrichtungen, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann um den Zugang zu diesen Angelegenheiten oder Einrichtungen zu regeln. Dabei handelt es sich um

voorzieningen zijn de volgende: 1° Voorzieningen van horeca-activiteiten: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de toegangsvoorwaarden, waar de belangrijkste en permanente activiteit bestaat uit het voorbereiden en/of aanbieden van maaltijden en/of dranken voor consumptie, al dan niet ter plaatse, en dit zelfs kosteloos, met name eet- en drinkgelegenheden; 2° Dancings en discotheken: een uitgaansgelegenheid die bestaat uit een of meerdere zalen waar hoofdzakelijk gedanst wordt op muziek~~;~~ 3° Sport- en fitnesscentra: elke entiteit die bij overeenkomst of krachtens haar statuten hoofdzakelijk tot doel heeft sportmanifestaties te organiseren of sport of fitnessactiviteiten; 4° Handelsbeurzen en congressen: eententoonstelling of samenkomst die georganiseerd wordt zodat bedrijven of organisaties meestal uit een specifieke industrie hun nieuwe producten en diensten kunnen tentoonstellen en demonstreren en/of een grootschalige bijeenkomst rond een bepaald thema, waar bijvoorbeeld leden van een bepaalde organisatie of sector aan deelnemen;	accessible au public, quelles que soient les conditions d'accès, dont l'activité principale et permanente consiste à préparer et/ou servir des repas et/ou des boissons pour consommation sur place ou non, en particulier les établissements de restauration et les débits de boissons ; 2° Dancings et discothèques : établissement de divertissement composé d'une ou plusieurs salles où l'activité principale est la danse sur de la musique ; 3° Centres de sport et de fitness : toute entité dont le but principal, par convention ou conformément à ses statuts, est d'organiser des manifestations sportives ou des activités sportives ou de fitness ; 4° Foires commerciales et congrès : sont une exposition ou congrès organisé pour que des entreprises ou des organisations, généralement d'un secteur spécifique, puissent exposer et démontrer leurs nouveaux produits et services et/ou une réunion à grande échelle autour d'un certain thème, à laquelle participent par exemple les membres d'une certaine organisation ou d'un certain secteur ; 5° établissements relevant des secteurs culturel, festif et récréatif : ces établissements sont définis plus précisément dans un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, § 1er, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;	die folgenden Bereiche oder Einrichtungen: 1° Gaststätten: alle der Öffentlichkeit zugänglichen Orte oder Räumlichkeiten, unabhängig von den Zugangsbedingungen, deren hauptsächliche und ständige Tätigkeit in der Zubereitung und/oder dem Anbieten von Speisen und/oder Getränken zum Verzehr an Ort und Stelle, auch unentgeltlich, besteht, insbesondere Speise- und Getränkebetriebe; 2° Diskotheken und Tanzlokale: ein Vergnügungslokal, das aus einem oder mehreren Sälen besteht, in denen hauptsächlich zu Musik getanzt wird~~;~~ 3° Sport- und Fitnesszentren: jede Einrichtung, deren Hauptzweck aufgrund einer Vereinbarung oder ihrer Satzung in der Organisation von Sportveranstaltungen oder Sport- und Fitnessaktivitäten besteht; 4° Messen und Kongresse: Es handelt sich um eine Ausstellung oder ein Treffen, das organisiert wird, damit Unternehmen oder Organisationen, die hauptsächlich aus einer bestimmten Branche stammen, ihre neuen Produkte und Dienstleistungen ausstellen und vorführen können, und/oder um eine groß angelegte Veranstaltung zu einem

5° Voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector: deze inrichtingen worden nader gedefinieerd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; 6° voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen: de ziekenhuizen, woonzorgcentra, revalidatiecentra, centrum voor kinderzorg en gezinsondersteuning (CKG), voorzieningen voor personen met een handicap, psychiatrische voorzieningen of voorzieningen voor mensen met een psychische aandoening;"	6° les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables : hôpitaux, centres de soins résidentiels, centres de réhabilitation, services d'accueil spécialisés de la petite enfance (SASPE), établissements pour personnes handicapées, les établissements psychiatriques ou les établissements pour personnes souffrant de troubles mentaux . »	bestimmten Thema, an der beispielsweise Mitglieder einer bestimmten Organisation oder eines Sektors teilnehmen; 5° Einrichtungen des Kultur-, Fest- und Freizeitsektors: Diese Einrichtungen werden in einer ausführenden Kooperationsvereinbarung im Sinne von Artikel 92bis, § 1, dritter Absatz, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur die Reform der Institutionen näher definiert; 6° Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen: Krankenhäuser, Pflegeheime, Rehabilitationszentren, Zentren für Kinderbetreuung und Familienhilfe (ZKF), Einrichtungen für Menschen mit Behinderungen, psychiatrische Einrichtungen oder Einrichtungen für Menschen mit psychischen Erkrankungen;"
§ 2. In artikel 1, §1 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt het volgende lid ingevoegd:	§ 2. A l'article 1, §1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, le paragraphe suivant est inséré :	§ 2. In Artikel 1 Absatz 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird der folgende Absatz eingefügt:
"22° bezoekers: zijnde bezoekers van massa-evenementen en proef- en pilootprojecten, bezoekers van voorzieningen van horeca activiteiten, bezoekers van dancings en discotheken, bezoekers van sport en fitnessclubs,	« 22° visiteurs : à savoir les visiteurs d'événements de masse et d'expériences et projets pilotes, les visiteurs d'établissements de de l'Horeca, les visiteurs de dancings et de discothèques, les visiteurs de clubs de sport et de	„22. Besucher: Besucher von Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten, Besucher von gastronomischen Einrichtungen, Besucher von Tanzlokalen und Diskotheken, Besucher

bezoekers en standhouders van congressen en handelsbeurzen, bezoekers van voorzieningen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector of bezoekers van voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen.”	fitness, les visiteurs et exposants de congrès et de foires commerciales, les visiteurs d’établissements appartenant au secteur culturel, festif et récréatif ou les visiteurs d’établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables. »	von Sport- und Fitnessclubs, Besucher und Aussteller von Kongressen und Messen, Besucher von Einrichtungen des Kultur-, Fest- und Freizeitsektors oder Besucher von Einrichtungen zur stationären Betreuung hilfsbedürftiger Personen.“
Artikel 4. §1. In Titel I. Algemeen van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidende: “**Art. 2bis.** §1. Zolang er geen epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, dient het gebruik van het COVID Safe Ticket voor bezoekers van aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet van 1 oktober 2021 tot en met 31 oktober 2021 in het licht van de te rechtvaardigen epidemiologische omstandigheden, met inachtneming en onder rechtvaardiging van het proportionaliteitsbeginsel, uitdrukkelijk te worden voorzien in een decreet of ordonnantie van een gefedereerde entiteit. De bevoegde gefedereerde	**Article 4.** §1. Au titre I. Généralités de l’accord de coopération du 14 juillet 2021, il est inséré un nouvel article 2 bis libellé comme suit : « **Art. 2bis.** §1. Tant qu’aucune situation d’urgence épidémique n’a été déclarée conformément à l’article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d’une situation d’urgence épidémique, l’utilisation du COVID Safe Ticket pour les visiteurs des événements et établissements pour lesquels l’utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée du 1er octobre 2021 au 31 octobre 2021 au vu des circonstances épidémiologiques à justifier, tout en respectant et justifiant le principe de proportionnalité, doit être explicitement prévue par un décret ou une ordonnance d’une entité fédérée. L’entité fédérée compétente devra rendre applicable les articles concernant le cadre	**Artikel 4.** §1. In Titel I. Allgemeines des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird ein neuer Artikel 2a mit folgendem Wortlaut eingefügt: „**Art. 2bis.** § 1. Solange kein epidemischer Notstand gemäß Artikel 3, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen bei epidemischem Notstand ausgerufen wird, muss ein Dekret oder eine Verordnung einer föderierten Teilgebiet ausdrücklich die Verwendung des COVID Safe Tickets durch Besucher von Angelegenheiten und Einrichtungen vorsehen, für die die Verwendung des COVID Safe Tickets vom 1. Oktober 2021 bis zum 31. Oktober 2021 unter Berücksichtigung der zu rechtfertigenden epidemiologischen Umstände und unter Beachtung und Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit, genutzt werden kann. Das

entiteit zal de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten, toepasselijk dienen te maken overeenkomst artikel 13bis.	juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique conformément à l'article 13bis.	zuständige föderierte Teilgebiet muss die Artikel, die sich auf den rechtlichen Rahmen des COVID Safe Tickets beziehen oder diesen rechtlichen Rahmen festlegen, gemäß Artikel 13a anwendbar machen.
§2. Zolang er geen epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, dient het gebruik van het COVID Safe Ticket voor bezoekers van (i) massa-evenementen en proef-en pilootprojecten en (ii) aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet na 31 oktober 2021 uitdrukkelijk te worden voorzien in een decreet of ordonnantie van een gefedereerde entiteit. De bevoegde gefedereerde entiteit zal de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten, toepasselijk dienen te maken overeenkomst artikel 13bis en dit met als uiterste datum de buitenwerkingtreding van de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID	§ 2. Tant qu'aucune urgence épidémique n'a été déclarée conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les visiteurs (i) des événements de masse et des expériences et projets pilotes et (ii) les événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée après le 31 octobre 2021 doit être explicitement prévue dans un décret ou une ordonnance d'une entité fédérée. L'entité fédérée compétente devra rendre applicable les articles concernant le cadre juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique conformément à l'article 13bis et ce à la date limite de l'entrée en vigueur des articles concernant le cadre juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique, à savoir le 30 juin 2022 (expiration du Règlement relatif au certificat COVID	§ 2. Solange keine epidemische Notlage gemäß Artikel 3, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen während einer epidemischen Notlage ausgerufen wurde, muss die Nutzung des COVID Safe Tickets für Besucher von (i) Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten und (ii) Angelegenheiten und Einrichtungen, für die die Nutzung des COVID Safe Ticket nach dem 31. Oktober 2021 genutzt werden kann, ausdrücklich in einem Dekret oder einer Verordnung einer föderierten Teilgebiet vorgesehen werden. Die zuständige föderierte Einrichtung muss die Artikel, die den Rechtsrahmen des COVID Safe Tickets betreffen oder diesen Rechtsrahmen festlegen, gemäß Artikel 13a anwendbar machen, und zwar bis zum Inkrafttreten der Artikel, die den Rechtsrahmen des COVID Safe Tickets

Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten, met name 30 juni 2022 (buitenwerkingtreding van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen.	numérique de l'UE et Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers).	betreffen oder diesen Rechtsrahmen festlegen, d. h. bis zum 30. Juni 2022 (Inkrafttreten der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate und der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate für Drittstaatsangehörige).
§3. Van zodra een epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, worden de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten, terug van toepassing. De concrete modaliteiten rond het gebruik van het COVID Safe Ticket voor bezoekers van (i) massa-evenementen en proef-en pilootprojecten en (ii) aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet door de partijen bij dit samenwerkingsakkoord bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, §1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en mits het	§3. Dès qu'une urgence épidémique est déclarée conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, les articles relatifs au cadre juridique du COVID Safe Ticket ou expliquant ce cadre juridique redeviennent applicables. Les modalités concrètes d'utilisation du COVID Safe Ticket pour les visiteurs (i) d'événements de masse et d'expériences et projets pilotes, et (ii) les événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée, peuvent être déterminées par les parties à cet accord de coopération dans un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, §1er, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et à condition que l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les visiteurs des événements	§ 3. Sobald der Seuchennotstand gemäß Artikel 3, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen im Seuchennotstand ausgerufen wird, finden die Artikel, die den rechtlichen Rahmen des COVID Safe Ticket betreffen oder diesen rechtlichen Rahmen erläutern, wieder Anwendung. Die konkreten Modalitäten für die Nutzung des COVID Safe Tickets für Besucher von (i) Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten und (ii) Angelegenheiten und Einrichtungen, für die das COVID Safe Ticket genutzt werden kann, werden von den Parteien dieser Kooperationsvereinbarung in einer Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Sinne von Artikel 92bis, §1, dritter Absatz festgelegt, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform

gebruik van het COVID Safe Ticket voor bezoekers van aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet op grond van epidemiologische omstandigheden kan worden gerechtvaardigd per groep van aangelegenheid of voorziening zoals opgelijs in artikel 1, §1, 21° van dit samenwerkingsakkoord.”	et établissements pour lesquels l’utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée puisse être justifiée sur la base de circonstances épidémiologiques par groupe d’événements et d’établissements tels que cités à l’article 1, §1, 21° du présent accord de coopération. »	der Institutionen und unter der Bedingung, dass die Verwendung des COVID Safe Tickets für Besucher von Angelegenheiten und Einrichtungen, für die die Verwendung des COVID Safe Tickets möglich ist, auf der Grundlage epidemiologischer Umstände pro Gruppe von Angelegenheiten oder Einrichtungen im Sinne von Artikel 1, §1, Punkt 21 dieser Kooperationsvereinbarung gerechtfertigt werden kann.“
Artikel 5. Artikel 12 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	**Article 5.** L’article 12 de l’accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	**Artikel 5.** Artikel 12 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
“§ 1. In afwijking van hetgeen bepaald in artikel 10 voor wat betreft de bezoekers van (i) massa-evenementen of proef- en pilootprojecten en (ii) aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet en voor zover voldaan is aan de voorwaarden van artikel 2bis en artikel 13bis en 13ter, beoogt de verwerking van persoonsgegevens van het digitaal EU-COVID-certificaat het lezen en, desgevallend, het genereren van het COVID Safe Ticket middels de CST-module van de COVIDScan-applicatie,	« § 1. Par dérogation aux dispositions de l’article 10 en ce qui concerne les visiteurs (i) des événements de masse ou des expériences et projets pilotes et (ii) des événements et établissements pour lesquels l’utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée et dans la mesure où les conditions de l’article 2a et des articles 13bis et 13ter sont remplies, le traitement des données personnelles du certificat COVID numérique de l’UE a pour but de lire et, le cas échéant, de générer le COVID Safe Ticket via le module CST de l’application COVIDScan, afin de contrôler et vérifier les éléments suivants : 1° si le titulaire du certificat COVID	„§1. Abweichend von den Bestimmungen des Artikels 10 in Bezug auf Besucher von (i) Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten und (ii) Angelegenheiten und Einrichtungen, für die die Verwendung des COVID Safe Tickets in Anspruch genommen werden kann, und sofern die Bedingungen des Artikels 2a sowie der Artikel 13a und 13b erfüllt sind, bezweckt die Verarbeitung der personenbezogenen Daten des digitalen EU-COVID-Zertifikats, das COVID Safe Ticket über das CST-Modul der COVIDScan-Anwendung zu lesen und ggf. zu generieren, um

teneinde het volgende te controleren en verifiëren: 1° het feit of de houder van het digitaal EU-COVID-certificaat voldoet aan de voorwaarden om toegang te verkrijgen tot een massa-evenement of proef- en pilootproject of de aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet; 2° aan de hand van een identiteitsbewijs, de identiteit van de houder van een digitaal EU-COVID-certificaat. Het COVID Safe Ticket kan ofwel door de gebruiker gegeneerd worden op de COVIDSafe-applicatie, ofwel op de COVIDScan-applicatie door het digitaal EU-COVID-certificaat te lezen.	numérique de l'UE remplit les conditions d'accès à un événement de masse ou à une expérience et un projet pilote ou aux événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée ; 2° l'identité du titulaire d'un certificat COVID numérique de l'UE au moyen d'un document d'identité. Le COVID Safe Ticket peut être généré soit par l'utilisateur sur l'application COVIDSafe, soit sur l'application COVIDScan par lecture du certificat COVID numérique de l'UE.	Folgendes zu überprüfen und zu verifizieren: 1. die Tatsache, ob der Inhaber des digitalen EU-COVID-Zertifikats die Bedingungen für den Zugang zu einer Massenveranstaltung oder eines Test- oder Pilotprojekts oder der Angelegenheiten und Einrichtungen, für die die Verwendung des COVID Safe Ticket genutzt werden kann, erfüllt; 2. anhand eines Ausweises die Identität des Inhabers eines digitalen EU-COVID-Zertifikats. Das COVID Safe Ticket kann entweder vom Benutzer in der Anwendung COVIDSafe oder in der Anwendung COVIDScan durch Einlesen des digitalen EU-COVID-Zertifikats erstellt werden.
§ 2. De organisatoren, directies en uitbaters van aangelegenheden en voorzieningen waar de mogelijkheid wordt voorzien om gebruik te maken van het COVID Safe Ticket voor bezoekers, bij hoofde van de personen bedoeld in artikel 13, § 3 van dit samenwerkingsakkoord, kunnen ofwel (i) het digitaal EU-COVID-certificaat in digitale vorm of op papier ofwel (ii) het door de gebruiker gegenereerde COVID Safe	§ 2. Les organisateurs, gestionnaires et exploitants des événements et établissements où la possibilité d'utiliser le COVID Safe Ticket pour les visiteurs est offerte, y compris les personnes visées à l'article 13, § 3 du présent Accord de coopération, peuvent soit (i) lire le certificat COVID numérique de l'UE sous forme numérique ou papier, soit (ii) lire le COVID Safe Ticket	§ 2. Die Organisatoren, Manager und Betreiber von Angelegenheiten und Einrichtungen, bei denen die Möglichkeit der Nutzung des COVID Safe Tickets für Besucher vorgesehen ist, einschließlich der in Artikel 13, § 3 dieser Kooperationsvereinbarung genannten Personen, können entweder (i) das digitale EU-COVID-Zertifikat in digitaler oder Papierform lesen oder (ii) das vom Benutzer erstellte COVID Safe Ticket in der

Ticket op de COVIDSafe-applicatie inlezen. Voornoemde organisatoren en uitbaters zijn niet verplicht het digitaal EU-COVID-certificaat in te lezen, tenzij: 1° de omvang van het massa-evenement of het proef- en pilootproject aanleiding geeft tot het verplicht gebruik van het COVID Safe Ticket in overeenstemming met het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende de maatregelen van bestuurlijke politie om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken of desgevallend een opvolgend ministerieel besluit, een besluit overeenkomstig artikel 4, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie of een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, §1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of overeenkomstig artikel 13bis, §2; 2° anders bepaald in een decreet of een ordonnantie van een gefedereerde entiteit op grond van artikel 2bis §§1 en 2,	généré par l'utilisateur sur l'application COVIDSafe. Les organisateurs et opérateurs susmentionnés ne sont pas obligés de lire le certificat COVID numérique de l'UE, sauf si : 1° l'ampleur de l'événement de masse ou de l'expérience et du projet pilote donne lieu à l'utilisation obligatoire du COVID Safe Ticket conformément à l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant les mesures à prendre par la police administrative pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou, le cas échéant, à un accord de coopération consécutif, un arrêté conformément à l'article 4, §1er de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'un situation d'urgence épidémique ou un accord de collaboration d'exécution tel que visé à l'article 92bis, §1, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ou conformément à l'article 13bis, §2 ; 2° autrement prévu par un décret ou une ordonnance d'une entité fédérée en application de l'article 2, bis, §§1 et 2, l'article 13bis et l'article 13ter. 3° en vertu de l'article 2bis, §3, si une urgence	COVIDSafe-Anwendung lesen. Die oben genannten Organisatoren und Betreiber sind nicht verpflichtet, die digitale EU-COVID-Bescheinigung zu lesen, es sei denn: 1. dass das Ausmaß der Massenveranstaltung oder des Test- oder Pilotprojekts die obligatorische Verwendung des COVID Safe Tickets gemäß dem Ministerialerlass vom 28. Oktober 2020 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 oder gegebenenfalls einem nachfolgenden Ministerialerlass, einem Erlass gemäß Artikel 4, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen während eines epidemischen Notfalls zur Folge hat, oder eine ausführende Kooperationsvereinbarung im Sinne von Artikel 92bis, §1, dritter Absatz, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen oder gemäß Artikel 13bis, §2; 2. Anderslautendes in einem Dekret oder einer Verordnung einer föderierten Körperschaft nach Artikel 2bis §§ 1 und

artikel 13bis en artikel 13 ter; 3° op grond van artikel 2bis, §3, indien een epidemische noodsituatie wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie ; Het lezen en, desgevallend, het generen van het COVID Safe Ticket middels de COVIDScan-applicatie dient voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 12 en 13 van dit samenwerkingsakkoord verplicht te gebeuren middels de CST-module van deze applicatie. Indien het resultaat van de lezing in § 1 negatief is of de identiteit van de houder niet kan worden geverifieerd of bevestigd, dient men de houder de toegang tot het massa-evenement, proef- en pilootproject of aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet te weigeren, tenzij de houder bijkomende maatregelen ondergaat zoals bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot	épidémique est déclarée conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative en cas d'urgence épidémique ; La lecture et, le cas échéant, la génération du COVID Safe Ticket au moyen de l'application COVIDScan doivent, pour les finalités de traitement telles que spécifiées aux articles 12 et 13 du présent Accord de coopération, être effectuées au moyen du module CST de cette application. Si le résultat de la lecture du § 1er est négatif ou si l'identité du titulaire ne peut être vérifiée ou confirmée, le titulaire doit se voir refuser l'accès à l'événement de masse, à l'expérience et au projet pilote ou aux événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée, à moins que le titulaire ne soit soumis à des mesures supplémentaires telles que spécifiées dans un accord de coopération d'exécution visé à l'article 92bis, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.	2, Artikel 13bis und Artikel 13b vorgesehen ist; 3. gemäß Artikel 2bis, §3, wenn der epidemische Notstand gemäß Artikel 3, §1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen bei epidemischem Notstand ausgerufen wird; Das Auslesen und gegebenenfalls die Erstellung des COVID Safe Tickets mit Hilfe der Anwendung COVIDScan muss für die in den Artikeln 12 und 13 dieses Zusammenarbeitsabkommens genannten Verarbeitungszwecke mit dem CST-Modul dieser Anwendung erfolgen. Ist das Ergebnis der Ablesung gemäß § 1 negativ oder kann die Identität des Inhabers nicht überprüft oder bestätigt werden, muss dem Inhaber der Zugang zu der Massenveranstaltung, dem Test- oder Pilotprojekt oder den Angelegenheiten und Einrichtungen, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann, verweigert werden, es sei denn, der Inhaber wird zusätzlichen Maßnahmen unterworfen, die in einer ausführenden Kooperationsvereinbarung gemäß Artikel 92bis, § 1, Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehen sind.

hervorming der instellingen.		
§ 3. Met uitzondering van hetgeen bepaald in artikel 10 van dit samenwerkingsakkoord, worden de categorieën van persoonsgegevens in de certificaten, zoals bepaald in artikel 1, § 1, 5°, 6° en 7° en § 2, 2° van dit samenwerkingsakkoord, uitsluitend verwerkt met het oog op het regelen van de toegang voor bezoekers tot proef -en pilootprojecten, massa-evenementen of aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet en de verificatie van de op het COVID Safe Ticket getoonde gegevens. De gegevens worden maar verwerkt voor zover het gebruik van het COVID Safe Ticket actief wordt toegepast ofwel op grond van dit samenwerkingsakkoord ofwel op grond van een decreet of ordonnantie.	§3. A l'exception des dispositions de l'article 10 du présent accord de coopération, les catégories de données à caractère personnel figurant dans les certificats tels que définis à l'article 1, § 1, 5°, 6° et 7° et § 2, 2° du présent accord de coopération ne sont traitées que pour régler l'accès des visiteurs aux expériences et projets pilotes, aux événements de masse ou aux établissements et facilités pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée, et la vérification des données figurant sur le COVID Safe Ticket. Les données ne seront traitées que dans la mesure où l'utilisation du COVID Safe Ticket est activement appliquée, soit en vertu de cet accord de coopération, soit en vertu d'un décret ou d'une ordonnance.	§ 3. Mit Ausnahme der Bestimmungen in Artikel 10 dieses Zusammenarbeitsabkommens werden die Kategorien personenbezogener Daten in den Zertifikaten gemäß Artikel 1, § 1, Punkt 5, 6 und 7 und § 2, Punkt 2 dieses Zusammenarbeitsabkommens nur verarbeitet, um den Zugang von Besuchern zu Test- und Pilotprojekten, Massenveranstaltungen oder Angelegenheiten und Einrichtungen zu regeln, für die die Verwendung des COVID Safe Tickets genutzt werden kann, sowie zur Überprüfung der auf dem COVID Safe Ticket angegebenen Daten zu ermöglichen. Die Daten werden nur insoweit verarbeitet, als die Nutzung des COVID Safe Tickets entweder aufgrund dieser Kooperationsvereinbarung oder aufgrund eines Erlasses oder einer Verordnung aktiv angewendet wird.
§ 4. De verwerking waarbij het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde COVID Safe Ticket wordt gelezen teneinde de toegang tot massa-evenementen, proef- en pilootprojecten of aangelegenheden en	§ 4. Le traitement impliquant la lecture du certificat COVID numérique de l'UE ou du COVID Safe Ticket généré par le titulaire afin de réglementer l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes ou aux	§ 4. Die Verarbeitung, bei der das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte COVID Safe Ticket gelesen wird, um den Zugang zu Massenveranstaltungen, Pilotprojekten oder Einrichtungen für die

voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen te regelen, is maar rechtmatig voor houders van een digitaal EU-COVID-certificaat met de leeftijd van 12 en ouder, zonder dat hierdoor de toegang tot het massa-evenement, proef-en pilootproject of voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen kan worden ontzegd aan personen onder de 12 jaar.”	établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables , n’est licite que pour les détenteurs d’un certificat COVID numérique de l’UE âgés de 12 ans et plus, sans pouvoir refuser aux personnes de moins de 12 ans l’accès aux événements de masse, à un expérience et projet pilote ou aux établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables . »	stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen zu regeln ist nur für Inhaber eines digitalen EU-COVID-Zertifikats ab 12 Jahren rechtmäßig, ohne die Möglichkeit, Personen unter 12 Jahren den Zugang zu der Massenveranstaltung, dem Pilotprojekt oder den Angelegenheiten und Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen zu verweigern.
§ 5. Met uitsluiting van voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen, is de verwerking waarbij het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde COVID Safe Ticket wordt gelezen teneinde de toegang tot aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet te regelen, maar rechtmatig voor houders van een digitaal EU-COVID-certificaat met de leeftijd van 16 en ouder, zonder dat hierdoor de toegang tot de aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet kan worden ontzegd aan personen onder de 16 jaar.”	§ 5. À l’exception des établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables, le traitement impliquant la lecture du certificat COVID numérique de l’UE ou du COVID Safe Ticket généré par le titulaire afin de réglementer l’accès aux les établissements et facilités pour lesquels l’utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée , n’est licite que pour les détenteurs d’un certificat COVID numérique de l’UE âgés de 16 ans et plus, sans pouvoir refuser aux personnes de moins de 16 ans l’accès aux aux les établissements et facilités pour lesquels l’utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée.»	§ 5. Mit Ausnahme von Betreuungseinrichtungen für schutzbedürftige Personen, ist die Verarbeitung, die das Auslesen des digitale EU-COVID-Zertifikat oder des vom Inhaber generierten COVID Safe Ticket beinhaltet, um den Zugang zu Angelegenheiten und Einrichtungen zu regeln, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann, nur für Inhaber eines digitale EU-COVID-Zertifikat ab 16 Jahren rechtmäßig, ohne die Möglichkeit, Personen unter 16 Jahren den Zugang zu Angelegenheiten und Einrichtungen hindern, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann zu verweigern.“

Artikel 6. De paragrafen §§2, 3, 5 en 6 van artikel 13 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 worden als volgt gewijzigd:	**Article 6.** Les paragraphes §§2, 3, 5 et 6 de l'article 13 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 sont modifiés comme suit :	**Artikel 6.** Die Absätze 2, 3, 5 und 6 von Artikel 13 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 werden wie folgt geändert:
"§ 2. Het COVID Safe Ticket bevat en geeft slechts volgende gegevens weer: 1° de aanduiding of de houder, in zijn hoedanigheid van bezoeker van een massa-evenement, een proef- en pilootproject of aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet, de toegang tot het massa-evenement, proef- en pilootproject of de aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezetmag worden toegestaan of dient te worden geweigerd; 2° identiteitsgegevens van de houder, namelijk de naam en voornaam; 3° de geldigheidsduur van het COVID Safe Ticket.	« § 2. Le COVID Safe Ticket ne contient et n'affiche que les données suivantes : 1° l'indication si l'accès à l'événement de masse, à l' expérience et au projet pilote ou aux événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée, peut être autorisé ou doit être refusé au titulaire, en sa qualité de visiteur d'un événement de masse, d'une expérience et un projet pilote ou d'événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée ; 2° les données d'identité du titulaire, à savoir le nom et le prénom ; 3° la durée de validité du COVID Safe Ticket.	„§ 2. Das COVID Safe Ticket enthält und zeigt nur die folgenden Informationen an: 1. die Angabe, ob dem Inhaber in seiner Eigenschaft als Besucher einer Massenveranstaltung, eines Test- oder Pilotprojekts oder von Angelegenheiten und Einrichtungen, bei denen die Verwendung des COVID Safe Tickets eingesetzt werden kann, der Zugang zu der Massenveranstaltung, dem Test- oder Pilotprojekt oder den Angelegenheiten und Einrichtungen, bei denen die Verwendung des COVID Safe Tickets eingesetzt werden kann, gestattet oder verweigert werden muss; 2. Angaben zur Identität des Inhabers, d.h. Nachname und Vorname; 3. die Gültigkeitsdauer des COVID Safe Tickets.
§ 3. Voor de in artikel 12 bepaalde doeleinden, mag het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde COVID Safe Ticket	§ 3. Pour les finalités définies à l'article 12, le certificat COVID numérique de l'UE ou le COVID Safe Ticket généré par le titulaire ne	§ 3. Für die in Artikel 12 genannten Zwecke darf die digitale EU-COVID-Bescheinigung oder das vom Inhaber erstellte COVID Safe Ticket nur

uitsluitend worden gelezen door middel van de CST-module van het COVIDScan-applicatie zoals bedoeld in artikel 17 alsook het identiteitsbewijs worden gevraagd tot nazicht overeenkomstig artikel 12, §1 en dit door de volgende personen: 1° de personen die instaan voor de toegangscontrole van het massa-evenement; 2° de personen die instaan voor de toegangscontrole van het proef- en pilootproject; 3° de personen die instaan voor de toegangscontrole van het congres of handelsbeurs van inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke en recreatieve sector; 4° bij gebreke aan dee personen zoals vermeld in 3° de uitbater en directies van aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet en diens personeel voor zover deze op limitatieve wijze worden ingezet en belast met de controle van het COVID Safe Ticket; 5° het personeel van een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst zoals bedoeld in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.	peut être lu exclusivement qu'au moyen du module CST de l'application COVIDScan telle que visée à l'article 17, et ce par les personnes suivantes : 1° les personnes chargées du contrôle d'accès à l'événement de masse ; 2° les personnes chargées du contrôle d'accès à l'expérience et au projet pilote ; 3° les personnes chargées du contrôle d'accès au congrès ou au salon d'établissements appartenant au secteur culturel, festif et récréatif ; 4° à défaut des personnes visées au 3°, les gestionnaires et directeurs des événemtnts et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée, ainsi que leur personnel dans la mesure où il est déployé sur une base exclusive et chargé du contrôle du COVID Safe Ticket; 5° le personnel d'une entreprise de surveillance ou d'un service de surveillance interne tel que visé dans la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.	mit Hilfe des CST-Moduls der COVIDScan-Anwendung gemäß Artikel 17 gelesen werden, und der Identitätsnachweis kann von den folgenden Personen zur Überprüfung gemäß Artikel 12 Absatz 1 angefordert werden: 1. den mit der Zugangskontrolle zur Massenveranstaltung beauftragten Personen; 2. den Personen, die für die Zugangskontrolle des Test- oder Pilotprojekts zuständig sind; 3. den mit der Zugangskontrolle zum Kongress oder zur Messe beauftragten Personen von Einrichtungen, die dem Kultur-, Fest- und Freizeitsektor angehören; 4. wenn es keine Personen im Sinne von Punkt 3 gibt, dem Leiter und der Verwaltung der Angelegenheiten und Einrichtungen, für die die Nutzung des COVID Safe Tickets in Anspruch genommen werden kann, und sein Personal, soweit sie in erschöpfender Weise genutzt werden und mit der Kontrolle des COVID Safe Tickets beauftragt sind; 5. vom Personal eines privaten Sicherheitsunternehmens oder eines internen Sicherheitsdienstes im Sinne des Gesetzes vom 2. Oktober 2017 zur Regelung der privaten und besonderen Sicherheit.

§ 5. De voorwaarden waarbij toegang tot een massa-evenement, proef- en pilootproject of aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet, kan worden verkregen op basis van een digitaal EU-COVID-certificaat of op basis van andere maatregelen, op voorwaarde dat deze kunnen worden verantwoord in het kader van het algemeen belang op het gebied van de volksgezondheid en de bestrijding van de COVID-19 pandemie, met respect voor en justificatie van het principe van de proportionaliteit worden vastgelegd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of enig ander uitvoerend wettelijk instrument.	§ 5. Les conditions auxquelles l'accès à un événement de masse, à une expérience et un projet pilote ou aux événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée, peut être obtenu sur la base d'un certificat COVID numérique de l'UE ou sur base d'autres mesures, à condition qu'elles puissent être justifiées par l'intérêt public dans le domaine de la santé publique et de la lutte contre la pandémie de COVID-19, tout en respectant et justifiant le principe de proportionnalité, sont établies dans un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, §1, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ou tout autre instrument juridique d'exécution.	§ 5. Die Bedingungen, unter denen der Zugang zu einer Massenveranstaltung, einem Test- oder Pilotprojekt oder zu Angelegenheiten und Einrichtungen, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann, auf der Grundlage einer digitalen EU-COVID-Bescheinigung oder auf der Grundlage anderer Maßnahmen gewährt werden kann, sofern sie im öffentlichen Interesse im Bereich der öffentlichen Gesundheit und der Bekämpfung der COVID-19-Pandemie gerechtfertigt werden können, unter Wahrung und Rechtfertigung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit, in einer ausführenden Kooperationsvereinbarung im Sinne von Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen oder in einem anderen ausführenden Rechtsinstrument festgelegt sind.
§ 6. Het is de personen bedoeld in artikel 13, § 3 uitdrukkelijk verboden het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegeneerde COVID Safe Ticket teneinde het COVID Safe Ticket te lezen en desgevallend te genereren met een andere applicatie of module dan de CST	§ 6. Il est expressément interdit aux personnes visées à l'article 13, § 3, de lire le certificat COVID numérique de l'UE ou le COVID Safe Ticket généré par le titulaire aux fins de lire et, le cas échéant, de générer le COVID Safe Ticket avec une application ou un module autre que le	§ 6. Es ist den in Artikel 13, § 3 genannten Personen ausdrücklich untersagt, das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber erzeugte COVID Safe Ticket zu lesen, um das COVID Safe Ticket mit einer anderen Anwendung oder einem anderen Modul als dem CST-Modul der

module van de COVIDScan-applicatie. De organisatoren, directies en uitbaters zullen een lijst aanleggen van de personen bedoeld in artikel 13, § 3."	module CST de l'application COVIDScan. Les organisateurs, gestionnaires et exploitants établiront une liste de ces personnes visées à l'article 13, §3. »	COVIDScan-Anwendung zu lesen und zu erzeugen. Die Organisatoren, die Leitung und die Geschäftsführer erstellen eine Liste der in Artikel 13 § 3 genannten Personen."
Artikel 7. In Titel IV. COVID Safe Ticket van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidende:	**Article 7.** Dans le Titre IV. COVID Safe Ticket de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, il est inséré un article 13bis rédigé comme suit :	**Artikel 7.** In Titel IV. COVID Safe Ticket des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird ein Artikel 13a mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"**Art. 13bis.** § 1. Indien de lokale epidemiologische omstandigheden dit vereisen, en met respect voor en justificatie van het principe van de proportionaliteit, wordt de mogelijkheid geboden aan de gefedereerde entiteiten om vanaf 1 oktober 2021 en dit tot en met 31 oktober 2021 en voor zover dit gebeurt binnen hun bevoegdheid van preventieve gezondheidszorg het COVID Safe Ticket te gebruiken op het gehele of een gedeelte van het grondgebied waarvoor ze bevoegd zijn.	« **Art. 13bis.** §1. Lorsque les conditions épidémiologiques locales l'exigent, et tout en respectant et justifiant le principe de proportionnalité, les entités fédérées pourront se voir accorder la possibilité d'utiliser le COVID Safe Ticket à partir du 1er octobre 2021 et ce jusqu'au 31 octobre inclus, sous réserve que cela se fasse dans le cadre de leurs compétences respectives sur tout ou partie du territoire pour lequel elles sont compétentes.	„**Art. 13bis.** § 1. Wenn es die örtlichen epidemiologischen Gegebenheiten erfordern, unter Wahrung und Rechtfertigung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit, erhalten die föderierten Teilgebieten die Möglichkeit, das COVID Safe Ticket ab dem 1. Oktober 2021 bis einschließlich 31. Oktober 2021 zu verwenden, sofern dies im Rahmen ihrer Zuständigkeit für die Gesundheitsvorsorge in ihrem gesamten Hoheitsgebiet oder in Teilen davon geschieht.
§ 2. De bevoegde gefedereerde entiteit zal deze mogelijkheid enkel kunnen benutten middels zij daartoe een decreet of ordonnantie aanneemt dat betrekking heeft op de artikelen die betrekking hebben op het wettelijk kader rond het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader uiteenzetten en voor	§ 2. L'entité fédérée compétente ne pourra utiliser cette faculté que si elle adopte un décret ou une ordonnance qui concerne le cadre des articles qui traitent ou expliquent le cadre juridique du COVID Safe Ticket et dans la mesure où l'utilisation du COVID Safe Ticket ne s'inscrit que	§ 2. Die zuständige föderierte Teilgebiet kann von dieser Möglichkeit nur dann Gebrauch machen, wenn sie ein entsprechendes Dekret oder eine entsprechende Verordnung erlässt, das/die sich auf die Artikel bezieht, die den rechtlichen Rahmen des COVID Safe Tickets

zover het gebruik van het COVID Safe Ticket enkel kadert in een uitbreiding van het materiële, territoriale en temporele toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket zoals voorzien in artikel 2bis, 12, 13, 13bis tot en met quater: 1° de aanduiding van de aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket wordt ingezet, zoals bepaald in artikel 1,§1, 21°; 2° het gebruik van het COVID Safe Ticket verplichten voor bezoekers van aangelegenheden en voorzieningen waarvoor het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden ingezet overeenkomstig artikel 2bis en artikel 13bis,§1, 1°. 3° het gebruik van het COVID Safe Ticket voor bezoekers van massa-evenementen en proef- en pilootprojecten verplichten ongeacht de omvang ervan, in afwijking van het geldende besluit houdende de maatregelen van bestuurlijke politie om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken of het geldende uitvoerend samenwerkingsakkoord, uitsluitend met de bedoeling strengere regels op te leggen;	dans le cadre d'une extension du champ d'application matériel, territorial et temporel du COVID Safe Ticket comme prévu aux articles 2bis, 12, 13, 13bis à quater : 1° la désignation des événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket est appliquée, tels que visés à l'article 1, §1, 21°. 2° imposer l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les visiteurs des événements et établissements pour lesquels l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être appliquée conformément à l'article 2bis et à l'article 13bis,§1, 1° ; 3° imposer l'utilisation du COVID Safe Ticket pour les visiteurs d'événements de masse et de projets pilotes, quelle que soit leur ampleur, en dérogation au décret en vigueur sur les mesures de police administrative visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou à l'accord de coopération d'exécution en vigueur, dans le seul but d'imposer des règles plus strictes ;	betreffen oder diesen rechtlichen Rahmen festlegen, und sofern die Verwendung des COVID Safe Tickets nur in eine Erweiterung des sachlichen, räumlichen und zeitlichen Anwendungsbereichs des COVID Safe Tickets fällt, wie in den Artikeln 2bis, 12, 13, 13bis bis einschließlich quater vorgesehen: 1. die Angabe der Gegenstände und Einrichtungen, für die die Nutzung des COVID Safe Tickets verwendet wird, wie in Artikel 1, §1, Punkt 21 vorgesehen; 2. die Verwendung des COVID Safe Tickets für Besucher von Angelegenheiten und Einrichtungen vorzuschreiben, für die die Verwendung des COVID Safe Tickets gemäß Artikel 2bis und Artikel 13bis, §1, Punkt 1 verwendet werden kann. 3. die Verwendung des COVID Safe Tickets für Besucher von Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten, unabhängig von ihrer Größe, in Abweichung von der geltenden Verordnung über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen zur Eindämmung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 oder der geltenden ausführenden

		Kooperationsvereinbarung, ausschließlich zum Zwecke der Durchsetzung strengerer Vorschriften, vorzuschreiben;
§ 3. Indien de lokale epidemiologische omstandigheden dit vereisen, wordt aan de burgemeesters en gouverneurs, elk voor het eigen grondgebied voor de periode van 1 oktober 2021 tot en met 31 oktober 2021, binnen hun respectievelijke bevoegdheden en binnen het kader van de bepalingen betreffende het COVID Safe Ticket in dit samenwerkingsakkoord, op basis van de hen toegekende bevoegdheden op grond van de artikelen 134 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 11 van de Wet op het politieambt, de mogelijkheid geboden strengere bijzondere modaliteiten betreffende de organisatie en de te nemen veiligheidsmaatregelen enkel met betrekking tot massa-evenementen en proef-en pilootprojecten vast te stellen dan hetgeen bepaald in het besluit bedoeld in artikel 1, §1, 11°. De maatregelen die door burgemeester of gouverneur kan worden genomen betreffen hier enkel voor wat betreft de massa-evenementen en de proef-en pilootprojecten (i) de vermindering van de minimumgrens van aantal	§ 3. Si les circonstances épidémiologiques locales l'exigent, les bourgmestres et gouverneurs, chacun pour son territoire pour la période du 1er octobre 2021 au 31 octobre 2021, dans le cadre de leurs compétences respectives et dans le cadre des dispositions relatives au COVID Safe Ticket de cet accord de coopération, se voient offrir la possibilité de prevoir des modalités particulières plus strictes concernant l'organisation du COVID Safe Ticket, sur la base des pouvoirs qui leur sont conférés par les articles 134 et 135 de la Nouvelle Loi Communale et l'article 11 de la loi sur la fonction de police, la possibilité d'établir des modalités particulières plus strictes, concernant uniquement l'organisation et les mesures de sécurité à prendre à l'égard des événements de masse et des expériences et projets pilotes, autres que celles prévues dans la décision visée à l'article 1er, §1, 11°. Les mesures qui peuvent être prises par le bourgmestre ou le gouverneur concernent ici uniquement, pour ce qui est des événements de masse et des expériences et projets pilotes, (i) la réduction du nombre	§ 3. Wenn es die örtlichen epidemiologischen Gegebenheiten erfordern, wird den Bürgermeistern und Gouverneuren jeweils für ihr eigenes Hoheitsgebiet für den Zeitraum vom 1. Oktober 2021 bis zum 31. Oktober 2021 im Rahmen der Bestimmungen über das COVID Safe Ticket in dieser Kooperationsvereinbarung, auf der Grundlage der Befugnisse, die ihnen auf der Grundlage der Artikel 134 und 135 des Gesetzes über die neuen Gemeinden und des Artikels 11 des Gesetzes über den Polizeidienst eingeräumt werden, die Möglichkeit geboten, strengere Sonderregelungen hinsichtlich der Organisation und der Sicherheitsmaßnahmen festzulegen, die ausschließlich für Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekte zu treffen sind, als in dem in Artikel 1 § 1 Nr. 11 genannten Beschluss vorgesehen sind. Die Maßnahmen, die der Bürgermeister oder der Gouverneur ergreifen kann, betreffen nur Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekte, und zwar (i) die Herabsetzung der

bezoekers voor een massa-evenement of proef-en pilootproject of (ii) het verplicht maken van het COVID Safe Ticket voor een welbepaald massa-evenement of proef-en pilootproject. Daartoe kunnen de burgemeesters en gouverneurs pas overgaan, na overleg met en het verkrijgen van de instemming van de bevoegde federale entiteit in functie van de beoogde modaliteit.	minimum de visiteurs pour un événement de masse ou une expérience et un un projet pilote ou (ii) l'imposition du COVID Safe Ticket lors d'un événement de masse ou un événement et un projet pilote spécfique. Les bourgmestres et gouverneurs ne peuvent le faire qu'après avoir consulté et obtenu le consentement d'entité fédéral compétent, selon le mode envisagé.	Mindestbesucherzahl für eine Massenveranstaltung oder ein Test- oder Pilotprojekt oder (ii) die obligatorische Durchführung einer bestimmten Massenveranstaltung oder eines Test- oder Pilotprojekts. Die Bürgermeister und Gouverneure dürfen dies nur nach Anhörung und mit Zustimmung des zuständigen föderalen Ministers tun, je nachdem, welche Modalität vorgesehen ist.
§ 4. De maatregelen en bijzondere modaliteiten die conform de §§1 tot en met 3 van dit artikel worden vastgesteld, mogen niet van die aard zijn dat zij in strijd zijn met de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen en dienen in overeenstemming te zijn met het of meerdere geldende uitvoerende samenwerkingsakkoorden.	§ 4. Les mesures, conditions et modalités particulières adoptées conformément à la délégation de pouvoir prévue aux §§ 1 à 3 du présent article ne sont pas en contradiction avec le Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE et le Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers, et doivent être conformes aux accords de coopération d'exécution en vigueur.	§ 4. Die gemäß den §§ 1 bis 3 dieses Artikels erlassenen Maßnahmen und besonderen Modalitäten dürfen nicht im Widerspruch zu der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate und der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate für Drittstaatsangehörige stehen und müssen mit der oder mehreren geltenden ausführenden Kooperationsvereinbarung en im Einklang stehen.
§ 5. De lokale epidemiologische omstandigheden zoals bedoeld in §§1 tot en met 3 zullen voorafgaand worden geëvalueerd door de Risk Assessment Group (RAG) zoals bedoeld in artikel 7, §1, van het protocolakkoord van 5 november 2018 tussen de Federale Overheid en de	§ 5. Les conditions épidémiologiques locales visées aux §§1 à 3 seront évaluées par le Risk Assessment Group (RAG) tel que visé à l'article 7, §1, du protocole d'accord du 5 novembre 2018 entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, établissant	§ 5. Die in den §§ 1 bis 3 genannten lokalen epidemiologischen Bedingungen werden vorab von der Risikobewertungsgruppe (RAG) gemäß Artikel 7 § 1 der Protokollvereinbarung vom 5. November 2018 zwischen der Föderalen Regierung und den in den

overheden bedoeld in artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet, tot vaststelling van de generische structuren voor het sectoraal gezondheidsbeheer van crisissen voor de volksgezondheid en hun werkwijze voor de toepassing van het Internationaal Gezondheidsreglement (2005), en Besluit nr. 1082/2013/EU over ernstige grensoverschreidende bedreigingen van de gezondheid. Pas na advies van de RAG en voor zover voldaan wordt aan de andere bepalingen van artikel 13bis of, desgevallend, artikel 13ter, zullen de respectievelijke gefedereerde entiteiten, burgemeesters of gouverneurs kunnen de epidemiologische omstandigheden in overweging worden genomen om het toepassingsgebied van het COVID Safe Ticket in een deelstaat of lokaal uit te breiden of het gebruik te verstrengen overeenkomstig de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord.	les structures génériques pour la gestion sectorielle santé des crises de santé publique et leur mode de fonctionnement pour l'application du Règlement Sanitaire International (2005), et la Décision n° 1082/2013/UE relative aux menaces transfrontières graves sur la santé. Ce n'est qu'après l'avis du RAG et pour autant que les autres dispositions de l'article 13bis, ou, le cas échéant, l'article 13ter, soient respectées, que les entités fédérées, les bourgmestres ou les gouverneurs respectifs peuvent envisager d'étendre le champ d'application du COVID Safe Ticket dans un état ou une localité, ou de renforcer son utilisation conformément aux dispositions du présent accord de coopération.	Artikeln 128, 130 und 135 der Verfassung genannten Behörden zur Festlegung der allgemeinen Strukturen für das sektorale Gesundheitsmanagement bei Krisen im Bereich der öffentlichen Gesundheit und ihrer Arbeitsweise zur Anwendung der Internationalen Gesundheitsvorschriften (2005) und des Beschlusses Nr. 1082/2013/EU über schwerwiegende grenzüberschreitende Gesundheitsbedrohungen bewertet. Erst nach positiver Stellungnahme der RAG und soweit die übrigen Bestimmungen des Artikels 13a oder gegebenenfalls des Artikels 13b erfüllt sind, können die jeweiligen föderierten Teilgebieten, Bürgermeister oder Gouverneure die epidemiologischen Gegebenheiten berücksichtigen, um den Anwendungsbereich des COVID Safe Tickets in einem Staat oder einem lokalen Gebiet zu erweitern oder seine Verwendung gemäß den Bestimmungen dieser Kooperationsvereinbarung zu verschärfen.
§ 6. Indien een gefedereerde entiteit overeenkomstig §2 beslist tot aanduiding of activatie van aangelegenheden en voorzieningen waarvoor de mogelijkheid of	§ 6. Si une entité fédérée décide conformément au § 2 de désigner ou d'activer des événements et établissements pour lesquels la possibilité ou l'obligation de faire usage	§ 6. Wenn eine föderierte Teilgebiet gemäß § 2, Punkt 1 und 2 beschließt, Angelegenheiten und Einrichtungen zu benennen oder zu aktivieren, für die die

verplichting wordt voorzien om gebruik te maken van het COVID Safe Ticket, dient er een consultatie plaats te vinden tussen de respectievelijke bevoegde entiteit inzake preventieve gezondheidszorg en de respectievelijke bevoegde entiteiten inzake de betrokken sector of sectoren. Op basis van deze consultatie zullen de nodige afspraken worden gemaakt en desgevallend de nodige voorzieningen getroffen in het decreet of ordonnantie.”	du COVID Safe Ticket est prévue, une concertation doit avoir lieu entre l’entité compétente respective en matière de prévention sanitaire et le ou les entités compétentes respectives pour le ou les secteurs concernés. Sur la base de cette consultation, les accords nécessaires seront conclus et, le cas échéant, les dispositions nécessaires seront prises dans le décret ou l’ordonnance. »	Möglichkeit oder Verpflichtung zur Inanspruchnahme des COVID Safe Tickets vorgesehen ist, muss eine Konsultation zwischen dem jeweils zuständigen Entität für Gesundheitsvorsorge und dem oder den jeweils zuständigen Entitäten für den oder die betroffenen Sektoren stattfinden. Auf der Grundlage dieser Konsultation werden die notwendigen Vereinbarungen getroffen und gegebenenfalls die erforderlichen Bestimmungen in das Dekret oder die Verordnung aufgenommen.“
Artikel 8. In Titel IV. COVID Safe Ticket van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, wordt een artikel 13ter ingevoegd, luidende:	**Article 8.** Dans le Titre IV. COVID Safe Ticket de l’accord de coopération du 14 juillet 2021, il est inséré un article 13ter rédigé comme suit :	**Artikel 8.** In Titel IV. COVID Safe Ticket des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird ein Artikel 13b mit folgendem Wortlaut eingefügt:
“**Art. 13ter.** §1. Indien de lokale epidemiologische omstandigheden dit vereisen, wordt de mogelijkheid geboden aan de gefedereerde entiteiten om ook na 31 oktober 2021, voor zover dit gebeurt overeenkomstig artikel 2bis en voor zover dit gebeurt binnen hun respectievelijke bevoegdheden het COVID Safe Ticket te gebruiken op het gehele of een gedeelte van het grondgebied waarvoor ze bevoegd zijn.	**« Art. 13ter.** § 1. Si les conditions épidémiologiques locales l’exigent, les entités fédérées peuvent avoir la possibilité d’utiliser le COVID Safe Ticket sur tout ou partie du territoire pour lequel elles sont compétentes après le 31 octobre 2021, dans la mesure où cela se fait conformément à l’article 2 bis et dans la mesure où cela se fait dans le cadre de leurs compétences respectives.	„**Art. 13b.** § 1. Wenn es die lokalen epidemiologischen Gegebenheiten erfordern, erhalten die föderierten Teilgebieten die Möglichkeit, das COVID Safe Ticket in ihrem gesamten oder einem Teil ihres Zuständigkeitsgebiets auch nach dem 31. Oktober 2021 zu verwenden, sofern dies im Einklang mit Artikel 2bis und im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten geschieht.

§ 2. De bevoegde gefedereerde entiteit zal deze mogelijkheid enkel kunnen benutten conform de modaliteiten zoals bepaald in artikel 13bis, §2, §4,§5, et §6.”	§ 2. L’entité fédérée compétente ne pourra utiliser cette possibilité que selon les modalités prévues à l’article 13bis, §2, §4, §5, et §6. »	§ 2. Die zuständige föderierte Teilgebiet kann von dieser Möglichkeit nur gemäß den in Artikel 13bis Absätze 2, 4, 5 und 6 festgelegten Modalitäten Gebrauch machen.
§ 3. Indien de lokale epidemiologische omstandigheden dit vereisen en voor zover het gebruik van het COVID Safe Ticket werd voorzien door de bevoegde gefedereerde entiteit onder wie de burgemeester of gouverneur ressorteert, wordt vanaf 1 november 2021 aan de burgemeesters en gouverneurs, elk voor het eigen grondgebied, binnen hun respectievelijke bevoegdheden en binnen het kader van de bepalingen betreffende het COVID Safe Ticket in dit samenwerkingsakkoord, op basis van de hen toegekende bevoegdheden op grond van de artikelen 134 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 11 van de Wet op het politieambt, de mogelijkheid geboden strengere bijzondere modaliteiten betreffende de organisatie en de te nemen veiligheidsmaatregelen enkel met betrekking tot massa-evenementen en proef-en pilootprojecten vast te stellen dan hetgeen	§ 3. Si les circonstances épidémiologiques locales l’exigent et dans la mesure où l’utilisation du COVID Safe Ticket est prévue par l’entité fédérée compétente à laquelle appartient le bourgmestre ou le gouverneur, à partir du 1er novembre 2021, les bourgmestres et gouverneurs, chacun pour leur propre territoire, dans le cadre de leurs compétences respectives et dans le cadre des dispositions relatives au COVID Safe Ticket de cet accord de coopération, se voient offrir la possibilité de fixer des modalités particulières plus strictes concernant l’organisation et l’utilisation du COVID Safe Ticket, sur la base des pouvoirs qui leurs sont conférés par les articles 134 et 135 de la Nouvelle oi Communale et l’article 11 de la loi sur la fonction de police, la possibilité d’établir des dispositions spéciales plus strictes concernant l’organisation et les	§ 3. Wenn die örtlichen epidemiologischen Gegebenheiten es erfordern und sofern die Verwendung des COVID Safe Tickets von der zuständigen föderierten Teilgebiet, der der Bürgermeister oder Gouverneur angehört, vorgesehen ist, werden die Bürgermeister und Gouverneure ab dem 1. November 2021 im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten und im Rahmen der Bestimmungen über das COVID Safe Ticket in diesem Zusammenarbeitsabkommen jeweils für ihr eigenes Gebiet tätig, auf der Grundlage der ihnen in den Artikeln 134 und 135 des Gesetzes über die neuen Gemeinden und in Artikel 11 des Gesetzes über den Polizeidienst eingeräumten Befugnisse die Möglichkeit, strengere Sonderregelungen in Bezug auf die Organisation und die ausschließlich bei Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekten zu treffenden Sicherheitsmaßnahmen

bepaald in het besluit bedoeld in artikel 1, §1, 11°. Dit voor een maximale periode van 30 dagen. Het betreft hier enkel de aanpassing van de minimumgrens van aantal bezoekers voor een massa-evenement of proef-en pilootproject of het verplicht maken van het gebruik van het COVID Safe Ticket voor een welbepaald massa-evenement of proef-en pilootproject. Daartoe kunnen de burgemeesters en gouverneurs pas overgaan, na overleg met en het verkrijgen van de instemming van de bevoegde entiteit van de gefedereerde entiteit(en) onder wie de burgemeester of gouverneur ressorteert in functie van de beoogde modaliteit.	mesures de sécurité à prendre uniquement dans le cadre d'événements de masse ou d'expériences et de projets pilotes, autres que celles prévues dans la décision visée à l'article 1er, §1, 11°. Et ce pour une période maximale de 30 jours. Cela concerne uniquement l'ajustement du nombre minimum de visiteurs pour un événement de masse ou une expérience et un projet pilote, ou l'imposition de l'utilisation du COVID Safe Ticket lors d'un événement de masse ou une expérience et un projet pilote spécifique. Les bourgmestres et les gouverneurs ne peuvent le faire qu'après avoir consulté et obtenu le consentement d'entité compétent de l'entité ou des entités fédérées auxquelles le bourgmestre ou le gouverneur appartient en fonction de la modalité envisagée.	festzulegen, als sie in dem in Artikel 1, §1, Punkt 11 genannten Beschluss vorgesehen sind. Dies gilt für einen Zeitraum von höchstens 30 Tagen. Dies betrifft nur die Anpassung der Mindestbesucherzahl für eine Massenveranstaltung oder ein Pilotprojekt oder die Verpflichtung, das CST für eine bestimmte Massenveranstaltung oder ein Test- oder Pilotprojekt zu nutzen. Die Bürgermeister und Gouverneure können dies nur nach Konsultation und mit Zustimmung des zuständigen Ministers der föderierten Teilgebiet(en), der/denen der Bürgermeister oder Gouverneur angehört, nach den vorgesehenen Modalitäten tun.
§ 4. De bevoegde burgemeester of gouverneurs zal de mogelijkheid zoals bepaald in §3 enkel kunnen benutten conform de modaliteiten zoals bepaald in artikel 13bis, §4 en §5."	§ 4. Le bourgmestre ou les gouverneurs compétents ne pourront utiliser cette possibilité que selon les modalités prévues à l'article 13bis, §4 et §5. »	§ 4. Der zuständige Bürgermeister oder Gouverneur kann von der in § 3 vorgesehenen Möglichkeit nur nach den in Artikel 13bis, § 4 und § 5 vorgesehenen Modalitäten Gebrauch machen."
Artikel 9. In Titel IV. COVID Safe Ticket van het	**Article 9.** Dans le Titre IV. COVID Safe Ticket de l'accord de	**Artikel 9.** In Titel IV. COVID Safe Ticket des

samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, wordt een artikel 13quater ingevoegd, luidende:	coopération du 14 juillet 2021, il est inséré un article 13quater rédigé comme suit :	Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird ein Artikel 13quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"Art. 13quater. § 1. Wanneer de lokale epidemiologische omstandigheden het vereisen en in het geval dat de federale fase van het nationaal plan overeenkomstig het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19 volledig wordt beëindigd en er geen epidemische noodsituatie werd afgekondigd overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, dient de bevoegde gefedereerde entiteit voor zover deze middels een decreet of ordonnantie gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid om het gebruik van het COVID Safe Ticket na 31 oktober 2021 toe te passen, na te gaan en desgevallend te voorzien of op grond van voornoemd decreet of ordonnantie de bevoegde gouverneur of bevoegde burgemeester de nodige uitvoeringsmodaliteiten inzake handhaving kan nemen teneinde het	**« Art. 13quater.** § 1. Lorsque les conditions épidémiologiques locales l'exigent et dans le cas où la phase fédérale du plan national conformément à l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19, est complètement terminée et qu'aucune urgence épidémique n'a été déclarée conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures à prendre par la police administrative lors d'une urgence épidémique, si l'entité fédérée compétente a fait usage de la possibilité d'appliquer l'utilisation du COVID Safe Ticket après le 31 octobre 2021 par le biais d'un décret ou d'une ordonnance, elle doit prévoir dans son décret ou son ordonnance les dispositions nécessaires afin de permettre au gouverneur compétent de prendre les mesures d'exécution nécessaires pour maintenir l'utilisation du COVID Safe Ticket.	**„Art. 13quater.** § 1. Wenn die lokalen epidemiologischen Bedingungen es erfordern und für den Fall, dass die föderale Phase des nationalen Plans gemäß dem Ministerialerlass vom 13. März 2020 über die Ausrufung der föderalen Phase zur Koordinierung und Bewältigung der COVID-19-Krise vollständig beendet ist und kein epidemischer Notfall gemäß Artikel 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen bei einem epidemischen Notfall ausgerufen wurde wenn die zuständige föderierte Teilgebiet von der Möglichkeit Gebrauch gemacht hat, das COVID Safe Ticket nach dem 31. Oktober 2021 durch ein Dekret oder eine Verordnung anzuwenden, überprüft sie die Möglichkeit, dass der zuständige Gouverneur oder Bürgermeister auf der Grundlage des besagten Dekrets oder der besagten Verordnung die erforderlichen Durchsetzungsmaßnahmen ergreifen kann, um die Verwendung des COVID Safe Tickets aufrechtzuerhalten, und

gebruik van het COVID Safe Ticket te kunnen handhaven. §2. Het aantal of de respectievelijke aantallen bezoekers voor massa-evenementen en proef-en pilootprojecten zal bij gebrek aan een geldend besluit worden bepaald in een uitvoerend samenwerkingsakkoord.	§2. Le nombre ou les nombres respectifs de visiteurs pour les événements de masse et les expériences et projets pilotes seront, en l'absence d'une décision valide, déterminés dans un accord de coopération d'exécution.	sieht diese gegebenenfalls vor. § 2. Die Anzahl bzw. die jeweiligen Besucherzahlen für Massenveranstaltungen sowie Test- und Pilotprojekte werden, sofern kein gültiger Beschluss vorliegt, in einer ausführenden Kooperationsvereinbarung festgelegt.
§ 3. De maatregelen bedoeld in §1 zijn noodzakelijk, geschikt en in verhouding tot de nagestreefde doelstelling. Deze maatregelen worden voor de toekomst aangenomen, voor een beperkte duur die nooit 30 juni 2022, met name de maximale datum van de inwerkingtreding en -zijnde van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen, kan overschrijden."	§ 3. Les mesures visées aux § 1 sont nécessaires, appropriées et proportionnées à l'objectif poursuivi. Ces mesures sont adoptées pour l'avenir, pour une période limitée qui ne pourra jamais aller au-delà du 30 juin 2022, à savoir la date ultime d'entrée en vigueur du règlement relatif au certificat numérique EU-COVID et du règlement relatif au certificat numérique EU-COVID pour les ressortissants de pays tiers.	§ 3. Die in § 1 genannten Maßnahmen müssen im Hinblick auf das angestrebte Ziel notwendig, angemessen und verhältnismäßig sein. Diese Maßnahmen werden für die Zukunft für einen begrenzten Zeitraum erlassen, der niemals den 30. Juni 2022 überschreiten darf, da dies das maximale Datum für das Inkrafttreten der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate und der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate für Drittstaatsangehörige ist."
Artikel 10. Artikel 14, §3 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	**Article 10.** L'article 14, §3 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	**Artikel 10.** Artikel 14, §3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
"§ 3. De uitlezing van de gegevens zoals bepaald in artikelen 12 en 13 van dit samenwerkingsakkoord mogen maar uitgevoerd worden tot en met 31 oktober 2021, tenzij de	« §3. L'analyse des données telles que définies aux articles 12 et 13 du présent accord de coopération, ne peut être effectuée que jusqu'au 31 octobre 2021 inclus, sauf si	„§ 3. Das Auslesen der Daten nach den Artikeln 12 und 13 dieses Zusammenarbeitsabkommens darf nur bis zum 31. Oktober 2021 erfolgen, es sei denn, die Artikel 12

artikelen 12 en 13 overeenkomstig artikel 2bis en 13ter worden geactiveerd voor 30 juni 2022."	les articles 12 et 13 sont activés conformément aux articles 2bis et 13ter avant le 30 juin 2022. »	und 13 werden gemäß den Artikeln 2a und 13b vor dem 30. Juni 2022 aktiviert."
Artikel 11. §1. Artikel 33, §1, 1° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	**Article 11.** §1. L'article 33, §1, 1° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	**Artikel 11.** § 1. Artikel 33, §1, Punkt 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
"1° van 16 juni tot en met 30 juni 2021 voor wat betreft artikelen 1, §2, artikel 3, artikel 9, artikelen 10, §1 tot en met §3 en artikel 14, §1;"	« 1° du 16 juin au 30 juin 2021 en ce qui concerne l'article 1, §2, l'article 3, l'article 9, l'article 10, §1 à §3 et l'article 14, §1 ; »	„1. vom 16. Juni bis zum 30. Juni 2021 in Bezug auf Artikel 1 § 2, Artikel 3, Artikel 9, Artikel 10 § 1 bis § 3 und Artikel 14 § 1;"
§2. Artikel 33, §1, 2° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§2. L'article 33, §1, 2° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	§ 2. Artikel 33, §1, Punkt 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
"2° van 16 juni 2021 voor wat betreft artikel 1, §1, artikelen 2 tot en met 8, artikel 10, §4, artikel 11, artikel 14, §2 tot en met §5, artikelen 15 tot en met 17;"	« 2° du 16 juin 2021 en ce qui concerne l'article 1, §1, les articles 2 à 8, l'article 10, §4, l'article 11, l'article 14, §2 à §5, les articles 15 à 17. »	„2. ab 16. Juni 2021 in Bezug auf Artikel 1 § 1, Artikel 2 bis 8, Artikel 10 § 4, Artikel 11, Artikel 14 § 2 bis § 5, Artikel 15 bis 17;"
§3. Artikel 33, §1, 3° van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	§3. L'article 33, §1, 3° de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	§ 3. Artikel 33, §1, Punkt 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
"3° van de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord tot 31 oktober 2021, de artikelen 12 en 13, tenzij de artikelen 12 en 13 overeenkomstig artikel 2bis en 13ter worden geactiveerd voor 30 juni 2022.".	« 3° de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération au 31 octobre 2021, les articles 12 et 13, sauf si les articles 12 et 13 sont activés avant le 30 juin 2022 conformément aux articles 2bis et 13ter. »	„3. vom Inkrafttreten dieses Zusammenarbeitsabkommens bis zum 31. Oktober 2021 die Artikel 12 und 13, sofern die Artikel 12 und 13 nicht vor dem 30. Juni 2022 gemäß den Artikeln 2a und 13b aktiviert werden."
Artikel 12. Artikel 33, §2, van het samenwerkingsakkoord van 14	**Article 12.** L'article 33, §2 de l'accord de coopération du 14	**Artikel 12.** Artikel 33, § 2 des Zusammenarbeitsabkommens

juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	juillet 2021 est modifié comme suit :	vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
"§ 2. Behoudens uitdrukkelijk anders bepaald in §1, 1° en 2°, treden de bepalingen van Titel I tot en met VII in werking op de datum van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste wetgevende handeling tot instemming met het samenwerkingsakkoord."	« §2. Sous réserve des dispositions du § 1,1° et 2°, les dispositions des titres I à VII entrent en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier acte législatif portant assentiment du présent accord de coopération. »	„§ 2. Soweit in § 1, Punkt 1 und 2 nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt ist, treten die Bestimmungen der Titel I bis VII am Tag der Veröffentlichung des letzten Rechtsakts über die Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen im Belgischen Staatsblatt in Kraft."
Artikel 13. Artikel 33, §3 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt als volgt gewijzigd:	**Article 13.** L'article 33, §3 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 est modifié comme suit :	**Artikel 13.** Artikel 33, §3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird wie folgt geändert:
"§ 3. Behoudens uitdrukkelijk anders bepaald in §1, 1°, treden de bepalingen van Titel I tot en met VII buiten werking op de datum van de buitenwerkingtreding van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen."	« §3. Sous réserve des dispositions du § 1,1°, les dispositions des titres I à VII cessent d'être en vigueur au plus tard à la date de la fin d'application du règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE et du règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers. »	„§ 3. Soweit in § 1 Punkt 1 nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt ist, treten die Bestimmungen der Titel I bis VII am Tag des Inkrafttretens der EU-COVID-Verordnung über digitale Zertifikate und der EU-COVID-Verordnung über digitale Zertifikate für Drittstaatsangehörige außer Kraft."
Artikel 14. In Titel X. Slotbepalingen van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, wordt een artikel 33bis ingevoegd, luidende:	**Article 14.** Dans le Titre X. Dispositions finales de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, il est inséré un article 33bis rédigé comme suit :	**Artikel 14.** In Titel X. Schlussbestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird der folgende Artikel 33a eingefügt
"**Art. 33bis.** Indien alvorens de buitenwerkingtreding van de artikelen met betrekking tot het wettelijk kader van het digitaal EU-COVID-certificaat en het gebruik van het COVID Safe Ticket of dit wettelijk kader	« **Art. 33bis.** Si, avant que les articles relatifs au cadre juridique du certificat COVID numérique de l'UE et à l'utilisation du COVID Safe Ticket ou fixant ce cadre juridique cessent d'être applicables, à savoir le 30 juin 2022, une urgence épidémique est	**„Art. 33bis.** Wird vor Ablauf der Artikel über den Rechtsrahmen des digitalen EU-COVID-Zertifikats und die Verwendung des COVID Safe Ticket oder dieses Rechtsrahmens, insbesondere am 30. Juni 2022, der epidemische

uiteenzetten, met name op 30 juni 2022, een epidemische noodsituatie wordt afgekondigd, overeenkomstig artikel 3, §1 van de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, kunnen de artikelen 12 en 13 opnieuw worden toegepast voor de duur van de epidemische noodsituatie, mits deze 30 juni 2022 niet overschrijdt."	déclarée, conformément à l'article 3, §1 de la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, les articles 12 et 13 peuvent à nouveau être appliqués pour la durée de l'urgence épidémique, à condition qu'elle n'aille pas au-delà du 30 juin 2022. »	Notstand gemäß Artikel 3 § 1 des Gesetzes vom 14. August 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen während eines epidemischen Notstands ausgerufen, können die Artikel 12 und 13 für die Dauer des epidemischen Notstands erneut angewendet werden, sofern dieser nicht über den 30. Juni 2022 hinausgeht."
Artikel 15. In Titel X. Slotbepalingen van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, wordt een artikel 33ter ingevoegd, luidende:	**Article 15.** Dans le Titre X. Dispositions finales de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, il est inséré un article 33ter rédigé comme suit :	**Artikel 15.** In Titel X. Schlussbestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 wird der folgende Artikel 33b eingefügt
"**Art. 33ter.** § 1. In afwijking van hetgeen bepaald in artikel 33 van dit samenwerkingsakkoord, heeft artikel 13bis uitwerking met ingang van 1 oktober 2021 tot en met 31 oktober 2021.	**« Art. 33ter.** § 1. Par dérogation aux dispositions de l'article 33 du présent accord de coopération, l'article 13bis s'applique du 1er octobre 2021 au 31 octobre 2021.	**„Art. 33ter.** § 1. Abweichend von den Bestimmungen des Artikels 33 dieses Zusammenarbeitsabkommens gilt Artikel 13bis vom 1. Oktober 2021 bis zum 31. Oktober 2021.
§ 2. In afwijking van hetgeen bepaald in artikel 33 van dit samenwerkingsakkoord, heeft artikel 13ter uitwerking vanaf 1 november 2021 tot de maximale duur van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen.	§ 2. Par dérogation aux dispositions de l'article 33 du présent accord de coopération, l'article 13ter s'applique à compter du 1er novembre 2021 jusqu'à la durée maximale du règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE et du règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE pour les ressortissants de pays tiers.	§ 2. Abweichend von den Bestimmungen des Artikels 33 dieses Zusammenarbeitsabkommens gilt Artikel 13b ab dem 1. November 2021 bis zur Höchstlaufzeit der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate und der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate für Drittstaatsangehörige.

§3. In afwijking van hetgeen bepaald in artikel 33 van dit samenwerkingsakkoord, hebben de artikelen 33bis en 33ter uitwerking van 1 oktober 2021 tot de maximale duur van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat en de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat voor onderdanen derde landen.”	§ 3. Par dérogation aux dispositions de l’article 33 du présent accord de coopération, les articles 33bis et 33ter s’appliquent à partir du 1er octobre 2021 jusqu’à la durée maximale du règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE et du règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE pour les ressortissants de pays tiers. »	§ 3. Abweichend von den Bestimmungen des Artikels 33 dieses Zusammenarbeitsabkommens gelten die Artikel 33a und 33b ab dem 1. Oktober 2021 bis zur maximalen Geltungsdauer der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate und der Verordnung über digitale EU-COVID-Zertifikate für Staatsangehörige von Drittländern.“
Artikel 16. Huidig samenwerkingsakkoord treedt inwerking overeenkomstig hetgeen bepaald werd in het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 zoals gewijzigd door huidig samenwerkingsakkoord.	**Article 16.** Le présent accord de coopération entre en vigueur conformément aux dispositions de l’accord de coopération du 14 juillet 2021, tel que modifié par le présent accord de coopération.	**Artikel 16.** Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen tritt gemäß den Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 in der durch das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen geänderten Fassung in Kraft.

Gedaan te Brussel, op 9 september 2021

in één origineel exemplaar.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 2021

en un exemplaire original.

Brüssel, den 9. September 2021

in einer Originalausfertigung.

De Eerste Minister,

Le Premier Ministre,

Der Premierminister

A. DE CROO

De vice-Eersteminister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales

Der Vizepremierminister und Minister für auswärtige Angelegenheiten, Europaangelegenheiten und Außenwirtschaft und der Kulturinstitutionen des Bundes

S. WILMES

De Vice-Eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

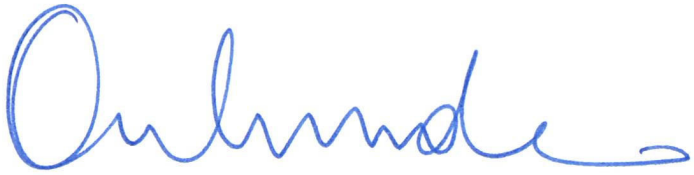
Der Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit

Frank Vandenbroucke (Signature)

Digitaal ondertekend door Frank Vandenbroucke (Signature)
Datum: 2021.09.09 17:58:44 +02'00'

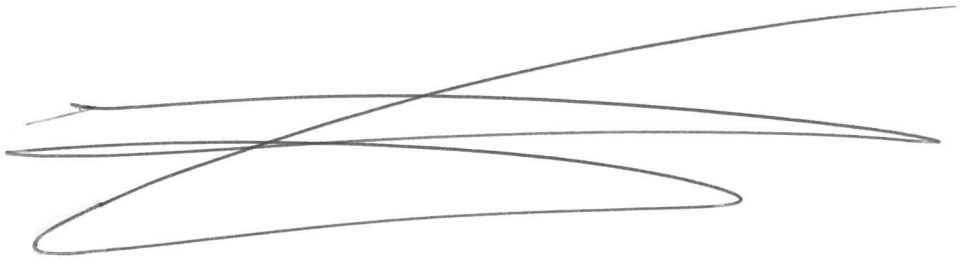
F. VANDENBROUCKE

Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing	Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique	Innenminister, institutionelle Reformen und demokratische Erneuerung



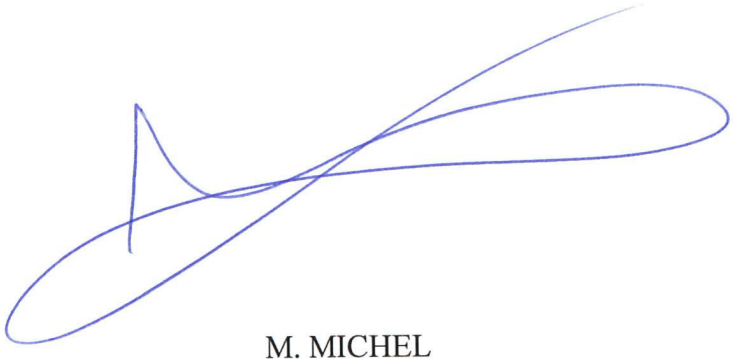
A. VERLINDEN

Staatssecretaris voor Asiel en Migratie	Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration	Staatssekretär für Asyl und Migration



S. MAHDI

Staatssecretaris voor Digitalisering	Secrétaire d'État à la Digitalisation	Staatssekretär für Digitalisierung

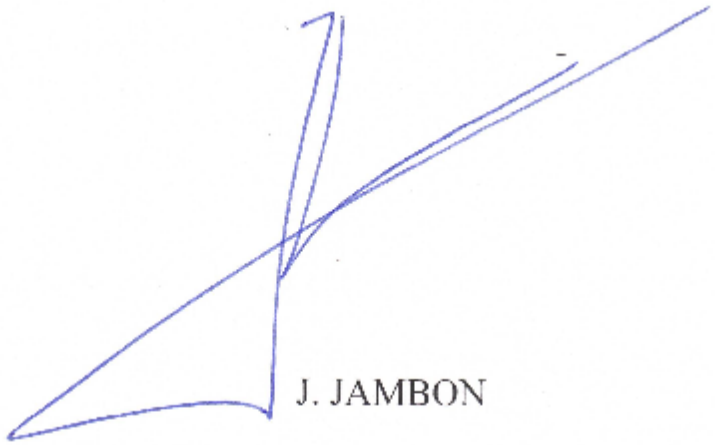


M. MICHEL

De Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, ICT en Facilitair Management,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la TI et les Services généraux,

Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister der Außenpolitik, der Kultur, der IKT und der Allgemeinen Dienste,

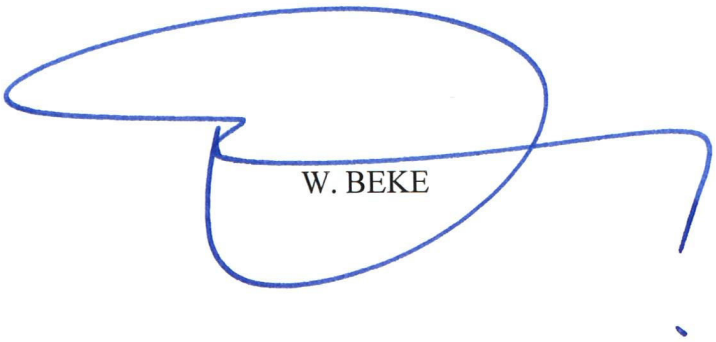


J. JAMBON

De Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding,

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

Der Flämische Minister des Wohlbefindens, der Volksgesundheit, der Familie und der Armutsbekämpfung,

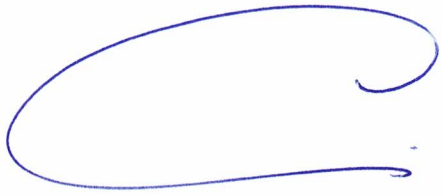


W. BEKE

De Minister-President van de Franse Gemeenschap,

Le Ministre-Président de la Communauté française,

Der Ministerpräsident der Französischen Gemeinschaft



P.Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

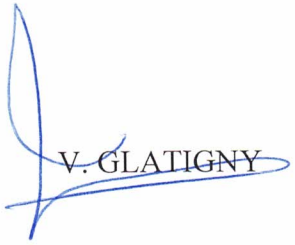
Die Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte,

B. LINARD

Minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Die Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, wissenschaftliche Forschung, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und die Promotion von Brüssel



V. GLATIGNY

De Minister-President van de Waalse Regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van de Waalse Regering,

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement wallon,

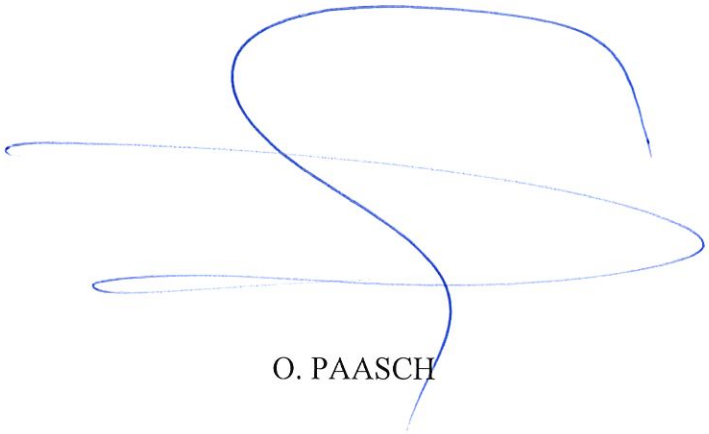
Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte der Wallonischen Regierung

C. MORREALE

De Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën van de Duitstalige Gemeenschap,

Le Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances de la Communauté germanophone,

Der Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

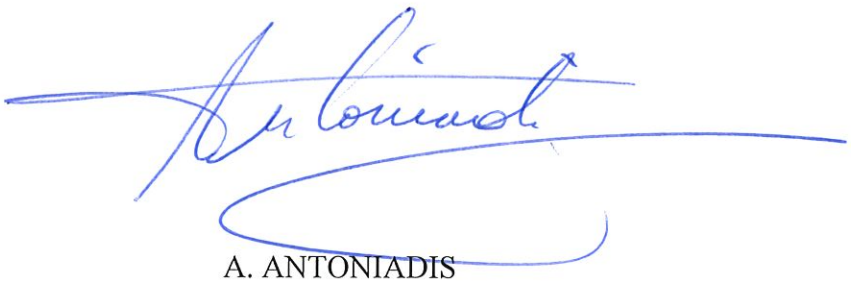


O. PAASCH

De Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Le Vice-Ministre-Président et Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement de la Communauté germanophone,

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft



A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Der Präsident des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und die Soziale Aktion

A. MARON

Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuständig für die Gesundheit und die Soziale Aktion

E. VAN DEN BRANDT

De Minister-President belast met de promotie van de gezondheid	La Ministre-Présidente chargée de la promotion de la santé	Die Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung

B. TRACHTE

De Minister, lid van het College belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid	Le Ministre, membre du Collège chargé de l'action sociale et de la santé	Der Minister, Mitglied des Kollegiums, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit

A. MARON